

**M. Sadate se décharge
de ses fonctions
de chef du gouvernement
égyptien**

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F
Algérie (10) : Maroc, 1 fr. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique,
9 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,50 kr. ;
Espagne, 16 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 125 L. ;
Japon, 100 y. ; Liban, 125 L. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas,
9,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse,
5,00 fr. ; Tchécoslovaquie, 20 cs. ; Yougoslavie, 5 d. din.
Tari des abonnements page 25
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 03
C.O.F. 4287-23 Paris
Tél. Paris 65 65 72
Tél. : 770-91-29

DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE A LA CRISE DE L'EUROPE

La remise en question par Bonn du compromis sur les prix agricoles provoque de vives réactions

Une nouvelle Allemagne

La brutalité avec laquelle le chancelier allemand cherche à « mettre au pas » ses partenaires européens annonce-t-elle que la « nouvelle Allemagne » renoue par une pente naturelle certains caractères de la « mauvaise Allemagne » de naguère ? M. Schmidt se vent-il un nouveau « chancelier de fer » ?

La décision de Bonn s'appuie sur des arguments économiques bien connus, mais elle reflète aussi le nouveau climat psychologique et politique qui prévaut en R.F.A. Par tempérament, le social-démocrate « musclé » qu'est M. Schmidt a tendance à l'autoritarisme. Ses éclats lui avaient d'ailleurs valu au Bundestag le surnom peu flatteur de « Grande Gueule ». En désavouant ses négociateurs, il prend un évident plaisir à montrer qu'il est le seul maître du jeu.

M. Brandt avait été fort critiqué pour son « irrésolution » et son « idéalisme ». Son successeur achève ainsi de se démarquer de lui et, plus généralement, de l'image généralement admise du chimiste, imprévisible à la Realpolitik, longuement accolée à la social-démocratie allemande. Le temps des agencements de Varsovie et d'une culpabilité humblement acceptée est révolu. L'Allemagne n'a plus peur de montrer qu'elle est forte et entend défendre ses intérêts. Un peuple qui s'est toujours senti « mal aimé » — c'est là, de façon significative, le titre de l'éditorial de jeudi de la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » — et les avoir mauvaise conscience, se trouve flétri par le coup de poing sur la table de Bruxelles.

Cette certitude d'avoir raison, avec la conviction intime qu'il dirige le seul pays « sérieux » d'Europe occidentale et que seule l'energie germanique a trouvé la réponse aux problèmes économiques actuels, semble être la principale motivation du chancelier Schmidt. Elle explique sans aucun doute dans son esprit une « galopédie » étrange à sa formation. Tout au plus le nouveau maître de l'Allemagne éprouve-t-il à l'égard de Paris une tranquille indifférence : c'est déjà un grave échec pour M. Giscard d'Estaing et ses espoirs de relance européenne grâce à une étroite coopération franco-allemande.

Surtout, les préoccupations du chancelier ne s'étendent guère encore au domaine de la « grande » politique. Elles reflètent par là son tempérament pragmatique, mais aussi les nouvelles données de la situation mondiale. Relevant pour sa sécurité de deux cent mille G.I. stationnés sur son sol, privée par toutes sortes de traités internationaux de l'accès aux armes atomiques, divisée sans doute pour très longtemps encore, l'Allemagne fédérale est presque tout aussi solidement rivée au char américain que sa rivale de l'Est l'est à l'U.R.S.S. De Gaulle, qui avait pourtant noué avec Adenauer des relations de grande confiance, s'accommodait parfaitement de cette dépendance de Bonn à l'égard de Washington. C'est d'ailleurs en pensant notamment sans l'avouer, à l'Allemagne qu'il a voulu doter la France d'une arme nucléaire : c'est aussi parce qu'il voulait équilibrer la puissance germanique renaissante qu'il a cherché à prendre langue avec l'Est. Georges Pompidou, pour sa part, avait espéré trouver dans la Grande-Bretagne le nécessaire contre-poids. Il n'avait compté ni sur l'épave de celle-ci ni sur la réflexion insulaire de ses habitants.

On a pu dire de l'Allemagne que Victor Hugo faisait dire à Hernani : « Je suis une force qui va ». Depuis vingt ans, la République fédérale est redevenue progressivement une force. Et elle va de l'avant. Ses partenaires et voisins le découvrent un peu plus chaque jour.

Les Neuf vont se rencontrer

Les ministres de l'agriculture des Neuf se retrouveront, au début de la semaine prochaine à Bruxelles, pour examiner les conséquences du refus de Bonn d'entériner l'accord du 20 septembre sur l'augmentation des prix agricoles. M. Brül, ministre fédéral de l'Agriculture, a laissé entendre que la réunion rapide d'un « sommet » européen était nécessaire : cette perspective a peut-être été évoquée ce jeudi 26 septembre par M. Schmidt, qui a téléphoné à M. Giscard d'Estaing.

L'attitude allemande a provoqué de vives réactions. A Bruxelles et à La Haye, le « coup de force » du gouvernement de Bonn est d'autant plus critiqué que les conditions qu'il pose à toute hausse des prix agricoles sont jugées techniquement inapplicables. Rome est perplexe. A Londres, l'embarras est dissimulé derrière un optimisme de caractère très électoral.

A Paris, MM. Debré et Marchais parlent de « diktat », le Figaro aussi. Les dirigeants paysans français ont exprimé leur mécontentement à l'occasion de leur conférence annuelle avec le gouvernement. Ils devaient étudier, avec MM. Chirac et Bonnet, les mesures propres à enrayer la dégradation du pouvoir d'achat des agriculteurs français. De nouvelles aides directes paraissent exclues.

Un « schéma complètement bouleversé »

« Bonn nous fait un mauvais coup », répétait-on tant au ministère de l'Agriculture qu'à l'hôtel Matignon et à l'Elysée, mercredi soir. Manifestement, le refus du gouvernement de Bonn d'entériner l'augmentation de 5 % des prix agricoles européens a cueilli le gouvernement français à froid. Certes, Paris savait que la République fédérale renégocierait et même qu'elle ferait des difficultés pour le prix du lait lors de la session de ministres de l'Agriculture des Neuf, qui était prévue pour les 21 et 22 septembre. « Mais de là à... »

Stupeur donc. « Il n'y a que le président Giscard d'Estaing qui puisse apprécier la portée exacte de l'attitude du chancelier allemand », commentait un conseiller du chef de l'Etat.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 2.)

Le coup de pied de l'âne

Par PIERRE DROUIN

Le « coup de pied de l'âne » allemand est reçu par l'Europe et par la France à un moment où il ne pouvait faire plus mal. Pour de multiples raisons.

L'opinion avait cru percevoir entre M. Giscard d'Estaing et M. Helmut Schmidt une connivence riche d'heureux lendemains. Le Marché commun en avait bien besoin. Les deux hommes se comportaient sur le devant de la scène en amis, et se concertaient sur les réalités économiques et financières. Ils présentaient, si pressantes aujourd'hui, leur conférence au brevet de pragmatisme qui devait normalement déboucher sur le renforcement de l'entente franco-allemande, et donc sur celui de l'Europe.

Pataugas ! Après la lente valse-hésitation sur l'emprunt communautaire, les Allemands remettent

carrement en cause l'accord de Bruxelles sur les prix agricoles, obtenu après deux jours et deux nuits de négociations. Sans doute cet arrangement avait-il été conclu ad referendum, c'est-à-dire sous réserve de l'acceptation du gouvernement de Bonn. Mais, dans l'histoire tumultueuse des pourparlers communautaires, on savait que cette clause assez formelle avait surtout pour but de sauver la face de celui qui avait dû céder après l'emploi d'un peu abusif du mot « jamais ». Cette fois, irritant un illustre prédécesseur, le chancelier a été « de fer ».

La riposte allemande est ressentie d'autant plus vivement qu'elle survient à un moment où, sur tous les fronts, quelque chose craque, où un « dérèglement global » se manifeste, où, pour

reprandre les mots de M. Giscard d'Estaing, l'on cherche des points d'ancrage. Malgré bien des vicissitudes, l'Europe des Six avait tout de même réussi à mettre sur pied une politique commune, celle de l'agriculture. Voici que ce mailloin est en train de céder, lui aussi, sous la pression de Bonn. A quel se fier ? A qui se fier ? La France est spécialement visée par cette réaction puisqu'elle a fait du Marché commun agricole le noyau de résistance de l'Europe communautaire. Non seulement, il est vrai, pour de beaux principes, mais parce qu'elle y trouve intérêt. Que serait une Europe où les nations ne cherchent pas aussi ce qui les favorise ? Sachant cela, mesurant

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

L'étrointe et la prise

Il faut comprendre l'agriculture française, belge ou hollandaise, mais il faut comprendre aussi l'économie allemande. Dans le jeu dangereux qui se déroule en ce moment, il y a de ce côté on de celui-là une « marge » entre l'asphyxie et la respiration. Sans doute les pays européens, et en particulier l'Allemagne, dans les vastes espaces de la prospérité, ont-ils oublié comme on retient son souffle pour survivre quand l'air se raréfie. Mais le fait est là : si l'on tente de desserrer le nœud qui l'étrangle, l'autre crie qu'on l'étrangle. C'est évidemment une consolation de penser que nous sommes devenus à ce point solidaires. Mais il faut avouer que l'étréinte européenne ressemble de plus en plus à une prise de catch.

ROBERT ESCARPIT.

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur les estampes originales (le Monde)

Pour posséder une lithographie originale

Il faut savoir qu'à raison de mensualités très raisonnables et sans intérêt, les Editions de Francony, Membre de la Chambre Syndicale de l'estampe du dessin et du tableau, vous permettent d'acquiescer une estampe originale d'un artiste célèbre : lithographie, gravure, etc... En effet, grâce aux estampes originales, à tirage limité, signées et numérotées, vous pouvez vous offrir la joie de posséder une œuvre d'art authentique portant une signature célèbre. Comme un tableau elle pourra prendre de la valeur. Pour cela, en vous recommandant de ce journal, recevez, ou complétez et découpez le bon ci-dessous et adressez-le aux Editions d'Art de Francony, 17 rue Hôtel des Postes B.P. 646 - 06012 Nice Cedex. Cette maison d'édition vous adressera gratuitement sa documentation complète sur les estampes originales des grands maîtres contemporains dont elle est l'éditeur.

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur les estampes originales (le Monde)

nom

adresse

M. Giscard d'Estaing invite les Français à un « effort national d'adaptation »

Le comité central de planification se réunira le 8 octobre

Au cours du déjeuner qui a suivi le conseil des ministres du 25 septembre à l'Elysée, M. Giscard d'Estaing a proclamé devant le gouvernement sa volonté de poursuivre dans tous les domaines une politique de changements telle que « la société française devienne un chantier de réforme ». Le président de la République, décidé à « fixer les conséquences du changement en profondeur de l'économie mondiale », a invité les Français à un « effort national d'adaptation et de redéploiement » et a annoncé la constitution d'un « conseil central de planification économique », qui se réunira chaque mois à partir du 8 octobre.

Appliquant les conseils de lutte contre le gaspillage prodigués par M. Giscard d'Estaing, le conseil des ministres a décidé de plafonner, en

toute hypothèse, à 51 milliards de francs en 1975 la valeur des importations nettes de pétrole de la France ; ce qui correspondra « grosso modo » à une diminution de 10 % de la consommation aux prix actuels. Un projet de loi a été adopté prévoyant notamment la limitation à 20 degrés de la température des locaux habités. Des mesures sont, d'autre part, prévues pour limiter la consommation du gaz, de l'électricité et du fuel industriel. Le gouvernement a également approuvé la révision du « plan charbonnier », qui prévoit une moindre régression de la production de houille. Signifions, enfin, que pour faire face à une éventuelle pénurie d'uranium enrichi, les Européens pourraient envisager la mise en chantier d'une seconde usine commune de réparation isotopique.

LE « PLAFOND PÉTROLIER »

On demandait ou on attendait un discours télévisé. La pythie élyséenne a répondu par un chiffre : 51 milliards de francs. Telle est la valeur que ne devront pas dépasser les importations de pétrole brut en 1975, quel qu'il arrive et quels soient les prix pratiqués par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

Pourquoi 51 milliards ? Les experts gouvernementaux ont calculé de la façon suivante : le solde net des importations de pétrole sera, pour l'ensemble de l'année 1974, de 125 millions de tonnes ; le prix moyen de la tonne de brut, en 1975, atteindra, selon ces experts, 445 F ; c'est ce qu'ils supposent, en tenant compte de la dernière hausse décidée à Vienne par l'OPEP. Le produit de ces deux chiffres donne un coût global de 56 milliards de francs. En appliquant une réduction de 10 %, on aboutit en arrondissant aux 51 milliards de francs retenus.

A peine une semaine auparavant, au cours de la conférence de presse

consacrée au projet de budget pour 1975, M. Jean-Pierre Fourcade annonçait, lui — et avec tout autant de fermeté — l'intention du gouvernement de réduire de 43 milliards de francs (chiffre supposé pour 1974) à 40 milliards de francs en 1975 la facture pétrolière de la France. Et comme des journalistes avaient osé trouver ces chiffres invraisemblables, le ministre de l'économie et des finances s'était presque fâché. Aujourd'hui, on explique laborieusement Rue de Rivoli que le ministre avait calculé en prix FOB (1) et n'avait tenu compte ni des dernières décisions de Vienne, ni de l'ajustement des stocks, ni de l'avitaillement des navires, ce qui ne suffit d'ailleurs pas à justifier la différence entre les chiffres cités. Un ministre ne peut pas être expert en toutes choses...

La promesse de Dame Claude

L'économie potentielle voulue par le gouvernement (aussi fictive, en un sens, que celle que promettait Dame Claude à Harpagon) doit donc être de 5 milliards de francs (56 — 51) : c'est presque le double de ce que proposait M. Fourcade la semaine dernière : 3 milliards de francs (43 — 40) et le quadruple de ce que l'on peut attendre au mieux du plan de rationalnement de l'usage domestique de M. d'Ornano. A l'évidence, le gou-

(1) Les 51 milliards de francs sont calculés au prix FOB et prêts compris, alors que M. Fourcade, la semaine dernière, ne tenait pas compte de ces deux éléments.

vernement progresse au fil des semaines dans la rigueur.

Mais pourquoi parler d'économie potentielle ? Parce que le coût moyen de la tonne de pétrole importée pour l'ensemble de l'année 1974 semble pouvoir être évalué à quelque 388 F : d'où une facture globale de 48,5 milliards de francs pour cette année. En supposant que le plan gouvernemental réussisse, la note augmentera de 1974 à 1975 de 2,5 milliards de francs (51-48,5). Il s'agit donc d'une moindre augmentation de la dépense non d'une économie proprement dite. On ne voit donc pas comment le gouvernement peut encore espérer rétablir l'équilibre de la balance commerciale à la fin de 1975. A mesure que le gou-

PHILIPPE SIMONNOT.

(Lire la suite page 5.)

Lire page 12 :

**M. GISCARD D'ESTAING
« PLANIFICATEUR » ?**
par RAYMOND BARRILLON

Lire page 4 :

UNE SECONDE USINE D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM est envisagée par la Commission européenne
par PHILIPPE LEMAÎTRE

UNE ÉTUDE D'ALAIN GUICHARD

« Les Jésuites »

Par JEAN-FRANÇOIS SIX (*)

Dans la société française — mais en d'autres pays aussi — les jésuites, les francs-maçons sont des groupes qu'on pourrait appeler « passionnés » ou « passionnaires » : d'un côté, ils suscitent l'approbation et l'adhésion, de l'autre ils provoquent l'opposition ou l'animosité. Persécutés, mis à l'écart, suspectés, tel a été souvent leur lot dans l'histoire ; et l'on prend à désirer que s'en soit fini, une fois pour toutes, de cette attitude raciste qui a été sans cesse utilisée à leur égard, que non seulement on les laisse tranquilles, mais qu'on les reconnaisse pour ce qu'ils sont, dans leur originalité, dans leur « différence ».

Qu'on prenne le problème d'une manière ou d'une autre, là est bien la question : leur « différence ». Quand, aux yeux de l'ensemble d'une population, un groupe d'êtres vit des coutumes et des comportements qui lui donnent un certain style, une certaine conception de l'existence, l'ensemble commence à s'interroger sur ce corps étranger qui lui paraît étrange et donc bientôt dangereux. Et très vite les légendes s'installent : les êtres ne

sont plus vus tels qu'ils sont, ils reçoivent des étiquettes et des masques ; et le processus va toujours, s'amplifiant, vers le paroxysme. Les malentendus enferment dès lors ces groupes sur eux-mêmes.

Pour sortir de ce cercle infernal, il faut, d'abord et avant tout, faire la vérité, faire la lumière. Alain Guichard l'a compris (1) ; lui qui n'est ni franc-maçon, ni jésuite, ni jésuite, mais chrétien laïc, qui fait franc-maçon avec les francs-maçons, si l'on peut dire, jésuite avec les jésuites, comme pour « les jésuites », il ne se place ni en avocat qui veut blanchir à tout prix son client, ni en procureur implacable qui veut condamner le prévenu. Il regarde tranquillement ces « mondes » si peu connus, si méconnus, sur lesquels il y a des mondes d'idées reçues et de préjugés ; il les scrute avec finesse, nous les décrit sans passion. Cette manière calme est si rare de nos jours qu'elle étonne, ou bon sens du terme, qu'elle nous désarme, comme l'humour et la non-violence.

(Lire la suite page 19.)
L. J. ... d'Alain Guichard, Grasset, 236 pages, 26 F.

LES DIFFICULTÉS

Les grandes dates du Marché commun agricole

Première phase : la mise en place

● 25 MARS 1957. — Signature du traité de Rome. Neuf articles sont consacrés à l'agriculture mais aucun ne contient d'indication précise sur la manière d'organiser l'agriculture européenne. Conséquence : les architectes, MM. Monnet, Pflanz et Blesbeu, pour ne citer qu'eux, travaillent dans un climat de tension perpétuelle. Malgré tout, l'alliance que l'on ne reverra jamais plus entre la France, les Pays-Bas et la Commission européenne permet de venir à bout des réticences.

● 3-12 JANVIER 1958. — Première grande confrontation à Strassbourg des agriculteurs européens. Responsables gouvernementaux, dirigeants professionnels et représentants de la Commission posent les grandes lignes de la future Politique agricole commune (PAC).

● 14 JANVIER 1962. — Premier « marathon » tendu : en cas de désaccord, la France doit passer à la seconde étape du traité de Rome. Mais les Six s'entendent sur les premières organisations de marchés (céréales, porcs, œufs, volailles, fruits et légumes). Ils

adoptent aussi un règlement engageant leur solidarité dans le financement de la PAC.

● 23 DÉCEMBRE 1962. — Adoption d'un règlement appelé à régir l'organisation des marchés des produits laitiers, de la viande bovine et du riz.

● 14 DÉCEMBRE 1964. — Les Six se mettent d'accord sur les prix communs des céréales qui doivent entrer en vigueur en juillet 1967. Décision lourde de conséquences. En fixant, sous la pression allemande, le prix du blé à un niveau élevé, les Six auront de graves difficultés par la suite pour réajuster les prix des différents produits agricoles.

● 30 JUIN 1965. — En désaccord avec ses partenaires sur le financement de la PAC, la France décide de pratiquer la politique de la « chaise vide ». Cela dure jusqu'au 1^{er} janvier 1966.

● NOVEMBRE 1966. — La première organisation de marché, celle de l'huile d'olive, entre en vigueur. Les autres suivent : fruits et légumes (Janvier 1967), céréales, viande porcine, œufs et volailles (1^{er} juillet 1967).

Deuxième phase : la consolidation et la contestation

● FIN 1968. — Les Six ont atteint leur objectif. Les produits agricoles peuvent circuler librement à l'intérieur du marché commun, la protection aux frontières est assurée et la solidarité financière établie. Pourtant, l'heure de la déconvenue commence. L'existence d'excédents considérables de sucre, de céréales, de viande, le maintien si non l'aggravation des inégalités sociales à l'intérieur de l'agriculture, le coût croissant des dépenses de soutien, font se demander si l'édifice qui vient d'être ébauché est bien adapté.

● 18 JANVIER 1969. — Siège Monnet présente son programme « Agriculture 1980 », un plan de réformes drastiques du paysage agricole européen qui provoque la colère des agriculteurs. Les gouvernements nationaux sont pour leur part réticents, car ce plan coûte cher.

● SEPTEMBRE 1969. — Les Six adoptent des mesures (primes d'abattement pour les vaches laitières, prime à la non-commercialisation du lait, etc.) pour réajuster les quantités importées de produits laitiers stockés dans les

entrepôts frigorifiques de la Communauté.

● 8 AOÛT 1969. — Le franc français est dévalué de 12,5 %. Le marché français est provisoirement isolé de ses partenaires par un système d'exclus qui permet de sauvegarder l'unicité du Marché commun agricole.

● 24 OCTOBRE 1969. — Réévaluation de 9,6 % du dollar. On applique à l'Allemagne le même schéma qu'à la France mais en sens inverse.

● 6 FÉVRIER 1970. — Les Six s'entendent sur le financement des dépenses communautaires.

● 23-25 MARS 1971. — Un agriculteur est tué au cours de la manifestation groupant près de cent mille agriculteurs dans le centre de Bruxelles. Dans une ambiance d'une rare tension, les Six parviennent à s'entendre sur la grille des prix 1971-1972 et sur une résolution assez timide concernant la modernisation des exploitations.

● 22 JUIN 1971. — Abandonnement des négociations ouvertes en septembre 1970 entre le Royaume-Uni et la C.E.E.

Troisième phase : l'Europe verte dans la tempête

● 11 MAI 1971. — Les Allemands et les Néerlandais décident de laisser flotter leurs monnaies. Des montants compensatoires sont prévus aux frontières de l'Allemagne et des Pays-Bas.

● 19 AOÛT 1971. — Après le coup de force du président Nixon décidant l'interdiction du dollar, ces montants compensatoires sont appliqués à l'ensemble des échanges entre les pays européens.

● OCTOBRE 1972. — Pour lutter contre l'inflation, le conseil des ministres décide de réduire les droits de douane frappant les importations communautaires de viande bovine, car les prix de la viande atteignent des niveaux élevés. Désormais, la viande remplace le lait au premier rang des préoccupations.

● 1^{er} MAI 1973. — Le plus long et le plus difficile marathon s'achève par un accord sur la

définition de la grille des prix applicable pour la campagne 1973-1974. Mais rien n'est fait pour revenir à l'unité du marché perturbée par les montants compensatoires. Le ministre allemand de l'Agriculture, M. Joseph, échange au cours de la session des propos peu amènes avec M. Jacques Chirac.

● 13 AOÛT 1973. — M. Jacques Chirac, dans un interview au journal le Potin, met en doute la bonne foi européenne de l'Allemagne.

● 3 SEPTEMBRE 1973. — Le ministre « Pénurie » visant à faciliter les importations communautaires de viande bovine est abrogé.

● 1^{er} novembre 1973. — La commission européenne présente un mémorandum relatif à l'aménagement de la PAC (réajustement des prix, etc.). Les Neuf ne retiennent pratiquement aucune des suggestions du Collège.

Un « schéma complètement bouleversé »

(Suite de la première page.)

Finalement, c'est très tôt, ce jeudi matin, que M. Bonnet a convoqué le conseil des ministres de l'Agriculture des Neuf pour le lundi 30 octobre. Aussitôt, M. Erdi a fait savoir qu'il ne pourrait venir ce jour-là : un congrès libéral le retiendra en Allemagne. La réunion se tiendra toutefois, vraisemblablement, au début de la semaine prochaine. Ordre du jour : fixer un nouveau taux d'augmentation des prix agricoles. « Et rien d'autre ! », nous a déclaré M. Bonnet.

La R.F.A. peut revenir en force

En fait, l'affaire est grave, puisque le gouvernement de Bonn a posé ses conditions : il acceptera 4 % d'augmentation si les pays membres s'engagent à abolir les mesures nationales prises pour aider leurs agriculteurs, si les Neuf s'engagent sur la voie de la révision de la politique agricole commune.

Ces conditions, particulièrement sévères, mettent Paris dans l'embarras. D'une part, il n'est toujours pas question pour la France de remettre en cause les principes du Marché commun agricole. L'offensive allemande contre la politique agricole commune, lancée en 1973, avait à l'époque tour-

né court. Mais aujourd'hui, forte de sa position économique stratégique dans la C.E.E., la R.F.A. peut revenir en force.

D'autre part, le gouvernement français a déposé quelque 1,5 milliard d'aides directes aux éleveurs, au mois de juillet. Certes, sur ce dernier point, le Danemark et les Pays-Bas ont formulé de sérieuses réserves. Mais M. Lardinois, au nom de la commission, avait fini par modérer sa critique : le commissaire européen chargé des questions agricoles a déclaré, lors du dernier conseil, qu'il comprenait les raisons de caractère politique qui ont poussé certains États membres à prendre unilatéralement des mesures de soutien nationales dans un contexte exceptionnel.

En ce qui concerne le taux d'augmentation des prix, la position du gouvernement français est d'autant plus délicate que, parti de 8 %, il a fini par accepter 5 %, qui n'ont nullement satisfait les agriculteurs français. M. Bonnet, qui a transigé, a finalement échoué.

Aussi est-on inquiet dans les milieux gouvernementaux alors que la conférence annuelle agricole réunie ce jeudi les dirigeants des quatre grandes organisations paysannes (F.N.S.E.A., A.P.C.A., C.N.J.A., C.N.M.C.C.A.) autour du premier ministre. Comment

vont-elles réagir ? L'accord sur 5 % de hausse des prix les avait déjà profondément déçues. L'accord du tout risque de déclencher de nouvelles explosions de colère. Le cabinet du ministre s'est employé une bonne partie de l'après-midi de mercredi à rassurer les responsables professionnels. Ceux-ci n'en ont pas moins réagi assez violemment. M. Louis Latta, président du C.N.J.A., le premier : « Les agriculteurs attendent une réponse à ce coup d'éclat ».

Sur la voie de l'hérésie communautaire ?

Pour M. Perrin, président de l'A.P.C.A., « il est grave que pour la première fois depuis la création du Marché commun un gouvernement mette en question une décision du conseil des ministres des Communautés. Cette décision va accroître le désarroi des agriculteurs français et elle est contraire à la volonté unanime des agriculteurs de l'Europe des neuf pays qui s'est manifestée le 16 septembre ».

La F.N.S.E.A. s'est contentée d'une déclaration officieuse soulignant qu'en tout état de cause la décision du gouvernement allemand porte un coup redoutable à la politique agricole commune et à l'ensemble de la construction européenne. Et, une partie de la nuit, les dirigeants paysans se

sont réunis autour de leur spécificité des affaires européennes.

M. Deleau, ancien président des fédérations pour étudier les conséquences de la décision allemande.

C'est vers M. Chirac que sont maintenant tournés tous les regards. Quelles décisions prendra-t-il au cours de cette conférence agricole ? « Le schéma de la négociation est complètement bouleversé », reconnaissait ce jeudi matin M. Bonnet. La France s'engage-t-elle à nouveau, sur la voie de l'hérésie communautaire ? en prenant de nouvelles mesures de soutien aux producteurs ? Le ministre de l'Agriculture ne le pense pas : « Nous préférons trop le flanc pour la prochaine session européenne. » Restent les solutions fiscales et financières. Les dernières déclarations ministérielles ne laissent pas beaucoup d'espoir dans ce sens. Fait plus grave : l'organisation économique des marchés, qui engage l'avenir, risque d'être l'oubliée de cette négociation où l'on va chercher à parer au plus pressé : éviter un effondrement du pouvoir d'achat des agriculteurs en 1974.

Mais, dans l'affaire, le gouvernement français peut trouver une porte de sortie dérobée : il lui est possible de canaliser le mécontentement paysan contre le gouvernement allemand.

A Bonn

Une forte majorité des ministres se sont rangés à l'avis de M. Schmidt

De notre correspondant

Bonn. — En refusant le mercredi 25 septembre, le compromis sur une augmentation de 5 % des prix agricoles, laborieusement élaboré la semaine dernière à Bruxelles, le gouvernement fédéral a pris le risque de provoquer une crise grave du Marché commun agricole et une détérioration des relations franco-allemandes.

Certes, M. Eril, ministre oest-allemand de l'Agriculture, qui se trouve aujourd'hui dans une situation difficile, avait accepté la proposition faite par M. Lardinois, au nom de la Commission, sous réserve de l'accord du cabinet fédéral. Mais étant donné qu'il était resté en contact étroit avec le chancelier Schmidt pendant toute la négociation, il ne paraissait pas faire de doute que le gouvernement de Bonn se rallierait, bon gré, mal gré, à une augmentation de 5 %, après avoir fixé à 4 % la limite au-delà de laquelle il ne pouvait aller.

La décision du cabinet a été soumise après trois heures de débat. M. Schmidt, M. Apel, ministre des finances, et Friderichs,

ministre de l'économie, ont fait valoir qu'une hausse de 5 % des prix agricoles à la production augmenterait l'inflation sans pour autant résoudre au fond les problèmes des agriculteurs allemands. M. Apel a d'autre part indiqué que cette augmentation coûterait 2 millions de DM supplémentaires au budget de l'État. A la veille de la réunion du cabinet, il avait déclaré que, en tout cas, une hausse de 5 % était inacceptable pour le lait et les produits laitiers, car elle ne ferait qu'encourager la surproduction.

Au contraire, MM. Wischniewski et Moersch, secrétaires d'État aux affaires étrangères, ont mis en évidence les graves inconvénients que présenterait un refus pour la poursuite de la construction européenne. Leur argumentation n'a pas été suivie, et les ministres se sont rangés, à une forte majorité, à l'avis du chancelier.

Après avoir indiqué que Bonn était d'accord pour une hausse de

4 % à condition qu'elle soit comptabilisée dans l'augmentation de l'année prochaine, M. Grinewald, porte-parole adjoint du gouvernement, a expliqué les raisons de l'attitude du cabinet : « Une décision sur le compromis de Bruxelles sera seulement possible, a-t-il dit, quand les autres partenaires auront fait des déclarations satisfaisantes sur leur volonté de supprimer les mesures nationales contraires au traité, qui faussent la concurrence à l'intérieur du Marché commun. Le gouvernement fera, d'autre part, dépendre sa position des négociations qui auront été menées entre-temps et de leurs résultats, notamment en vue de modifier le mécanisme de fixation des prix agricoles et de dresser un bilan de la politique agricole commune ».

L'Association fédérale des paysans allemands est fort mécon-

LE PARLEMENT EUROPÉEN S'EST RÉUNI D'URGENCE CE JEUDI MATIN

Le Parlement européen s'est réuni ce jeudi 26 septembre, à 11 h. 30, pour un débat d'urgence consacré à l'examen des décisions du gouvernement oest-allemand. A ce débat, fait par les parlementaires d'une « priorité absolue » en raison de la « gravité exceptionnelle de la situation », devaient participer M. Pierre Lardinois, membre de la commission européenne chargée de l'agriculture, et un représentant du conseil des ministres de l'Agriculture des Neuf.

Elle doit étudier vendredi l'éventualité d'une riposte et se demande s'il est raisonnable de remettre en cause toute la politique européenne « pour 1 % de plus ».

En fait, M. Schmidt, fidèle à sa manière, a décidé de taper du poing sur la table. Depuis plus d'un an, le gouvernement fédéral caresse l'idée d'une réforme de la politique agricole commune, qui n'a jamais trouvé grâce aux yeux des Allemands. Pour le ministre des finances, c'est M. Schmidt, le Marché commun agricole présente les gros inconvénients de coûter cher aux contribuables. Aujourd'hui, il ne s'agit plus pour Bonn de parler de réforme, mais d'en forcer par tous les moyens la réalisation. Déjà, au cours du dernier conseil des ministres de Bruxelles, M. Erdi avait tenté de mélanger les deux problèmes : la réforme des structures et la fixation des prix. Le gouvernement fédéral estime nécessaire que le conseil des ministres européens se saisisse immédiatement de la réforme de la politique agricole commune, qui pourrait prendre, dans un premier temps, la forme d'un bilan critique.

Bonn est prêt, a déclaré M. Grinewald, « à avancer des propositions sérieuses dans le cadre du traité de Rome ».

DANIEL VERNET.

Le coup de pied de l'âne

(Suite de la première page.)

Mais, sachant cela, mesurant l'impact de sa décision, acceptant l'ouverture d'une crise, alors qu'il y a peu on préparait encore un « sommet », risquant — ce qui serait une autre forme de crise — de déclencher une nouvelle vague d'émotions nationales aux paysans en colère, et tout cela pour 1 % de différence de hausses des prix, il faut au gouvernement allemand de singulière et fortes raisons pour se cabrer ainsi.

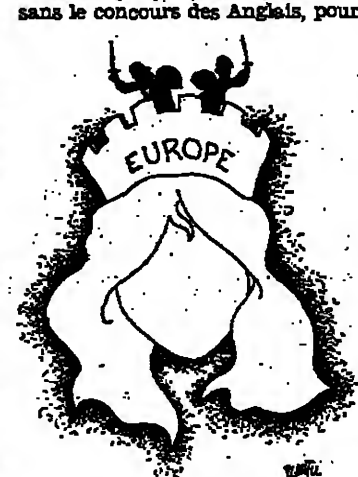
La manière ne peut laisser indifférent un Français. Il y retrouvera celle du général de Gaulle, qui n'aurait pas plus hésité que M. Schmidt, s'il avait estimé devoir le faire, à dire non aux ministres allemands. Ce n'est pas une consolation. Jamais, au reste, un gouvernement de la V^e République ne s'est servi de la procédure ad referendum pour revenir sur un engagement.

Comment expliquer la brusque raidissement allemand ? Sans doute le prétexte « a-t-il été fourni par la France, qui, en contravention avec les règles de la politique agricole commune, a décidé unilatéralement d'octroyer d'aides nationales aux paysans. Mais ce n'est qu'un mauvais prétexte, puisque aussi bien Bonn n'avait pas hésité à accorder des facilités fiscales à ses agriculteurs (remboursement plus élevé de la T.V.A.).

Les mauvais esprits cèderont du côté de la Grande-Bretagne l'âme du complot contre la politique agricole commune. Ils auront tort, car, si M. Wilson n'est peut-être pas fâché avant les élections de voir se rallumer la guerre de l'Europe verte, il aurait certainement préféré une meilleure occasion, l'accord de Bruxelles, ayant satisfait les paysans anglais.

Les Allemands comme les Anglais ont toujours été au fond

hostiles à la politique agricole commune. On sait comment il avait fallu arracher en 1962 à l'Allemagne un accord sur les principes de la politique agricole commune. Bonn jusqu'alors faisait pratiquement abstraction de son agriculture par l'étranger, important au cours mondial le complément de son approvisionnement, ce qui compensait les effets (sur le budget, sur les consommateurs) des hautes prix des denrées agricoles produites sur son territoire. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que bien d'autres occasions auraient pu être saisies, avec ou sans le concours des Anglais, pour



(Dessin de PLANTU.)

remettre en cause une construction datant de plus de douze ans. Pourquoi aujourd'hui ?

Tout se passe comme si l'inflation avait été le détonateur. Les Allemands estiment que les mécanismes de l'Europe verte poussent à la hausse des prix et les obligent à verser plus qu'ils ne voudraient dans la tirelire du fonds européen d'orientation et de garantie (F.E.O.G.A.). Sans doute ne sont-ils pas à 1 % près, mais ce 1 % qui les sépare des huit autres membres de la C.E.E. peut appa-

raître comme un symbole, une sorte de Baïluc à ne pas franchir. Il y a des choses à faire lorsqu'on veut être cru. Si M. Helmut Schmidt avait besoin de prouver à ses concitoyens — après tout, sa marge de manœuvre politique est étroite — qu'il avait pris tous les risques, même celui d'être impopulaire dans quelques pays européens, pour régler l'inflation, dont on a si peur outre-Rhin, pourquoi ne pas choisir ce terrain et ce coup d'arrêt ? L'Europe, loin d'aller à l'encontre du monstre, le nourrit. Alors, à quel bout ?

D'un point de vue strictement nationaliste, le raisonnement tient parfaitement. L'Allemagne s'estiment, pour des raisons diverses, mieux armée pour freiner chez elle l'inflation, ce qui n'est pas faux, ne veut pas être « contaminée » par ses voisins. Seule contre lui, elle paralyse l'application du dernier accord de Bruxelles. On ne pouvait mieux illustrer les maléfices du droit de veto, dont la France s'est tant prévalue au cours des ans.

Si cette aventure permettait au moins d'assouplir cette rigidité institutionnelle, comme le souhaite d'ailleurs M. Cressat, étant tout ne serait pas à mettre à son passif. Peut-être une crise grave est-elle nécessaire aussi pour réexaminer sérieusement l'application d'une politique agricole commune à laquelle la France a donné une valeur trop sacramentelle.

Mais si, sur bien des chapitres, nous sommes à l'heure des révisions décisives, il est dangereux de trop charger la barque. Celle de l'Europe avait déjà quelques autres raisons de chavirer.

PIERRE DROUIN.

La Chine Populaire a 25 ans
Pour la connaître à la source
abonnez-vous aux

PERIODIQUES CHINOIS

EN LANGUE FRANÇAISE :

LA CHINE
1 an : 17 F. — 2 ans : 25.50 F. — 3 ans : 34 F.

PEKIN INFORMATION
Hebdomadaire spécialisée par avion dans le monde
1 an : 21 F. — 2 ans : 31.50 F. — 3 ans : 42 F.

LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an : 14 F. — 2 ans : 21 F. — 3 ans : 28 F.

LITTÉRATURE CHINOISE
Revue trimestrielle
1 an : 6.50 F. — 2 ans : 10.20 F. — 3 ans : 13.60 F.

EN LANGUE ANGLAISE :

CHINA'S FOREIGN TRADE Trimestriel : 1 an : 14.00 F.

SCIENCIA SINICA Bimestriel : 1 an : 87.60 F.

DEPOSITAIRE A PARIS :

LIBRAIRIE LE PHENIX
72, Boulevard de Sébastopol — 75003 PARIS
CCP 17.217.63 Paris

الاسم

DE L'EUROPE VERTE

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER ET EN FRANCE

Communautés européennes : l'Allemagne est mal placée pour donner des leçons

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La décision allemande suscite, on s'en doute, une très vive préoccupation à Bruxelles. Ce jeudi matin, la commission n'avait pas encore réagi officiellement. En privé, cependant, le coup de force allemand, dont on ne pouvait ignorer à Bonn qu'il était susceptible de provoquer une crise grave dans la Communauté, est vivement critiqué. On estime que la République fédérale, dont les positions passées et présentes sont à l'origine de bon nombre des imperfections et difficultés de l'Europe verte, est particulièrement mal placée pour donner des leçons, pour critiquer et pour tenter de remettre en cause la politique agricole commune.

La première tâche à laquelle se livrent les experts bruxellois est d'élucider dans le détail le texte communiqué par Bonn sur l'initiative européenne. Cette analyse est guère encourageante : les conditions posées par le chancelier Schmidt pour revenir sur sa décision et avaliser l'accord du 20 septembre sont non seulement

politiquement inacceptables, mais techniquement irréalisables. Bonn pose trois conditions. La suppression des aides nationales, contrairement au traité de Rome, ses aides sont supposées porter sur l'intérieur de la Communauté. Or, dans la Communauté, les aides nationales sont très diverses. Mais cette requête, au-delà de l'irréalité qu'elle révèle, paraît tout à fait impossible à satisfaire. Les subventions offertes par le gouvernement français, dont M. M. Bonnet et Achard, lors du dernier conseil, ont souligné le caractère provisoire et exceptionnel, ont déjà été versées, et il n'est bien évidemment pas question — personne ne peut envisager une telle hypothèse, même à Bonn — d'en réclamer le remboursement aux agriculteurs.

Les Allemands expliquent ensuite — c'est leur seconde condition — qu'ils pourraient voir le veto qu'ils viennent de

donner à l'accord sur l'augmentation de 5 % de la lumière des résultats des négociations entre les Neuf concernant la fixation des prix agricoles à appliquer au cours de la campagne 1975-1976. Le ministre de l'Agriculture, M. Peart, n'avait pas craint de présenter le « paquet de Bruxelles » comme le triomphe de la diplomatie. Selon lui, l'accord devait assurer aux paysans britanniques les encouragements indispensables sans par ailleurs causer le moindre tort aux consommateurs. Sur deux points notamment, la satisfaction était évidente : les terres, en dépit de quelques réserves inévitables, se rejoignent d'apprendre qu'un prix plus rentable était fixé pour le lait. D'autre part, le grand public ne pouvait qu'approuver la décision de réduire la « montagne de bœuf » grâce au système par lequel les unités de retraites en Grande-Bretagne devaient pouvoir acheter leur bétail à prix réduit.

L'embarras du gouvernement est donc indéniable. Aussi fait-on remarquer à Londres que le ministre de l'Agriculture, M. Peart, n'a pas fait mention de l'initiative allemande vis-à-vis de la France et de la Belgique. Si la Grande-Bretagne a introduit elle-même diverses mesures de soutien aux agriculteurs sur un plan purement national, elle avait pris soin d'en informer au préalable l'accord des autorités de Bruxelles.

Sur le fond de l'affaire, M. Peart fait remarquer qu'un optimisme dont le caractère est évident. Avec une assurance que ne partagent pas les autres ministres européens, il a cru bon d'affirmer mercredi soir que les objections allemandes ne manquaient pas d'être entendues ces jours-ci et que tout rentrerait dans l'ordre avant le 1^{er} octobre. — J.W.

LONDRES : optimisme électoral

Londres. — La décision allemande touchant les prix agricoles dans la Communauté a causé un choc à Londres. Le règlement, qui paraissait être acquis la semaine dernière, joue en effet un rôle dans la campagne électorale. Le ministre de l'Agriculture, M. Peart, n'avait pas craint de présenter le « paquet de Bruxelles » comme le triomphe de la diplomatie. Selon lui, l'accord devait assurer aux paysans britanniques les encouragements indispensables sans par ailleurs causer le moindre tort aux consommateurs. Sur deux points notamment, la satisfaction était évidente : les terres, en dépit de quelques réserves inévitables, se rejoignent d'apprendre qu'un prix plus rentable était fixé pour le lait. D'autre part, le grand public ne pouvait qu'approuver la décision de réduire la « montagne de bœuf » grâce au système par lequel les unités de retraites en Grande-Bretagne devaient pouvoir acheter leur bétail à prix réduit.

L'embarras du gouvernement est donc indéniable. Aussi fait-on remarquer à Londres que le ministre de l'Agriculture, M. Peart, n'a pas fait mention de l'initiative allemande vis-à-vis de la France et de la Belgique. Si la Grande-Bretagne a introduit elle-même diverses mesures de soutien aux agriculteurs sur un plan purement national, elle avait pris soin d'en informer au préalable l'accord des autorités de Bruxelles.

Sur le fond de l'affaire, M. Peart fait remarquer qu'un optimisme dont le caractère est évident. Avec une assurance que ne partagent pas les autres ministres européens, il a cru bon d'affirmer mercredi soir que les objections allemandes ne manquaient pas d'être entendues ces jours-ci et que tout rentrerait dans l'ordre avant le 1^{er} octobre. — J.W.

M. LARDINOIS SE PRO- NANCE POUR UNE RÉ- FORME DU SYSTÈME DE L'UNITÉ DE COMPTE EURO- PÉENNE.

Le fonctionnement du Marché commun agricole serait assuré s'il existait une unité monétaire des Neuf, a affirmé M. Lardinois, commissaire de la Communauté chargé des affaires agricoles. Il a préconisé la réforme du système de l'unité de compte européenne, afin d'adapter le taux de cette unité, fixé à 1/4 de franc, aux nouvelles conditions monétaires.

M. Lardinois a déclaré également que les agriculteurs européens n'avaient pas trop à se plaindre quant à leur revenu moyen calculé sur plusieurs années.

Quant à l'avenir de la politique agricole des Neuf, M. Lardinois a déclaré qu'il n'y avait rien de plus important que de maintenir la politique agricole commune à l'heure où les agriculteurs européens se préparent à affronter les difficultés de la grande crise.

Ph. L.

M. MONORY : l'Europe favo- rise l'industrie allemande.

M. René Monory, sénateur de la Vienne (Union centriste), vice-président du Centre démocrate, nous adresse la déclaration suivante : « Le refus du gouvernement allemand d'augmenter l'augmentation de 5 % des prix agricoles décidée par la Commission de Bruxelles me surprend. Il n'y aurait bientôt plus d'Europe et chaque gouvernement déciderait d'appliquer unilatéralement les décisions de la Commission. D'autre part, l'Allemagne bénéficie, dans ses exportations industrielles, et notamment pour ses produits élaborés, de tarifs très importants à l'intérieur de l'Europe, qui compensent largement les faibles incitations qu'elle peut ressentir de l'Europe commune agricole. »

M. MARCHAIS : attention

M. Georges Marchais s'est rendu, mercredi 26 septembre, à Périgueux, pour soutenir le candidat communiste à l'élection législative partielle dans la première circonscription de Dordogne. Il a notamment déclaré, à propos du « dictat allemand de Bruxelles » : « La situation est préoccupante, et la République fédérale allemande commence à prétendre d'une certaine façon, à son rôle dominant. Nous la voyons refuser aujourd'hui toute aide à l'agriculture. Je dis : « Attention ! », car dans d'autres circonstances, bien sûr, avec d'autres hommes, il est arrivé que la bourgeoisie française tire les marrons du feu au profit de l'impérialisme allemand. »

M. Marchais a également affirmé : « Je vous le dis très solennellement, en aucun cas on ne doit compter sur le parti communiste pour qu'il s'associe à la campagne insidieuse du pouvoir et de ceux qui le soutiennent, en vue de rassembler les Français sous le drapeau déshonoré de l'union sacrée. »

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

L'HUMANITÉ : le dictat de Bonn. Sous le titre « Le dictat de Bonn dévoile les réalités de l'Europe verte », l'Humanité écrit notamment : « Aujourd'hui on veut faire payer, aux agriculteurs comme aux salariés, les conséquences de l'inflation. L'Europe verte est très mal d'une augmentation des prix agricoles ? De même, les aides financières accordées par certains États, comme la France, à leurs paysans ne sont-elles pas en contradiction avec l'esprit d'un traité de Rome fondé sur les principes de la concurrence libre, c'est-à-dire de la libre concurrence ? »

« Mais le coup de poing sur la table qu'on se vante d'élever, dit l'Humanité, n'est que le prétexte pour frapper hier par la main d'une autre réclamation que celle normalement attribuée à la réaffirmation d'une exigence d'ordre économique. Certains observateurs craignent en effet qu'il s'agisse de la manifestation inquiétante de l'ambition politique d'un chancelier décidé à contrôler à son pays un pouvoir à la mesure de sa puissance monétaire. »

(ROLAND FAURE)

LE FIGARO : dictat. « Dictat à la « partenaires », titre le Figaro, qui commente ainsi la décision du chancelier allemand : « Est-ce la dépêche d'Emm ? La réponse appartient aussi bien à l'impérialisme, M. Schmidt, qu'à la destination de la Communauté, sans conteste. M. Giscard d'Estaing, qui le chancelier avait même prévenu que les prix agricoles allemands étaient de graves conflits. Nous y voilà. »

« Bien des drames ont éclaté sur la scène communautaire, mais aujourd'hui il y a un élément nouveau : la France est sur la défensive. (...) Le gouvernement français, qui paraît être allé à Bruxelles en ordre dispersé, est donc pris entre deux feux, Bonn et l'Europe d'un côté, les agriculteurs de l'autre. Mais, à la réflexion, les difficultés franco-allemandes ne vont-elles pas être réglées à l'heure où les paysans qui apparaissent jusqu'à présent comme impossibles ? »

(JEAN DOMENEZ)

LES ECHOS : dictat. Dictat. Le mot vient inconnuement sous la plume de la lecture du communiqué inconnu publié hier à Bonn et qui, en quelques lignes, la politique agricole commune (...).

« Le chancelier fédéral a été bien arrêté sur la manière dont l'Europe doit mener la lutte contre l'inflation et résister à la crise de l'impérialisme. M. Schmidt a laissé se développer l'expression qu'employait récemment M. Pompidou, à des montagnes de bœuf, des montagnes de porc, qu'il faudra ensuite subventionner pour trouver des acquiescements. »

« Nous écrivions il y a quelques jours dans ces colonnes que pour Bonn la coupe était pleine et que l'Allemagne était prête à casser la Communauté plutôt que de continuer à payer pour elle. Nous en avons maintenant la preuve (...).

On peut se demander si l'Europe ne peut succomber sans qu'on y prenne garde à l'heure où les paysans qui apparaissent jusqu'à présent comme impossibles ? »

(MICHEL OABRIAL)

LE FIGARO : dictat. « Dictat à la « partenaires », titre le Figaro, qui commente ainsi la décision du chancelier allemand : « Est-ce la dépêche d'Emm ? La réponse appartient aussi bien à l'impérialisme, M. Schmidt, qu'à la destination de la Communauté, sans conteste. M. Giscard d'Estaing, qui le chancelier avait même prévenu que les prix agricoles allemands étaient de graves conflits. Nous y voilà. »

« Bien des drames ont éclaté sur la scène communautaire, mais aujourd'hui il y a un élément nouveau : la France est sur la défensive. (...) Le gouvernement français, qui paraît être allé à Bruxelles en ordre dispersé, est donc pris entre deux feux, Bonn et l'Europe d'un côté, les agriculteurs de l'autre. Mais, à la réflexion, les difficultés franco-allemandes ne vont-elles pas être réglées à l'heure où les paysans qui apparaissent jusqu'à présent comme impossibles ? »

(JEAN DOMENEZ)

LA HAYE : une décision « regrettable »

De notre correspondant

La Haye. — Malgré la « bombe » de M. Helmut Schmidt, selon l'expression d'un commentateur de la Haye, la décision allemande de l'agriculture, M. Van der Laan, reste « modérément optimiste » quant aux possibilités d'arriver à un accord sur les prix agricoles avant le 1^{er} octobre. Mercredi soir, un porte-parole du ministère de l'Agriculture à La Haye, a indiqué que le veto allemand était « regrettable » pour des raisons d'une part, l'indécision pour les agriculteurs continuent d'être part, en imposant à certains nombre de conditions de l'acceptation des mesures de rations. Bonn refuse de reconnaître les attributions à la Commission européenne.

M. Van der Laan a déclaré ce jeudi matin dans une interview à

la radio que l'attitude de Bonn « ne fera pas de bien aux relations réciproques » notamment entre la France et la Belgique d'un côté et la R.F.A. de l'autre. Il a parlé d'une « mauvaise ambiance » pendant les réunions des ministres européens de l'agriculture et M. Van der Laan a déclaré que les réunions de la dernière chance qui devront avoir lieu dans les prochains jours. Le président du comité Coordonnateur des trois grandes cultures agricoles aux Pays-Bas, M. Rijnse, s'est déclaré beaucoup plus pessimiste que le ministre. « Je ne vois pas comment on peut arriver à un accord avant le 1^{er} octobre. La décision allemande a ébranlé les fondations de l'Europe. Je suis de plus en plus pessimiste. » — Ph. P.

ROME : perplexité

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens ne vont pas trop penser de la décision allemande, car l'accord de Bruxelles ne les avait pas étonnés. Certes, la « Confagricoltura », qui regroupe les grands planteurs, se déclare « gravement préoccupée » par le veto allemand de Bonn, en craignant une escalade des mesures protectionnistes en Europe. Mais cette organisation exprime également les autres, sa déception n'est que le conseil de l'Europe il y a une semaine, en soulignant

l'« incapacité » du gouvernement de Rome, dont la délégation à Bruxelles avait pratiquement assisté sans réagir à l'entraînement franco-allemand.

Aux yeux du gouvernement italien, une augmentation des prix agricoles — fut-elle limitée de 5 % — risque d'aggraver le processus inflationniste, déjà bien engagé. C'est toujours sa conviction, même si le ministre de l'Agriculture, désigné à l'accord de Bruxelles, finit par le nier.

Les agriculteurs savent bien, pour leur part, qu'une augmentation des prix — fut-elle de 5 %, comme ils l'avaient demandé — ne pourrait suffire à rééquilibrer le budget de leurs exploitations. Ils souhaitent surtout des facilités de crédit et une réduction des coûts. L'accord de Bruxelles n'aurait finalement eu de répercussions vraiment positives que sur le secteur de l'élevage. On s'est félicité, à Rome, de la décision de bloquer les importations de viande bovine et d'accorder une prime, modeste il est vrai, pour les bêtes non abattues. Mais les produits de l'élevage sont les seuls pour lesquels les prix de gros, en Italie, seraient restés supérieurs à ceux garantis par la C.E.E., malgré l'augmentation de 5 %.

Cette-ci, soulignent-ils avec amertume, le semaine dernière, ne concernait ni l'huile d'olive, ni le grain dur, ni le tabac, c'est-à-dire les trois cultures typiquement italiennes. — R. S.

LUXEMBOURG : maintien du volet de subventions di- rectes.

Luxembourg (Agefi). — Le gouvernement luxembourgeois a annoncé qu'il va maintenir son projet de subventions en faveur des producteurs du Grand-Duché, financées directement par lui et à pas par le fonds agricole du Marché commun, malgré l'opposition de la commission exécutive de la C.E.E.

Il a précisé qu'il n'avait pas l'intention de retirer un projet de loi qui doit être déposé devant le Parlement au début du mois prochain pour accorder aux agriculteurs 100 millions de francs luxembourgeois (12 millions de francs français).



GILBERT DECLERCQ
SYNDICALISTE
EN LIBERTÉ

« Le savoureux
autoportrait
d'une sorte de
baroudeur du
syndicalisme »
LE POINT

PAR GILBERT
DECLERCQ
Secrétaire de l'Union
régionale C.F.D.T. des
Pays de la Loire,
Membre du Bureau
national.

192 pages 23 F
SEUIL

Argentine

● DEUX OFFICIERS, le colonel Oscar Grassi et le lieutenant Luis Briz, trente ans, ont été assassinés, le 25 septembre, en Argentine. Un autre officier, le lieutenant-colonel Roberto Paz Lopez, a été assassiné par des inconnus, qui ont mitraillé sa voiture. Les auteurs de ces attentats seraient des membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP). Cette organisation avait annoncé qu'elle vengerait la mort de seize de ses militants, assassinés par des militaires à l'issue de combats qui ont eu lieu en août près de Catamarca. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Bulgarie

● LA PRESSE BULGARE a annoncé le mercredi 25 septembre la nomination au secrétariat du comité central du parti communiste de M. Michov, ancien ministre du travail et du bien-être social, qui dirigeait les syndicats depuis le limogeage, en juillet dernier, de M. Constantin Chirakov. La désignation de M. Michov au secrétariat comble le vide laissé par le départ de M. Vassil Atanasov, lors de l'important remaniement qui avait eu lieu à la tête du parti il y a deux mois. — (Corresp.)

Cambodge

● L'ASSOCIATION DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT KHMER (AMCK), regroupant environ quarante mille enseignants, a été dis-

A TRAVERS LE MONDE

soute par le gouvernement pour « subversion et activités antirépublicaines », apprend-on jeudi 26 septembre. Cette association vient de publier une déclaration reprochant au « gouvernement du président Lon Nol de n'être rien d'autre qu'un groupe de pression se proposant de promouvoir le népotisme, le favoritisme et le despotisme ». L'Association demandait que des solutions soient trouvées sans délai aux problèmes sociaux et que les principales personnalités corrompues soient livrées à un jugement public. — (A.F.P.)

Chili

● M. LUIS FIGUEROA a été élu député de sa nationalité par la junte. Le président de la Centrale unique des travailleurs (CUT), ancien ministre du travail de M. Salvador Allende, s'est vu reprocher ses déclarations du 24 septembre au palais de la Mutualité à Paris, selon lesquelles le Chili est l'unique pays d'Amérique latine où la torture individuelle. — (A.F.P., Reuter.)

Espagne

● VINGT-SIX PRISONNIERS FOLIOUXES, FOLIOUXES GREVE DE LA FAIM depuis le 20 septembre à la prison de Saragossa pour protester contre leur transfert au

« mitard », consentit à une querelle avec des prisonniers de droit commun, annonçant deux quotidiens régionaux le Herald de Aragón et El Noticiero. Ces deux journaux, d'autre part, perturbés, aux cris de « Liberté », un service religieux célébré dans la prison par l'archevêque de Saragossa, Mgr Pedro Cantero Cadrada. — (A.F.P., A.P.)

Maroc

● LA BRANCHE DE RABAT de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.) annonce dans un communiqué qu'elle tiendra un congrès extraordinaire dans la deuxième quinzaine de décembre 1974. D'autre part, le comité central de l'U.N.F.P. a décidé, pour éviter toute confusion avec l'autre branche du parti, celle de Casablanca, de prendre désormais le nom d'Union socialiste des forces populaires.

Portugal

● DES ACCROCHAGES ont eu lieu à l'aéroport de Lisbonne, le 25 septembre, entre les forces de l'ordre et des employés au sol de la compagnie aérienne nationale TAP. Ces derniers manifestèrent contre le licenciement, survenu le 24 septembre, de trois cents personnes appartenant au service d'entretien de la compagnie, qui s'étaient mises en

grève la veille. Une certaine tension règne à la TAP depuis la fin du mois d'août, où le personnel avait été réquisitionné, aux termes de la loi martiale, après une première grève de quarante-huit heures. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● DE VIOLENTS INCIDENTS ont éclaté mercredi 25 septembre à Durban, dans la province du Natal, au cours d'une manifestation en faveur du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), que la police a interrompue à l'aide d'une quarantaine de chiens policiers. Répondant à l'appel de l'Association des étudiants noirs d'Afrique du Sud (SASO), un millier de manifestants, noirs et indiens en majorité, avaient commencé à se rassembler devant le stade de Curries Fountain pour assister à un meeting à l'occasion du dixième anniversaire du déclenchement de la lutte armée au Mozambique. — (A.F.P.)

● UN BUREAU D'INFORMATIONS SUR L'AFRIQUE AUSTRALIE vient d'être créé à Paris. Installé, 40, rue Rouelle (15^e), cet organisme fonctionne avec l'appui des mouvements de libération d'Afrique du Sud, de Rhodésie et de Namibie, diffusera une information de source directe sur les luttes de ces peuples et dénoncera les liens entre le régime raciste sud-africain et l'impérialisme, notamment français.

LA CRISE MONDIALE DE L'ÉNERGIE

AU CONSEIL DES MINISTRES

<Il faut que la France devienne un chantier de réforme>

déclare M. Giscard d'Estaing

Le président de la République a fait la déclaration suivante aux membres du gouvernement qu'il avait invités à déjeuner au Palais de l'Élysée, le mercredi 25 septembre :

« La caractéristique de toute action politique, c'est la durée. On ne réforme pas un pays, on ne modifie pas une économie en quelques semaines. Nous devons conduire un travail en profondeur parce que c'est à nous que le peuple français a fait confiance pour diriger et changer la France. Deux tâches nous attendent. »

« Pour poursuivre d'abord notre action de réforme. Ce qui est déjà accompli est important, mais ce qui reste à faire est considérable : réformer la justice, moderniser les institutions sociales, réduire les inégalités excessives des ressources, développer l'éducation, libérer les législations répressives, développer la culture. De nombreuses lois vont être proposées au Parlement, d'autres le seront au printemps, puis à l'automne prochain. Il faut que la société française devienne un chantier de réforme conduit dans la liberté et l'imaginaire, dans la réflexion et la sérénité. Certains critiquent nos réformes. Seront-ils déjà essouffés par l'effort des réformes, nous continuerons de les mettre en œuvre jusqu'à ce que la France devienne réellement l'exemple d'une société libre et avancée. »

Définir la croissance modérée

« Ensuite, tirer les conséquences du changement en profondeur de l'économie mondiale. Les Français qui leur sont répétés tous les jours : qu'adviendra-t-il de l'énergie, déficit extérieur, hausse des prix. Ils n'attendent pas de nous des discours mais une action continue. On a suffisamment parlé en 1974. Il faut apporter à l'opinion la démonstration constante d'une action précise et efficace. Le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances rappelleront au Parlement, lors du débat de politique économique qui ouvrira la discussion budgétaire, les objectifs chiffrés que nous nous sommes fixés pour la fin de 1974, pour le premier semestre de 1975 et pour la fin de 1975. »

« Qu'on ne s'y trompe pas, nous sommes entrés dans une autre époque de la croissance économique : le temps de la croissance sauvage, fondée sur le gaspillage de ressources bon marché, est terminé. L'énergie sera pour longtemps chère et rare. À certains égards, la nouvelle époque corrigera les excès de la précédente, l'exaltation démesurée

de la consommation, les secousses brutales apportées aux conditions de vie, l'urbanisation désordonnée. Il va falloir définir et conduire une nouvelle croissance : la croissance modérée dans le plein emploi. Ceci suppose un effort national d'adaptation et de redéploiement, qui exige l'engagement et la solidarité de tous. Le gouvernement va le conduire. »

L'effort et l'action

« Pour orienter cet effort, et en marquer les étapes, je réunirai un conseil central de planification économique visant à la fois l'action sur la conjoncture et l'orientation à moyen terme et regroupant avec le premier ministre les ministres compétents. Dans la situation actuelle, ce conseil se réunira tous les mois, la première réunion se tiendra le mardi 8 octobre. »

« Je demande aux Français d'avoir raisonnablement confiance. Depuis quelques années, notre économie est vigoureuse, mieux structurée, elle a appris à vendre à l'étranger, notre technique dans l'ensemble est compétitive. Nous pouvons faire face aux difficultés actuelles, à condition que chacun apporte sa contribution avec modération et sérénité. Tout est désormais dans l'effort et l'action. »

« On me reproche parfois d'avoir choisi la simplicité au lieu de la grandeur. Je n'ai jamais confondu la grandeur et la bourgeoisie. Un pays est grand quand il ne se trompe pas sur ses moyens réels, mais qu'il joue pleinement et sagement, librement, son rôle dans le monde où il vit. La grandeur de la France comme je la vois, c'est d'être elle-même et de faire face aux problèmes qu'elle se crée. L'essentiel, bien entendu, elle en sera capable. »

Le projet de loi sur les économies d'énergie sera discuté avant le 22 octobre

Le projet de loi sur les économies d'énergie adopté mercredi par le conseil des ministres sera discuté à l'Assemblée nationale avant même le débat budgétaire, c'est-à-dire avant le 22 octobre. Il comprend huit articles :

- 1) L'assise des mesures est définie comme « la pénurie ou la menace sur l'équilibre des échanges extérieurs » ;
 - 2) Fixation par décret de la température moyenne de locaux occupés à un maximum de 20 degrés ;
 - 3) Interdiction de certains types de contrats qui poussent à la consommation d'énergie ;
 - 4) Dans les immeubles dotés d'un chauffage central collectif le montant des frais payés par chaque consommateur sera fonction de la consommation réelle. Cette mesure impliquera l'installation de compteurs individuels ;
 - 5) et 6) Extension aux locaux de toute nature des normes d'isolation fixées par le décret du 18 avril 1974 pour les seuls logements nouveaux ;
 - 7) Les travaux d'isolation et de régulation dans les immeubles en copropriété devront être approuvés à la majorité simple (et non plus à la majorité absolue) par des copropriétaires ;
 - 8) Le droit de l'administration, en ce qui concerne le respect des normes d'équipement, de fonctionnement et de contrôle des installations de chauffage et de conditionnement, sera étendu aux établissements industriels et commerciaux et aux établissements recevant du public. Jusqu'à présent, ce droit de visite était limité en fonction d'un texte datant de 1948 au processus industriel ;
 - 9) Répression accrue des infractions ;
- Le gouvernement a approuvé mercredi un certain nombre de mesures pour économiser l'énergie qui viendront s'ajouter au rationnement du fuel domestique.
- 1) Pour le fuel domestique, le naphta et les plastiques, des contrats de programme seront conclus entre l'administration et chaque branche d'activité pour limiter la consommation d'énergie. Une agence sera créée pour donner des conseils techniques.
- 2) Pour l'essence, aucun rationnement n'est prévu, a déclaré M. Rostu, le porte-parole du gouvernement, « ni par tickets, ni encore moins par les prix, évidemment. On prévoit simplement la mise en œuvre de mesures qui pourraient intervenir au niveau de la circulation. »
- Quant à la vitesse maximale des automobiles (actuellement de 140 kilomètres-heure), elle pourrait être abaissée. On indique de bonne source qu'une unification des vitesses maximales sur routes et sur autoroutes sera sans doute arrêtée lors de la prochaine conférence européenne des ministres des transports, qui se tiendra fin novembre ou début décembre. En ce qui concerne les routes, on est déjà parvenu à une telle unification avec, pour la vitesse maximale, une fourchette de 90 à 100 kilomètres-heure concernant les pays européens. Pour les autoroutes, où les réglementations sont encore disparates, on s'oriente vers une fourchette 110-130 kilomètres-heure pour les vitesses maximales.
- 3) Pour le gaz et l'électricité on prévoit également d'étudier les moyens de réduire la consommation par une action d'information auprès de l'opinion publique, mais aussi par une modification de la structure des tarifs. Actuellement les tarifs d'électricité et de gaz de France comprennent une prime fixe correspondant aux frais d'installation. En conséquence, plus la consommation augmente, plus le prix moyen payé par l'utilisateur diminue, et plus globalement à consommation qu'on chercherait à réduire.

Le nouveau plan charbonnier va freiner la réduction de la production : 15 à 17 millions de tonnes en 1985

contre 25 cette année

La révision du plan charbonnier que vient d'approuver le gouvernement avait été demandée en janvier 1974 par M. Pierre Messmer, alors premier ministre. Il s'agissait de réexaminer l'évolution de la production dans le but de dégager de nouvelles ressources, dans la mesure où elles pourraient être économiquement intégrées aux nouveaux prix pétroliers.

En clair, les prix du pétrole ayant très fortement augmenté, il était demandé aux spécialistes des charbonnages de recenser les possibilités d'exploitation supplémentaire offertes par les différents gisements français dans une « fourchette » de prix de revient comprise entre 3,5 et 5 centimes le thermique, et ce à l'horizon 1984-1985. En fait, compte tenu des limites imposées aux experts, il était demandé d'étudier un ralentissement de la diminution de la production des houillères. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre le communiqué du conseil des ministres de mercredi.

Le nouveau plan des charbonnages prévoit, en effet, que la production de houille (26,1 millions de tonnes en 1974) sera ramenée, en 1975, à 21 ou 22 millions de tonnes (au lieu de 23 millions de tonnes prévues initialement), en 1980, à 18,5 ou 20,5 millions de tonnes (au lieu de 23,5 millions), enfin, en 1985, à 15 ou 17 millions de tonnes (au lieu de 25 millions). Pour eux, il ne s'agit pas, compte tenu du défi énergétique lancé à la France, de modérer la diminution de la production charbonnière, mais bel et bien de ralentir l'extraduction. À ce propos, il faut rappeler que M. Simmonet, vice-président de la Commission européenne, préconise que le niveau global de la production charbonnière de la Communauté soit maintenu après 1985.

Il n'en reste pas moins que la production de charbon sera de plus en plus inférieure à ce qu'elle était ces dernières années. On ne peut donc pas parler de relance. L'effort essentiel portera sur les gisements « restés » de la Lorraine, et plus globalement sur le bassin lorrain, dont la production sera

maintenue au-dessus de 10 millions de tonnes par an. La fermeture prévue des bassins du Nord et du Centre-Midi sera retardée. Enfin, l'extraduction du gisement de l'Aumance sera accélérée.

Pour tenir ces objectifs, il faudra embaucher de nouveaux mineurs : sept mille, a précisé M. Rostu, le porte-parole du gouvernement. Ce chiffre est à rapprocher de l'effectif actuel des mineurs de fond : 41 972. Plus de la moitié de ces nouveaux mineurs seront des immigrés, la dégradation de la profession de mineur décourageant les Français de se porter candidats. L'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers dans les corans risque d'entraîner un certain nombre de difficultés, puisque d'ores et déjà, au dire des responsables des charbonnages, la proportion des immigrés dans la population minière a déjà atteint le point de saturation dans certaines régions.

Comment le plan gouvernemental va-t-il être accueilli ?

Comment le plan gouvernemental va-t-il être accueilli ? À plusieurs reprises, les syndicats de mineurs C.G.T. et C.F.D.T. ont dénoncé ce programme de régression salariale. Pour eux, il ne s'agit pas, compte tenu du défi énergétique lancé à la France, de modérer la diminution de la production charbonnière, mais bel et bien de ralentir l'extraduction. À ce propos, il faut rappeler que M. Simmonet, vice-président de la Commission européenne, préconise que le niveau global de la production charbonnière de la Communauté soit maintenu après 1985.

Pour la direction des Charbonnages de France, la chose n'est guère possible, en raison des investissements massifs que suppose la réouverture de puits fermés. La hausse récente des prix pétroliers, qui a majoré très fortement le prix de la thermique vendue aux consommateurs, va pourtant faire rebondir la polémique. Le plan des houillères n'est-il pas dépassé par la forte hausse du « brut », qui rend compétitifs des bassins miniers qui ne l'étaient pas naguère ? Ne serait-il donc pas souhaitable que les experts reprennent leur rôle à calcul pour évaluer les possibilités offertes par les gisements français, sur la base d'un prix de vente de 4,5 ou 5 centimes le thermique ? Non, répond-on aux Charbonnages de France, compte tenu de l'extension minière et de l'évaluation de nos coûts de production (dits aux salaires), nos prévisions restent valables.

L'argument conviendrait-il à ceux qui sont persuadés que le développement de l'une des principales sources d'énergie primaire mérite un considérable effort financier — que les pouvoirs publics y consacrent un important effort financier ?

PHILIPPE LABARDE

Le gouvernement de Bahreïn a obtenu une participation de 60 % dans la Bahrein Petroleum Company, aux termes d'un accord conclu mercredi avec le groupe Caltec. L'accord a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1975. — (A.F.P.)

POUR FAIRE FACE A UNE ÉVENTUELLE PÉNURIE D'URANIUM ENRICHI

EURODIF POURRAIT METTRE EN CHANTIER UNE SECONDE USINE DE SÉPARATION ISOTOPIQUE

M. Simmonet, vice-président de la Commission européenne, chargé de la politique de l'énergie, a rencontré mardi à Bruxelles M. Bessé, le président du conseil d'administration d'Eurodif, afin d'examiner les difficultés que soulèvera bientôt l'approvisionnement en uranium enrichi des centrales nucléaires de la C.E.E. et de réfléchir au moyen de les surmonter. Eurodif, où les Français se sont associés aux Italiens, aux Belges et aux Espagnols, construit l'usine de séparation isotopique du Tricastin qui fera appel à

la technique de la diffusion gazeuse. Ce jeudi, M. Simmonet reçoit des représentants d'URANCO, l'autre groupement européen qui rassemble les Allemands, les Anglais et les Néerlandais, et qui s'efforce de produire de l'uranium enrichi par le procédé de l'ultracentrifugation.

La Commission est inquiète : il y a tout lieu de redouter que les États-Unis, à partir de 1980, ne soient plus en mesure de répondre aux besoins des producteurs d'électricité

De notre correspondant

Bret, il y a tout lieu de redouter que les États-Unis, à partir de 1980, ne soient plus en mesure de répondre aux besoins des producteurs d'électricité

La défaillance américaine

Les premiers indices de cette défaillance américaine apparaissent déjà aujourd'hui de façon brutale. Au printemps dernier, les producteurs d'électricité de la C.E.E. étaient sur le point de conclure avec l'USABC des contrats portant sur la fourniture de l'uranium enrichi nécessaire à vingt-trois réacteurs. Il s'agit de centrales dont les premiers besoins en combustible ont été satisfaits en 1982. Au mois de juin, l'USABC a fait sensation en annonçant que pour dix-huit de ces centrales, la garantie de son agence ne pourrait être donnée que de façon conditionnelle. Les industriels européens sont invités à signer ces contrats avant le 31 octobre et, en ce qui les concerne, à s'engager ferme, mais cela sans avoir l'assurance que leur fournisseur sera en mesure de tenir ses promesses. L'USABC explique que pour le moment, les contrats si le recyclage du plutonium dans les centrales nucléaires américaines est autorisé par le gouvernement et que, de ce fait, les besoins en uranium enrichi de ces centrales se trouvent réduits. Or une telle autorisation est loin d'être de soi : les travaux sur le recyclage du plutonium progressent difficilement, et, par ailleurs, les défenseurs de l'environnement s'opposent avec force à l'utilisation de ce combustible qui est réputé dangereux.

On comprend dans ces conditions l'inquiétude des producteurs d'électricité européens, et en particulier de ceux qui doivent signer ces dix-huit contrats inégaux avant le 31 octobre : des centrales nucléaires de la C.E.E. une fois bâties, risquent-elles de rester fermées, faute de combustible ? Le 19 septembre dernier, ils sont venus faire part de leurs préoccupations à M. Simmonet. Que faire ? Comment répondre à ce nouveau défi ? Cette démarche est à l'origine de l'enquête que M. Simmonet a confiée à Eurodif et d'URANCO. Mais elle est l'occasion pour la Commission, au-delà de la question européenne, de porter son attention sur le problème plus vaste et plus préoccupant de l'approvisionnement de la C.E.E. à partir de 1985.

En l'état actuel des choses, les solutions de remplacement, pour pallier la carence américaine, sont peu nombreuses. Il existe, au mieux, trois fournisseurs possibles : l'URSS, des options ont déjà été prises par les producteurs d'électricité européens, mais les industriels, et, en tout cas, les gouvernements, préféreraient éviter que l'approvisionnement de la Communauté dépende, dans une proportion trop grande, du bon vouloir des Soviétiques.

Un Eurodif II

Rest Eurodif. L'usine du Tricastin produira environ 9 millions d'U.T.S. vers 1981. Il est d'ores et déjà prévu de porter cette capacité de production à 10,5 à 11 millions d'U.T.S. Mais cet uranium enrichi est, pour l'essentiel, déjà vendu. EURODIF ne peut donc guère, semble-t-il, aider à résoudre le problème

immédiat des industriels qui s'interrogent sur l'opportunité de signer les dix-huit contrats conditionnels avec l'USABC.

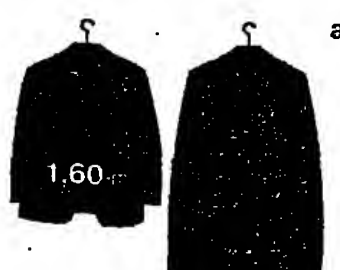
En ce qui concerne l'avenir, l'horizon 85, EURODIF serait-il en mesure de faire face à l'augmentation des besoins. D'it au contraire, EURODIF serait-il prêt à envisager la construction d'une seconde usine et quelle est la nature de l'appui que pourrait lui apporter de manière utile, la Communauté pour entreprendre une telle opération ? À ce premier stade des conversations, M. Simmonet n'attendait pas encore bien sûr, de réponse précise et définitive. La construction d'une usine de séparation coûte très cher. L'investissement total est évalué à environ 2 milliards de dollars, et par ailleurs, les travaux du Tricastin débutent à peine. Cela dit, autant qu'on sache, il est en effet d'être entendu qu'EURODIF pourrait envisager la construction d'une nouvelle usine s'il disposait de commandes suffisantes et les producteurs manifestent clairement sa volonté d'acheter l'uranium enrichi d'EURODIF II. L'action de la Communauté, qui voit dans cette affaire l'occasion de trouver un point d'application concret à l'Europe énergétique, pourrait maintenant se situer à deux niveaux. Sur le plan politique, le collège européen s'apprête à susciter un débat devant le conseil des ministres : posant le problème en termes de bilan — la pénurie pour demain ? — il s'emploiera sans doute à obtenir des prises de position publiques des gouvernements membres en faveur d'un effort de production européen accru. Ce pourrait être l'occasion pour le conseil d'étudier si des mécanismes de soutien financier peuvent être mis en place pour rendre plus facile la mise en chantier d'une seconde usine.

Sur le plan commercial — en définitive le plus important — la Commission pourrait favoriser et encadrer un programme de commandes des producteurs d'électricité de la Communauté à EURODIF.

PHILIPPE LEMAITRE



PALU
SPORTS
vêtements de chasse
11 rue de Miramont 75008 Paris
TEL 265 25 97



CAPEL
habille en long
comme en large

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09
Capel sélections : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51

exceptionnel!
VENTE LIMITEE
de 450 calculatrices
Canon
LE81
4 OPERATIONS 8 CHIFFRES
autonomie 90h
340F

camera 7
PARIS 7 r. La Fayette 874.33.21
20 r. de Châteaudun
878.54.25
CANNES 38.38.86
45 La Croisette 64 Hôtel
PHOTO-HALL
13, Champs-Élysées, Paris 8
TEL : 225.05.24

الرياض

EUROPE

L'affaire des « Kominformistes » renforce les réserves de Bucarest et de Belgrade à l'égard d'une conférence mondiale des P. C.

Vienne. — Quatre jours seulement après l'annonce par les autorités yougoslaves de la condamnation du groupe des « kominformistes », le chef du parti roumain, M. Nicolae Ceausescu, a envoyé pour information à Belgrade l'un de ses plus proches collaborateurs, M. Stefan Andrei, secrétaire du comité central, chargé des relations internationales. Arrivé mardi dans la capitale yougoslave, M. Andrei a

De notre correspondant

été reçu très vite par le maréchal Tito, à qui il a remis un « message personnel » du président roumain. Mercredi, il s'est entretenu avec M. Edvard Kardelj, l'un des principaux dirigeants yougoslaves, après le président Tito, et d'autres personnalités. La mission de M. Andrei à Belgrade devrait être d'obtenir des dirigeants yougoslaves des précisions sur l'ampleur réelle de l'affaire des « kominformistes » et sur ses ramifications dans d'autres États socialistes. Sans citer aucun pays, les Yougoslaves ont clairement laissé comprendre que les opposants au régime du maréchal Tito avaient entretenu des relations étroites avec des exilés installés en Union soviétique, et qu'ils avaient reçu une aide matérielle de Prague et de Budapest. Russes, Tchéques et Hongrois ont-ils consciemment toléré les activités des kominformistes, et si oui, jusqu'où est allée leur complicité ? La Yougoslavie est-elle le seul pays visé par ce genre d'action ?

LE COMECON INVITE UN REPRÉSENTANT DE LA COMMISSION DE LA C.E.E. A MOSCOU.

Bruxelles (Communautés européennes) (A.F.P.). — M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission européenne de la C.E.E., a reçu une lettre de M. Nicolae Ceausescu, secrétaire général du Conseil d'entraide économique des pays de l'Est (Comecon), invitant la Commission à une première mise en contact à Moscou. Il s'agit de la première démarche officielle de la part du Comecon. Elle avait été précédée d'une tentative officielle, au mois d'août 1973, lorsque M. Faddjev avait rencontré le président en exercice du conseil des ministres des Neuf, le ministre danois des affaires étrangères, M. Neegaard (le Monde du 22 septembre 1973). Dans les milieux de la Commission européenne, on déclare officiellement que ce soit M. Ortoli qui effectue le déplacement.

Alliés capricieux des Soviétiques, les Roumains savent qu'ils sont particulièrement exposés à des immixtions extérieures dans leurs affaires internes. L'arrestation du général Serb n'est pas si ancienne. Accusé d'espionnage au profit de l'U.R.S.S., ce général avait été destitué au début de 1973 de ses fonctions de chef de la place militaire de Bucarest, de des rumeurs avaient fait croire à l'époque qu'il avait été fusillé. Officiellement, les autorités roumaines assurent aujourd'hui que le général Serb travaillait dans une usine de la banlieue de Bucarest. Plus récemment, au début de

cet été, d'autres rumeurs ont fait état de l'aide que Russes et Hongrois auraient apporté à certains éléments nationalistes de la minorité hongroise en Roumanie. Après que la Pravda de Moscou se fut insurgée contre ces allégations propagées en Occident, Scintila, l'organe du parti roumain, avait dû faire une mise au point sur ce sujet. Mais il n'y a eu jusqu'à présent aucun démenti officiel émanant d'une instance du parti roumain.

La révélation de l'affaire des kominformistes survient en tout cas à point nommé pour renforcer les réserves des Yougoslaves et des Roumains à l'égard d'une Conférence communiste européenne. La préparation de cette réunion paraît se poursuivre assez activement, et elle devrait figurer à l'ordre du jour des entretiens que le chef du parti hongrois a depuis mercredi à Moscou avec les dirigeants soviétiques. Bucarest et Belgrade n'ont toujours pas donné leur aval à la convocation d'une telle conférence, malgré la campagne de charme à laquelle les deux capitales sont soumises depuis quelque temps, notamment de la part du parti français. Une délégation de la Ligue communiste yougoslave a encore eu ces jours derniers des entretiens à Paris avec les dirigeants du P.C.F. D'autre part, quelques semaines seulement après la visite à Bucarest de M. Georges Marchais, arrivée dans la capitale roumaine de M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central, a été annoncée dimanche dernier.

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

Souhaitant le développement de la coopération soviéto-américaine

M. Brejnev a évoqué la démission de M. Nixon

De notre correspondant

Moscou. — M. Leonid Brejnev a réaffirmé mercredi l'importance que l'U.R.S.S. attache à l'amélioration des relations américano-soviétiques. Le secrétaire général, qui prononçait un discours en l'honneur de M. Janos Kadar, le chef du parti communiste hongrois, en visite officielle à Moscou, a fait pour la première fois allusion au départ précipité de M. Nixon.

C'est à l'issue du dîner offert au palais du Kremlin en l'honneur de M. Kadar, que M. Brejnev a évoqué « le récent changement d'administration aux États-Unis », qui, a-t-il dit, « a attiré une très vive attention dans le monde. Il va de soi que nous, Soviétiques, ne nous intéressons pas dans les affaires intérieures des États-Unis. Toutefois, nous ne sommes nullement insensibles à tout ce qui concerne l'État et le développement des rapports soviéto-américains, auxquels nous conférons une grande importance pour des raisons communes. On apprécie beaucoup en U.R.S.S. le tournant favorable intervenu dans les rapports soviéto-américains grâce aux efforts constructifs déployés ces dernières années par les deux parties ».

« C'est la raison pour laquelle nous nous sommes réjouis de la déclaration faite par le président Gerald Ford sur son intention, ainsi que sur celle de son gouvernement, de poursuivre la politique de développement des rapports entre nos pays dans la même direction. De notre côté,

nous avons déclaré au président Ford que nous nous prononçons pour le maintien des contacts afin de consolider la paix, la confiance mutuelle et les rapports de bon voisinage entre nos pays. Ces contacts sont établis, et à l'heure actuelle, à ce qu'il nous semble, il existe d'excellentes conditions pour prolonger l'œuvre entamée par de nouveaux actes concrets de coopération dans divers domaines. Nous sommes persuadés que la lutte pour la consolidation de la paix, pour l'approfondissement de la détente, pour son développement, ne doit pas connaître de trêve ».

M. Brejnev a ensuite évoqué la question de Chypre en termes assez durs pour l'O.T.A.N., mais sans jamais mentionner nommément les États-Unis. Cette crise, a-t-il affirmé, a permis de constater combien la nature même de ce bloc atlantique, ses principales actions politiques, sont incompatibles avec les intérêts de la liberté, de l'indépendance et de la sécurité des peuples, car ce sont précisément les stratégies de l'O.T.A.N. qui, tout en intensifiant les préparatifs militaires dans la zone de la Méditerranée, cherchent constamment, par différents moyens, à étendre ces préparatifs au territoire d'un pays non aligné, la République de Chypre ».

Dans sa réponse, M. Kadar a affirmé que « le développement

d'une coopération multiforme avec l'U.R.S.S. reste la ligne générale pour la République populaire hongroise dans la construction de ses relations politiques, économiques et culturelles. C'est notre voie historique que nous n'abandonnerons jamais », a-t-il dit, avant d'ajouter que, en ce qui concerne « toutes les questions majeures de la vie internationale, nous sommes des positions absolument identiques à celles de nos amis soviétiques et c'est pourquoi nous agissons de la même manière ». Le dirigeant hongrois a, d'autre part, confirmé le soutien de son parti à la convocation d'une conférence pan-européenne des partis communistes ainsi qu'à « la préparation graduelle d'une nouvelle conférence mondiale des partis communistes ».

JACQUES AMALRIC.

LES ECRIVAINS CONTESTATAIRES SOVIÉTIQUES ANDRÉ SIMAVSKY ET VLADIMIR MAXIMOV ont annoncé officiellement, mercredi 24 septembre à Londres, le lancement dans les prochaines semaines du magazine trimestriel *Continent*, destiné à être « un forum de la littérature russe et est-européenne ». Le magazine sera publié en allemand, russe, anglais et français. La plupart des pays d'Europe par la maison d'édition berlinoise Ullstein-Propyläen, contrôlée par le groupe Axel Springer. — (A.F.P.)

Espagne

Les négociations avec le Vatican pour la révision du concordat piétinent

De notre correspondant

Madrid. — Le Saint-Siège a annoncé, mardi 24 septembre, deux nominations d'évêques résidentiels en Espagne, les premières depuis une année. Les deux nouveaux prélatés sont Mgr Damian Iguacen Borau, transféré du diocèse de Barbastro à celui de Teruel-Albarracín, et Mgr Ambrosio Echevarria Arriola, transféré du diocèse de Calaceite à celui de Calaceite. Mgr Echevarria, nommé nouvel évêque de Barbastro, l'accession à l'épiscopat de prélat résident général aux armées, est très rare en Espagne.

Sept diocèses sont encore vacants, dont un, celui d'Avila, depuis le 21 mai 1973. Les autres sont ceux de Guadix, Ibiza, Huesca, Plasencia, Zamora et Valladolid.

La lenteur avec laquelle le Saint-Siège procède à la nomination d'évêques en Espagne s'explique par la difficulté des négociations en cours entre le Vatican et Madrid pour la révision du concordat de 1953.

En vertu du concordat, le chef de l'État espagnol jouit du privilège de présenter au Vatican les candidats aux sièges épiscopaux résidentiels. Rome a demandé à plusieurs reprises, au général Franco, de renoncer à ce privilège, mais jusqu'à maintenant sans succès. En revanche, les évêques auxiliaires sont nommés par Rome, sans intervention de l'État espagnol. La grande majorité de la conférence épiscopale espagnole est désormais favorable à la nomination directe des évêques par le Vatican, sans présentation des candidatures par l'État.

Les négociations piétinent, bien que Madrid cherche à donner l'impression qu'elles vont bon train. En novembre 1973, Mgr Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Église, s'était entretenu de la question avec le ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Lopez Rodó. La visite en Espagne du haut dignitaire romain avait alors provoqué de vives réactions parmi les catholiques progressistes de ce pays, dont un groupe avait même occupé la nunciature madrilène pendant quelques jours. Le 17 juillet dernier, le ministre des affaires étrangères espagnol avait abordé ce problème avec le pape Paul VI.

L'impression dominante à Madrid est que, tant que le général Franco sera au pouvoir, et tant que l'avenir politique de l'Espagne demeurera incertain, le Vatican ne révisera ni ne remplacera, en Espagne, le concordat de 1953. Tout au plus, croit-on, serait-il possible d'aboutir à la signature de quelques accords partiels. L'un pourrait concerner la suppression de « l'exemption ecclésiastique », privilège d'ailleurs de moins en moins respecté par les autorités espagnoles, comme le prouve l'irruption récente de la police dans un monastère de religieuses à Sabadell, près de Barcelone, où se tenait une réunion clandestine de l'Assemblée démocratique de Catalogne.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

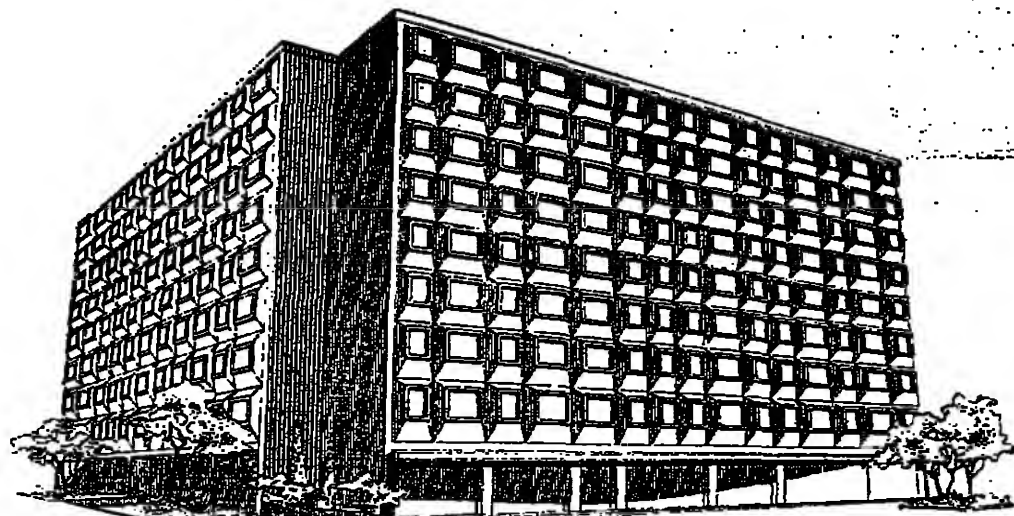
Au Conseil de l'Europe

L'ASSEMBLÉE SE PRONONCE POUR UNE AMNISTIE GÉNÉRALE EN ESPAGNE

Strasbourg. — L'Assemblée du Conseil de l'Europe, qui pour la première fois depuis dix ans débattait mercredi 25 septembre sur la situation en Espagne, a adopté une résolution demandant au général Franco de déclarer une « amnistie générale en faveur de tout personnel emprisonné ou exilé pour des raisons politiques ». La même résolution constate que l'Espagne est encore loin de remplir les conditions nécessaires pour pouvoir adhérer comme membre de plein droit au Conseil de l'Europe et exprime la « profonde préoccupation » de l'Assemblée devant la censure et la « dure répression » à laquelle sont exposés les adversaires du gouvernement en place.

L'Assemblée a recommandé d'autre part au comité des ministres des affaires étrangères de soutenir les tentatives des dirigeants chypriotes pour arriver, par des négociations intercommunautaires, à un accord préliminaire sur Chypre.

4 critères pour bien choisir vos bureaux, aujourd'hui



Maine-Pasteur, un immeuble qui répond parfaitement aux 4 critères.

1 Loyer et charges rigoureusement compétitifs.

530 F le m² dans les quartiers centraux de Paris est aujourd'hui pratiquement introuvable pour des bureaux modernes, bien équipés et parfaitement desservis. C'est pourtant ce que Maine-Pasteur vous propose avec un niveau de charges limité dû en particulier à la faible hauteur de l'immeuble (8 étages).

2 Architecture efficace.

Le ratio m² utile de bureaux/m² construit doit être le plus élevé possible et grâce à une profondeur limitée des immeubles, toutes les surfaces de bureaux doivent être éclairées par la lumière du jour. C'est, précisément ce que vous offre Maine-Pasteur.

3 Equipement complet et de qualité.

Les équipements importants sont : une installation téléphonique avec de nombreuses lignes-réseau, la climatisation intégrale, des parkings, un restaurant d'entreprise, des locaux d'archives. Maine-Pasteur les offre tous et en plus, des espaces verts pour que le cadre de travail soit agréable.

4 Réseau dense de communications.

La proximité de tous les moyens de transport en commun et des grands axes de circulation est essentielle. Situé à l'angle des rues Bague, Dutot et de la Procession, Maine-Pasteur est desservi par deux stations de métro (Volontaires, Pasteur), la Gare Montparnasse, 5 lignes d'autobus.

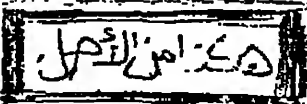
Pour tous renseignements, appelez Tiffen Lipton (tél. 227.62.31). Demandez Luc Fontaine ou Bernard Bezombes.

Maine-Pasteur / Paris 15^e
8500m² en location à partir de 240m²

Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266.34.66



avec les trans-europ-express

PARIS BRUXELLES

en 2 h 20

DE CENTRE A CENTRE

au 29 septembre 1974

6 TEE

dans chaque sens
dont
2 nouveaux

"MEMLING" et "RUBENS"

MEMLING RUBENS		RUBENS MEMLING	
6.45	18.45	9.05	21.00
9.05	21.05	6.42	18.40

* sauf samedis, dimanches et fêtes.

renseignements: gares,
bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

SNCF

AMÉRIQUES

États-Unis

L'AFFAIRE DU MASSACRE DE MY-LAI

Un juge casse l'arrêt d'une cour martiale condamnant l'ancien lieutenant Calley

Columbus (Géorgie). (A.P.). Le juge fédéral Elliott a cassé, mercredi 25 septembre, l'arrêt d'une cour martiale, qui avait condamné l'ancien lieutenant Calley à dix ans de prison. Calley a été reconnu coupable de l'assassinat de plus de vingt soldats vietnamiens à My-Lai, en 1968. L'armée a aussitôt décidé de faire appel de cette décision, demandant au ministre de la Justice d'agir en ce sens, puisqu'il la représente auprès des tribunaux civils.

Suivis par le juge, les défenseurs de Calley ont estimé que les droits constitutionnels de leur client ont été violés, car les juges militaires ont refusé de citer comme témoin au procès le général Westmoreland, ancien commandant des forces américaines au Vietnam. Calley n'aurait pas reçu une instruction militaire suffisante pour savoir qu'il pouvait désobéir à un ordre illégal; en outre, une campagne de presse déchaînée avant le procès a pu influencer les juges.

Le juge Elliott s'est, d'autre part, appuyé sur un arrêt de la Cour suprême refusant au président Nixon de conserver par devers lui des documents de l'affaire du Watergate réclamés par la justice. Dans le cas de Calley, la défense avait demandé que soient produites les minutes de l'enquête menée par une commission de la Chambre des représentants sur le massacre, requête qui fut repoussée. Pour le juge, la Cour, « en statuant sur

L'ANCIEN PRÉSIDENT NIXON EST DANS UN ÉTAT GRAVE

Long-Beach (Californie) (A.F.P.). Le docteur John Lundgren, médecin personnel de l'ancien président Nixon, a déclaré mercredi 25 septembre, au cours d'une conférence de presse, qu'un caillot de sang s'était logé dans le poulmon droit de son patient, créant ainsi, a-t-il dit, « une situation qui peut être dangereuse ». M. Nixon a été admis lundi au Memorial Hospital de Long-Beach, en Californie, pour le traitement d'une phlébite et pour un examen général.

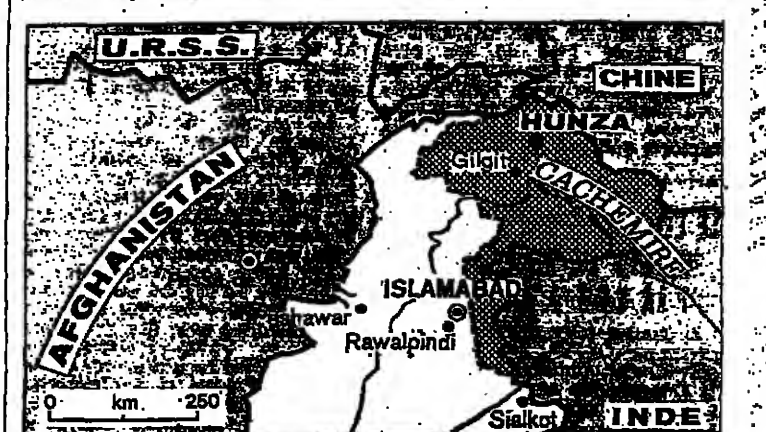
Avant de faire entrer son patient à l'hôpital, le docteur Lundgren avait déclaré qu'il craignait qu'un des deux caillots formés par la phlébite dont souffrait l'ancien président à la jambe gauche ne se détache et ne remonte jusqu'au cœur ou au poulmon. Il avait recommandé alors la mise en observation de M. Nixon à l'hôpital. Mais son client avait refusé.

« Il a de très bonnes chances de s'en remettre, mais cela prendra quelque temps », a ajouté le docteur Lundgren, qui a précisé qu'aucune intervention chirurgicale n'était envisagée pour le moment. Le médecin a prescrit l'absorption de remèdes anti-coagulants par voie buccale et intraveineuse. Le traitement devrait se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine prochaine.

ASIE

Le Pakistan annexe le minuscule royaume de Hunza

Le gouvernement d'Islamabad a annexé, mardi 24 septembre, le minuscule royaume himalayéen de Hunza, situé près des frontières chinoise et afghane, à l'intérieur de la partie du Cachemire administrée par le Pakistan depuis 1947-1949. « Le Pakistan ne jette qu'un regard sur nous pour accepter d'avoir des États à l'intérieur de



d'hui de soixante-cinq ans. Mais sa situation géographique lui confère un intérêt stratégique et touristique — qu'accroît la construction par la Chine d'une route vers la plaine de l'Indus, à travers le massif de l'Himalaya. A New-Delhi, la décision d'Islamabad a été qualifiée d'« action unilatérale, injuste et arbitraire ».

AUSTRALIE

Le budget 1974-1975 prévoit une forte augmentation des crédits d'aide à l'étranger

De notre correspondant

Canberra. — Avant de décider une dévaluation de 12 % du dollar, (« Le Monde » du 25 septembre) le gouvernement avait, la semaine dernière, présenté au Parlement son budget pour 1974-1975. Une de ses caractéristiques est l'augmentation de 31 % des crédits d'aide à l'étranger qui atteindront le montant de 341 millions de dollars (1 dollar australien = 6,50 F). De plus, Canberra versera 40 millions de dollars au programme des Nations unies destiné à aider les pays les plus touchés par l'augmentation du prix du pétrole. En revanche, le programme d'assistance militaire, n'augmentant que de 2,8 % (35 millions de dollars), la Papouasie-Nouvelle-Guinée recevra la part du lion du programme d'aide économique (55 % du total).

Selon le ministre des finances, M. Crean, le fonds spécial versé dans le cadre du programme de l'ONU sera pour sa plus grande part distribué sous une base bilatérale à des nations d'Asie et du Pacifique du Sud. Il s'agit de dons qui serviront à financer des importations de produits pétroliers, de l'énergie, de produits alimentaires, etc.

Ainsi, pour 1974-1975, le plan d'aide à l'étranger représentera près de 0,6 % du produit national brut. Le gouvernement s'est publiquement engagé à atteindre avant la fin de la décennie le taux de 0,7 %.

Au cours de cette année budgétaire, les dépenses publiques fédérales augmenteront de 32 % (18,3 milliards de dollars) et les revenus de 31 % (15,7 milliards). Le taux d'inflation étant proche de 20 % et le chômage grandissant, la plupart des observateurs ont été surpris de constater l'ampleur des dépenses à caractère social qui sont prévues. Mais, a déclaré M. Crean, « si crucial que soit le combat contre l'inflation, il ne saurait être le seul objectif du gouvernement. Ce gouvernement

est engagé à promouvoir des réformes sociales pour améliorer le sort des groupes les moins privilégiés de notre société et préserver l'emploi. Nous entendons nous en tenir à ces programmes et à ces objectifs ».

On note à propos des principaux postes budgétaires les augmentations suivantes : éducation, + 7,8 % ; défense nationale, + 12 % ; sécurité sociale et aides diverses, + 38 % ; santé, + 30 % ; habitat, + 19 % ; développement urbain et régional et environnement, + 173 % ; culture, + 44 %.

L'impôt ne frappe pratiquement plus aucune famille disposant d'un seul salaire et est considérablement abaissé pour les revenus annuels de moins de 10 000 dollars. En revanche, la fiscalité frappe plus durement les familles riches et les milieux d'affaires.

D'autre part, le gouvernement accorde des sommes importantes à ses propres compagnies, dont la Société nationale de transports maritimes, et les sociétés d'État du pétrole, des matières premières minérales et des oléoducs.

KENNETH RANDALL.

FISCALITÉ et FAILLITES

INFLATION IS DAUGHTER OF THE HIGH-PRICED DOUBLE ENTRY. L'inflation est fille du MÉTHODE comptable qu'est la Comptabilité à double entrée. Ne tenant pas compte de l'évolution des prix, c'est-à-dire en opposition à la Recommandation de 1971 de la Commission BAUMGARTNER au Ministère Valéry Giscard d'Estaing, elle attribue des bénéfices d'autant plus élevés que les prix montent plus vite. Commandez, pour 25 francs, l'ouvrage « ACCOUNTING FOR STEWARDSHIP » à CHARPENTIER ACCOUNTANTS, 100, rue de la République, 75001 Paris. Demandez-moi mon analyse, selon ma NORME comptable internationale, de ce cas du 9^e exercice d'une entreprise de croisière, le Compagnie Égale, à partie double, affiche « 100 % » cette entreprise a accumulé 1 000 000 de bénéfices, alors que le Calcut Indes, qui tient compte de l'évolution des prix, montre que, en réalité, elle a accumulé 3 707 000 de DÉFICITS ! Et il s'agit d'une période où les

prix montent, en moyenne, seulement de 4 % par an ! Le Calcut Indes a été promu par les honorables Charpentier Accountants, le 15 mai 1974, au rang de NORME comptable, avec l'assentiment de la Confédération de l'Industrie Britannique et du Stock Exchange.

Demandez-moi, gratuitement, et franco de port, mon ouvrage de Calcut Indes. C'est extrêmement URGENT. Il faut que les Amis Nationaux du Patrimoine, à Lille, les 8 et 9 octobre 1974, décident de recommander aux Chefs d'entreprise de pratiquer le Calcut Indes, faute de quoi ils seront au ban des FAILLITES sans s'en rendre compte.

La COMPTABILITÉ INDEXÉE est valable quelle que soit l'évolution des prix, en baisse comme en hausse. Elle a fait l'objet, le 24 octobre 1971, du veto du Ministre Valéry Giscard d'Estaing. Mais personne ne peut opposer au Calcut Indes du montant vrai du bénéfice ou du DÉFICIT.

Emile Krieg, Promoteur de la COMPTABILITÉ INDEXÉE

7, rue d'Anjou, 75008 Paris

Dès la rentrée scolaire le Calcut Indes est enseigné à Paris, Toulouse, Rouen, Liège, Genève, Lausanne. Mais les Chefs d'entreprise n'ont pas à attendre plus longtemps pour le faire faire pour 1971, 1972, 1973, 1974 afin de faire établir les *Factures de dépréciation* par le *Prix*, des sommes payées en trop. Ce dépréciation parait devoir leur être accordé d'office, au regard à la Décision du 28 juin 1974 du Conseil des Ministres de pratiquer dorénavant la justice fiscale.

DEAUVILLE*

Une nouvelle résidence de loisirs! Une nouvelle formule: CASTEL CLUB!

Devenez propriétaire d'un luxueux studio ou d'un duplex, entièrement meublé et équipé, vendu par périodes de deux mois.

Avec l'acquisition d'un mois de haute saison (mai, juin, juillet, août, septembre) nous vous offrons gratuitement un mois de moyenne saison.

Exemple de prix pour un studio de 4 personnes:
mai + avril 33 000 F
juin + mars 34 000 F
juillet + décembre 37 000 F
août + février 39 000 F
septembre + octobre 30 000 F

• Au "CASTEL NORMAND" vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement.

• Au "CASTEL NORMAND", vous bénéficiez des services hôteliers: petit déjeuner, repas froids, entretien journalier, réservations, salons de détente, etc.

• Au "CASTEL NORMAND", vivez **** étoiles!

* en plein centre, à 200 m du casino, 54, rue du général-Leclerc. Visite sur place tous les jours sauf Mercredi.

Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD
8, rue de Richelieu, 75001 Paris 85, rue Eugène-Colas, Deauville
Tél.: RIC. 50.10 et 50.93 Tél.: (16) 31.88.02.76

Coupon-réponse à envoyer à: PRODOMO S.A.
8, rue de Richelieu 75001 Paris - Tél. RIC. 50.10 et 50.93

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation en couleurs.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Tél. _____

classe et protège vos

DIAPPOSITIVES

Pour le tri, le classement et la protection des vues, CLEN a créé un tirage compartimenté très pratique et élégant, facile à réutiliser. Cette formule est conçue pour le classement familial ou professionnel.

FAMILIAL **PROFESSIONNEL**

D38 156 F TTC 1.950 F TTC
2160 vues 32400 vues

Exposition - Informations
35, rue FRIEDLAND PARIS 80
Téléphone Paris: 901.16.73

Poste CLEN, Direction et Usine:
1, rue de la République - 93000 NOUVELLE-ÉTOILE
SAINT-BENOÎT-A-FORÊT - 93000 NOUVELLE-ÉTOILE

Stand SICOB: CLEN et 1675
MATÉRIELS ET MÉTHODES IC 1135

loterie nationale

Faites confiance à
votre capital-chance

Varsovie?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266.34.66

LA C.I.A. EST-ELLE « INTERVENUE » LORS DES ÉLECTIONS AUSTRALIENNES ?

Canberra (U.P.I., Reuters). — Dans une étude du parti libéral australien, qui va être publiée dans quelques jours, M. Ray Althauson, ancien journaliste de la radio-télévision et auteur de plusieurs ouvrages, affirme avoir appris lors d'un voyage à Washington peu de temps avant les élections législatives du 18 mai, que la C.I.A. avait offert de subventionner le parti libéral dans l'espoir de provoquer la défaite des travaillistes. Entre 2 et 5 millions de dollars auraient été versés.

[L'intérêt porté à l'Australie par les Américains n'est pas nouveau. Parmi les exemples plus anciens de cet intérêt, signalons la grande étude faite en 1972 — avant les élections fédérales — par les travaillistes — par le Center for Strategic and International Studies de l'université Georgetown (Washington) et qui prévoyait notamment une aide en condition de l'opinion australienne pour déstabiliser l'emprise financière des États-Unis sur le pays.]

مكتبة الامم المتحدة

PROCHE-ORIENT

Egypte

M. Sadate se décharge de ses fonctions et chef du gouvernement en faveur de M. Hegazi

Le gouvernement égyptien, qui préside désormais M. Abdel Aziz Hegazi, comprend quatre nouveaux ministres : MM. Mahmoud Ali Hassan (Industrie), Abdel Rahman El-Masri (Agriculture) et Hamed Mahmoud (Ministère d'Etat pour l'Administration locale). Par ailleurs, deux nouvelles portefeuilles ont été créés : le Ministère d'Etat pour la coopération économique, qui sera occupé par M. Taher Amine, et celui du contrôle de l'exécution des décisions du cabinet, qui est confié à M. Abdel Fattah Abdallah. Enfin, deux ministres changent de portefeuille : le ministre de l'Administration locale, qui devient ministre de la Santé, et le ministre de l'Etat pour les affaires de la présidence (portefeuille qui disparaît avec le nouveau cabinet), qui devient ministre de Contrôle.

De notre correspondant

Le Caire. — En mars 1973, M. El Sadate avait décidé d'ajouter des fonctions de chef de l'Etat à celles de président du conseil des ministres. Mais, au lieu de cela, il a abandonné par le Rais, aujour- d'hui, de cette seconde charge au profit de M. Abdel Aziz Hegazi, ne laissant pas en revanche dans le contexte de tension politique que l'Etat égyptien, précédemment de- puis mars 1973, qui était devenu l'Etat d'El Sadate, le deuxième per- sonnage du cabinet en accédant au poste de premier vice-prési- dent du conseil (le Monde du 27 avril 1974), mais qui ne s'était pas imposé à ses collègues au public. Posé, voire tacite- ment, parmi un peuple enjonné, même des effets au sein d'une classe politique qui en est fran- chement hostile à son égard, trop- tôt à nombre de ses compa- gnons. « Tant de problèmes se posent à lui qu'il ne soit trop tôt à se décharger de ses de- voirs », disent ses partisans, tandis que ses détracteurs, irrités notam- ment par ce que le régime a fait en protégeant le secteur in- dustriel d'Etat, continuent contre une cabale par voie de presse de rumeurs. Désormais chacun saura que, s'il n'est pas le nouveau chef de l'Etat, El Sadate n'est pas un homme du « tiers milieu », ancien professeur à la faculté de commerce d'El-

Liban

M. SOLH A PRÉSENTÉ LA DÉMISSION DE SON GOUVERNEMENT

Beyrouth (A.F.P.). — Le premier ministre libanais, M. Tawfik Solh, a remis mercredi 25 septembre, comme il l'avait annoncé, sa démission de son gouvernement au chef de l'Etat, le président Elias Hraoui. Le président de la République ne l'a pas formel- lement acceptée et a pris M. Solh, attendant sa décision, de con- tinuer à expédier les affaires couran- tes. Le gouvernement démissionnaire a été formé le 5 juillet 1973, à la suite de laborieuses tractations, en- tre une crise libano-palestiniennne, entre les tendances politiques liba- naises y étaient représentées, à l'excep- tion de celle de M. Rachid Solh, leader musulman sunnite. L'ancien cabinet présidé par M. Solh, au cours des dernières semaines, s'était vu reprocher d'avoir été incapable d'arrêter l'inflation, qui était au Liban un problème sans pré- cedent, et de n'avoir pas réagi avec le vigueur suffisante aux actes de ter- rorisme, en particulier entre fac- tions de droite et commandos pale- stiniens.

LE F.P.L.P. SE RETIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'O.L.P.

Beyrouth (A.F.P.). — Le Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.), dirigé par M. Georges Habbache, se retire du comité exécutif de l'O.L.P., où il était représenté par M. Ahmed Yassini (Abou Maher), a annoncé le dernier, jeudi matin, au cours d'une conférence de presse. M. Abou Maher a indiqué que le F.P.L.P. prenait cette décision « afin de ne pas assumer la dévian- ce historique dans laquelle s'en- tache l'O.L.P. ». Mercredi, on affirmait, dans les milieux proches de l'O.L.P., que la formation d'un gouverne- ment provisoire palestinien est maintenant sérieusement envi- sage par les dirigeants de la résis- tance. Dans un article publié par le quotidien Al-Moharrer, M. Chafik El-Hout, chef du bureau de l'O.L.P. à Beyrouth, estime à ce propos que « toutes les raisons qui, dans le passé, avaient poussé la résistance palestinienne à se mon- trer réticente à l'égard de l'idée de la formation d'un gouverne- ment palestinien en exil ont maintenant disparu ». Il est temps, ajoute M. Chafik El-Hout, que l'O.L.P. procède à la formation d'un gouvernement provisoire palestinien et assume les responsabilités qui découlent de sa qualité de représentant légitime unique du peuple pale- stinien.

AFRIQUE

Tunisie

Le gouvernement est remanié

De notre correspondante

Tunis. — Le remaniement ministériel a été annoncé mercredi 25 septembre, à Tunis. Deux ministres et trois secrétaires d'Etat quittent le gouvernement. Il s'agit d'abord de M. Moalla, ministre du plan, qui avait pré- senté sa démission la semaine dernière au président Bourguiba. M. Moalla, candidat au comité central du parti lors du récent congrès, n'avait pas été élu (il avait obtenu 204 voix). Il est rem- placé par M. Ayari, qui aban- donne son poste de ministre de l'économie nationale à M. Laroui, ancien président-directeur gé- néral de la Banque nationale de Tunisie. M. Laroui, ministre plé- nipotentiaire à l'ambassade de Tunisie à Paris en 1965, puis directeur de la coopération inter- nationale au ministère des affai- res étrangères (1970), enfin secré- taire général de ce département (1971), avait été responsable du commerce au secrétariat d'Etat au plan et aux finances de 1961 à 1965.

D'autre part, M. Hannabla est remplacé, au ministère de l'agri- culture, par M. Hassan Belkhouja, ancien président-directeur gé- néral de la Société tunisienne de ban- que, qui fait sa rentrée au gou- vernement ; en effet, M. Bel- khoudja avait déjà été secrétaire d'Etat au commerce et à l'indus- trie (1969), puis ministre des affaires économiques (1969-1971) (1).

Trois secrétaires d'Etat quittent le cabinet : M. Hammami, secré- taire d'Etat aux affaires étrangè- res, remplacé par M. Kooli ; M. Mezmour, remplacé au secré- taariat d'Etat à l'information par M. Mostapha Masrouji, ancien directeur de l'agence Tunis-Afri- que-Presse ; enfin, M. Ahmed Zghal, remplacé à l'éducation nationale par une personnalité nouvelle, élue pour la première fois au comité central du parti. M. Bedi Zghal, ancien président- directeur général d'une société industrielle à Sfax.

Signalons que deux ministres permutent leurs charges : M. Farhat, nommé aux transpor- ts et communications, à la place de M. Ben Osman, qui prend le ministère de l'équipement. — M. P.

(1) M. Belkhouja avait participé aux négociations franco-tunisien- nes, à Paris, en 1964, puis avait été nommé successivement haut com- missaire de Tunisie en France (1965), puis ambassadeur à Paris (1969) après l'indépendance.

Mozambique

L'AGENCE TASS A DÉMEN- TI mercredi 25 septembre une information en provenance de Londres, selon laquelle l'Union soviétique aurait eu des contacts en vue de l'obtention d'une base au Mozambique. D'après Tass, cette informa- tion vise notamment à détour- ner l'attention des peuples africains et asiatiques des ac- tivités du Pentagone dans l'Océan Indien. — (U.P.I.)

M. SOARES, ministre portu- gais des affaires étrangères, a affirmé au cours d'une confé- rence de presse, tenue mer- credi 25 septembre à New- York, que son gouvernement, quoique opposé à l'apartheid et au racisme, entre- tiendrait des relations norma- les avec l'Afrique du Sud où vivent de nombreux portu- gais. Il a ajouté qu'il n'était pas possible d'appliquer entière- ment les sanctions imposées par le Conseil de sécurité contre la Rhodésie « sans ris- quer de voir s'effondrer toute l'économie du Mozambique ».

L'ESSENCE EST CHÈRE... Faites régler votre carburateur WEBER

Contrôle minutieux par des spécialistes :
- Economie de carburant
- Garantie - Accroissement du rendement et de la souplesse du moteur.

Demandez la liste complète des stations techniques Weber :
G.C.D. 22-28, rue du Moulin des Bruyères, 92 Courbevoie

Appeliez 333 40 43

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 666
ECOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle péda- gogique de l'Etat :
4, rue des Petits-Champs, 75006 PARIS - CROIX 02

tielsa
technique internationale de la cuisine

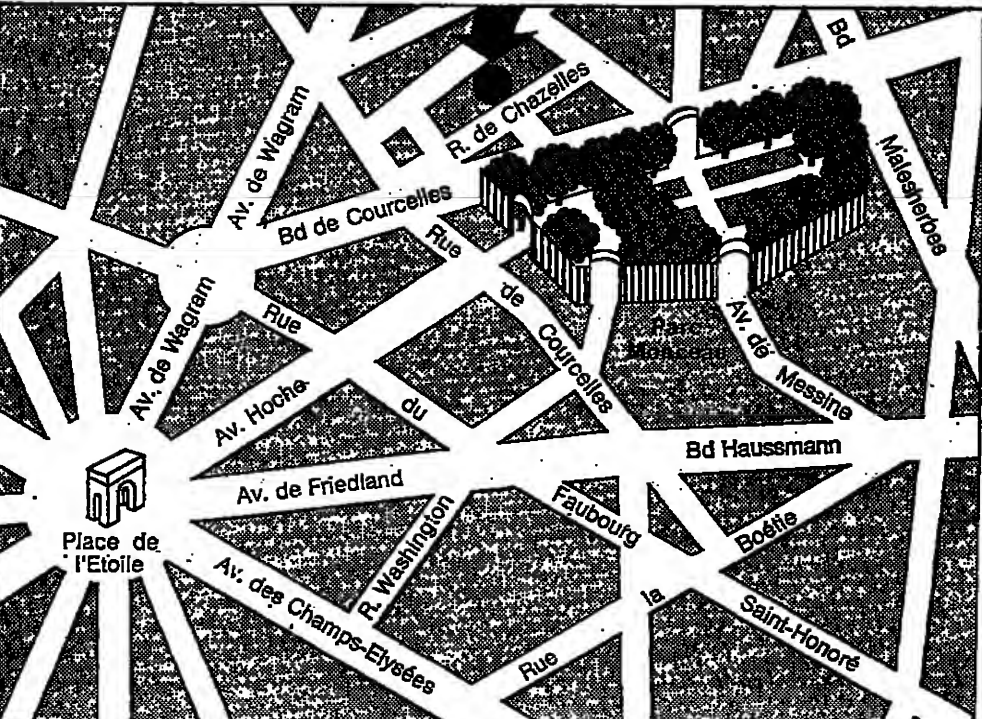
On inaugure la plus vaste exposition spécialisée de cuisines par éléments

21 cuisines témoins exposées
Audaces techniques, astuces pratiques, lignes, et coloris étonnants.

Nocturnes : Jeudi jusqu'à 22 h 30

inter-design CUISINES
281, rue du Fg-St-Antoine 75011 PARIS
Tél. 628.46.27 et 345.66.63

Tout le 8ème à votre porte en passant par le Parc Monceau.



Pour aller de votre appartement de la rue de Chazelles au Parc Monceau, il suffit de traverser le boulevard de Courcelles. Voilà un avantage qui est assez rare à Paris.

Ensuite, l'avenue Hoche ou la rue Washington, l'avenue de Messine ou le boulevard Malesherbes conduira vos pas n'importe où dans le 8e.

Cette résidence privilégiée et de très grand standing, pour un prix moyen de 7.000 F le m², comprend des studios et des deux pièces, plus, aux derniers étages, quelques 4 et 5 pièces en duplex. Juste quelques-uns. Car dans Paris, les bonnes places sont malheureusement limitées.

33-35, rue de Chazelles-Paris 17ème
Livraison 3ème trimestre 1975.

Renseignements et vente sur place tous les jours de 14 h à 19 h sauf mardi

GEFIC

samedis et dimanches de 10 h à 19 h
ou GEFIC : 52 Champs-Élysées PARIS
Tél. 256.98.98

Réalisation **OFEX**

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ASSISES NATIONALES DU SOCIALISME

Le « projet de société » propose de substituer la notion de développement à celle de croissance

Les trois « composantes » des assises nationales du socialisme convoquées pour les 12 et 13 octobre à Paris ont rendu public le « projet de société » qui a été élaboré au cours de l'été par un groupe de travail rassemblant des représentants du P.S., du P.S.U. et des signataires de l'appel en faveur de la constitution d'une grande force socialiste (militants de la C.F.D.T. et de divers groupes tels Objectif socialiste et les Groupes d'action municipale). Ce document, qui comporte trois parties, doit après sa mise au point définitive lors des assises, constituer le fondement de l'ordre politique entre les familles de la gauche socialiste et permettre en conséquence leur regroupement dans une même organisation.

Une seconde série de textes a également été élaborée par le groupe de travail. Il s'agit de onze questionnaires qui doivent permettre de déterminer pour diverses catégories sociales les conditions les meilleures pour développer le militantisme en faveur du socialisme. Les réponses à ces questionnaires seront analysées durant les assises par onze « cartonniers ».

« Le monde s'interroge. Le capitalisme a-t-il promis une ère indéfinie de progrès. L'inquiétude, pourtant, est devenue la marque de notre époque. La rupture des équilibres naturels, l'accumulation des moyens de destruction, le sous-développement de la moitié de l'humanité, le problème de sa propre survie. L'aspiration à un nouvel ordre des choses grandit parmi tous les peuples de la Terre. Un monde ancien se disloque, le nouveau cherche à naître. » A ce premier constat le projet de société en ajoute un second :

« Des tentatives ont déjà eu lieu. Soit parce qu'elles menacent l'homme d'une soumission totale à un État tout-puissant, soit parce qu'elles n'ont pas pu proposer une alternative suffisante aux défaillances économiques et sociales de la croissance capitaliste, elles ne constituent pas aujourd'hui une référence acceptable pour la construction du socialisme. (...) »

Il n'y a plus de solution que dans l'adoption d'une expérience nouvelle. (...) L'histoire récente de notre pays a manifesté sous plusieurs formes la volonté de son peuple d'engager la marche sur ce nouveau chemin. Mai 1968, c'était l'éclatement des cadres de tout un possible longévité réprimé. Mai 1974, la démonstration que l'union politique des forces populaires est la, prête à assumer la responsabilité qui lui incombe. »

Le document s'efforce en conséquence de définir les conditions de réalisation d'une telle expérience. Dans une première partie il commence par dresser un bilan de la société actuelle et constate : « Les socialistes n'ont pas inventé la lutte des classes : elle est un fait. La lutte des classes a reconstruit que ce moteur du changement social n'a pas fini de jouer son rôle, même si ses frontières évoluent. Elle seule peut permettre que soit assuré son propre dépassement, dès l'instant, et c'est tout le sens du socialisme, que la conscience des hommes permet d'élargir au cours de l'histoire, plutôt que de la subir. »

« Ce document veut indiquer le sens d'un projet de société qui répond à l'attente d'un peuple et d'un monde inquiets. »

Les auteurs estiment que la société est « dans l'impasse » et qu'elle paie le prix de la croissance : ségrégation, conditions de travail, concentration urbaine sauvage, liberté d'opinion, concentration du capital au niveau international, exploitation du tiers-monde. Ils ajoutent :

« L'histoire du capitalisme est traversée de nombreuses crises. Il les a surmontées en se modifiant, tout en conservant sa logique essentielle. Notamment sous la poussée des luttes sociales le capitalisme est constamment obligé de déplacer le lieu des contradictions qu'il crée, par une série de suites en cascade qui ne lui permet pas de les régler sans en faire naître d'autres. La contradiction fondamentale demeure, qui est l'opposition d'intérêts entre une minorité qui domine la vie sociale et l'immense majorité des hommes, exploités et dominés. Ainsi l'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée de victoires partielles, souvent importantes, mais jamais

encore décisives. Les analyses qui annoncent constamment la fin prochaine du capitalisme, son effondrement inéluctable, nous sont étrangères. Le catastrophisme a toujours été le support de pratiques tentées démodées, de stériles tentatives empêchant de saisir les véritables enjeux. »

Estimant que la crise actuelle n'a pas pour origine, comme par le passé, une phase de surproduction, le projet estime que « l'inflation est devenue un phénomène inhérent au système, accepté et même voulu par lui dans certaines limites. » Il poursuit :

« La présentation de l'inflation comme un « mal en soi qui frappe » tout le monde est trompeuse. Elle est le paravent d'un projet d'État par les entreprises dominantes pour poursuivre leur politique constante : accumuler du capital et dévaloriser la force de travail. (...) »

Après avoir dénoncé l'aggravation des inégalités entre États, les socialistes concluent sur ce point :

« Certains experts ont souligné les dangers d'une progression trop rapide de la consommation des ressources disponibles. Ils en ont tiré la leçon qu'il faut bloquer la production, imposer à tous les domaines ce qu'ils ont appelé la « croissance zéro ». Cette notion a la mode mérite d'être étudiée. Que signifie-t-elle ? Il s'agit en fait de limiter l'effort industriel à un bas niveau pour mettre fin au gaspillage et préserver ce qui reste des réserves naturelles. Mais une telle politique reviendrait à perpétuer les mécanismes qui font naître les inégalités ; elle est à ce titre inacceptable. Aussi entendons-nous apporter nos autres réponses : en substituant à cette notion de croissance, de nature essentiellement économique, la notion de développement, qui comporte, elle, de multiples dimensions touchant à l'éducation, à la culture, à l'environnement, à la santé, au loisir, à la responsabilité individuelle et collective. Il s'agit donc moins de limiter la production que de produire autrement, de mieux, et dans d'autres buts. »

Le projet énumère ensuite les diverses formes de contestation qui se sont manifestées au cours des dernières années, que ce soit au sein du monde ouvrier, parmi les femmes, dans l'armée, l'école ou les Églises. Il conclut :

« Toutes ces luttes ne constituent pas en elles-mêmes un danger pour le système capitaliste, toujours capable de faire face à des luttes ponctuelles ou de les récupérer, et souvent même de réaliser les adaptations indispensables. L'exemple de mai 1968 montre qu'une mobilisation de masse, si importante soit-elle, trouve ses limites si elle est privée d'un débouché politique. »

La poursuite : « Le socialisme autogestionnaire vers lequel s'orientent aujourd'hui le mouvement socialiste français s'appuiera sur différentes formes de propriété collective (État, région, commune, associations diverses, etc.) et sur des pouvoirs aussi décentralisés que possible. Ces formes de propriété tendront à coïncider avec la socialisation réelle des forces productives. Partout où le processus interviendra, et donc, en premier lieu, dans toutes les entreprises qui constituent les pôles de domination économique, devra avoir lieu l'élection des organismes d'administration et de

gestion par les travailleurs concernés. (...) »

« Mais l'élection, c'est-à-dire la délégation du pouvoir, ne résout pas tous les problèmes. Le rapport mandat-mandat, tend, d'une certaine manière, à reconstituer le rapport dirigé-dirigé. Pour que cette situation puisse être modifiée, il faut que les mandants soient en mesure de contrôler les mandataires. Cet objectif du contrôle apparaît déjà à travers les luttes actuelles, mais il ne peut être véritablement atteint dans la société capitaliste. Car tout contrôle est précaire, voire éphémère, si la source du pouvoir lui échappe. (...) »

« Un autre risque serait d'enfermer l'autogestion dans le cadre étroit de l'unité économique de base : l'école, d'entreprises, de banques, des organismes commerciaux et des unités de très grande dimension échappent pratiquement à tout contrôle populaire. »

Le danger technocratique s'ajoute au danger bureaucratique, comme le démontrent certaines difficultés de l'expérience yougoslave. Le contrôle de la base sur les décisions ne suffit pas à pallier ces dangers. »

« En effet, au-delà d'un certain niveau, le contrôle ne peut s'exercer qu'en fonction de références précises, et ces références ne peuvent elles-mêmes être fournies que par le Plan ou, plus exactement, par les plans (nationaux, régionaux et locaux). La planification démocratique, c'est-à-dire la détermination démocratique (par le débat et par le vote), des besoins considérés comme prioritaires est indispensable de l'autogestion, dont elle est la forme généralisée. »

Le projet de société précise ensuite ce que doit être une authentique planification. Il note : « Le Plan peut aujourd'hui être conçu comme impératif dans ses grandes orientations et souple

dans son application. Les choix centraux concernent la durée du travail, la part relative de l'investissement productif, de la consommation collective et de la consommation privée et les priorités respectives données au développement des diverses branches et régions. (...) L'entreprise doit donc ses décisions centralisées par les incitations du Plan. Mais, restant en situation de compétition, quelle soit socialisée ou privée, elle reste libre de ses décisions, quitte à réviser les barèmes d'incitation où de pénalisation prévus au Plan et la volonté politique qu'exprime celui-ci tarde à se traduire dans les faits. »

Le document se propose également de transformer les structures de l'État. Il envisage en particulier des transferts de pouvoirs et pour certaines grandes fonctions collectives (éducation, santé, transports, équipement régional).

Après avoir prévu notamment une réforme de l'armée, le projet de société insiste sur la nécessité de contrôler les représentants de la population. Il stipule : « Le corps électoral a le droit de savoir et de demander des comptes : les moyens nécessaires doivent être fournis. La remise en cause des députés et du contenu de leur délégation doit être possible. »

L'union de la gauche est une condition nécessaire

La troisième partie est consacrée à la stratégie. Elle préconise la constitution d'un « large front de classe », qui doit « s'appuyer d'abord sur la classe ouvrière, la très grande majorité des travailleurs salariés, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs qui subissent tous une exploitation ». (...) « La résolution du capitalisme dépend de leur outil de travail : paysans, travailleurs individuels. D'autres catégories sociales, notamment de petits et moyens entrepreneurs, se trouvent également atteintes par le pouvoir des entreprises dominantes, poursuivent le document. Ce front de classe, spontanément défensif, antimonopoliste, doit, par la clarification de ses objectifs politiques à court terme et à long terme, devenir offensif, anticapitaliste. Pour mener une telle stratégie des luttes, pour cimenter le front de classe, un grand parti socialiste est indispensable. »

Le rôle de ce parti socialiste est ainsi défini : il doit faire passer le divorce entre l'action politique et les luttes sociales et, en conséquence, il doit accorder « une véritable priorité politique et matérielle » à son implantation sur les lieux de travail. Il lui est, en outre, demandé de remplir les fonctions suivantes :

« Une fonction de mémoire collective des expériences, des élaborations stratégiques, des recherches antérieures du mouvement ouvrier. »

« Une fonction de rencontre de militants intervenant dans les secteurs différents et qui ne peuvent mener à bien leurs tâches que s'ils disposent de lieux d'information, de confrontation et de critique mutuelle. »

« Une fonction de synthèse et d'élaboration collective. »

Le projet ajoute qu'il serait erroné de penser que l'ensemble des batailles à livrer puissent et doivent être menées par le seul parti. Il préconise donc une unité d'action des partis, des syndicats et des organisations comme les groupes municipaux, les comités d'usagers ou les associations familiales et d'éducation populaire.

Il est également souligné que « l'action d'un gouvernement de gauche ne saurait suffire à elle seule à amorcer le passage au socialisme » et qu'un tel objectif ne saurait être atteint que si les travailleurs maintiennent une mobilisation populaire suffisante. De même, le projet note que la politique internationale d'une France d'orientation socialiste devra rapidement favoriser la naissance d'une « Europe de peuples » et lutter contre l'exploitation du tiers-monde.

Enfin, le document s'achève sur un appel de la nécessité de l'union de la gauche, « condition nécessaire » d'une victoire électorale. « Recherches depuis des décennies, nous avons constaté que seule une telle union est capable d'apporter la prise du pouvoir et tout au long du passage au socialisme. En ce sens, l'union de la gauche est un engagement permanent. C'est pourquoi le programme commun signé en juin 1972 constitue un tournant si important dans l'histoire de la gauche contemporaine, reconnaissant que tel par ceux-là mêmes qui ne le signèrent pas. En l'adoptant, le parti communiste, le parti socialiste et le mouvement des radicaux de gauche ont voulu donner une forme concrète et actuelle à ce qui constitue désormais pour eux une stratégie permanente d'unité. Ils ont ainsi rendu plus crédible la capacité des forces de gauche à gouverner, pour réaliser leurs objectifs prioritaires, et marqué leur volonté de s'entendre aux puissances financières qui dominent notre société. »

« L'union de la gauche ne s'est pas arrêtée avec la signature du programme commun. Cette alliance profonde de la gauche française n'a cessé depuis de s'élargir et de s'approfondir, permettant ainsi de sceller en mai 1974 autour de François Mitterrand l'union des signataires du programme commun et d'autres forces qui ont fait du parti socialiste le révélateur du socialisme autogestionnaire. »

« Ainsi, un nouveau pas dans l'unité des socialistes est apparu possible, traduisant la profonde maturité qui transforme le mouvement ouvrier et populaire de ce pays. »

« Mai 1968, mai 1974, deux dates importantes dans la longue histoire des luttes populaires. Le gauche se doit de faire la synthèse de leurs enseignements. Ainsi, elle assumera la double existence de son mouvement comme et de son union. Sa victoire est à ce prix. »

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes. Montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou multifocales, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80 Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 322.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Une certaine dimension humaine secret de la communication

VERSAILLES est devenu le Forum de la Société Française

LES CONGRÈS SE TIENNENT A VERSAILLES. C'est un fait. Qui ne se souvient des États Généraux, de la Femme, des Journées de l'Informatique, de l'Assemblée Mondiale pour la Paix et l'Indépendance des Peuples d'Indochine...

C'est à Versailles qu'on a parlé du contrôle des naissances, de la défense de la nature, de la régionalisation, de l'évolution de l'Église, bref Versailles est le forum de la Société Française.

UNE CERTAINE DIMENSION HUMAINE. Certes le Palais des Congrès est moderne, fonctionnel, doté de tous les équipements techniques indispensables

mais ce que Versailles possède au plus haut point, c'est la dimension humaine qui rend aisée la communication.

C'est devant la porte, sur les 8 hectares de la place d'Armes, qu'on gare sa voiture et non au 6^e sous-sol d'un univers kafkaïen, c'est de plain-pied qu'ensuite on entre au Palais et non par l'intermédiaire d'ascenseurs et de couloirs aseptisés. Qu'on soit ingénieur atomiste, agriculteur, militant politique ou simple citoyen qu'une cause passionne, on aime à Versailles un environnement sobre, humain, fait pour tous, favorable à l'explosion des idées.

PALAIS DES CONGRÈS

10, rue de la Chancellerie - 951-46-30

Adoptez
le fameux matelas
en mousse de latex
PIRELLI
essayez-le chez
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
Exposition - Essais - Vente
LIVRAISON RAPIDE
37, av. de la République
Paris-11 - Tél. 857-46-35
M^{re} Farmantier

السلامة

صكنا من الامل

SOCIALISME

substitu
le croisso

A GALLIE EST UNE CROISSON

gine
tion

aise

IR
CAP

Frederic Chenevaz Associés CIP

Toison de Tapisift.

Maintenant, tout le monde peut acheter une moquette de laine.



Tapisift vient d'inventer Toison.
Une moquette pure laine, tonte bouclée,
moelleuse, vivante. Elle porte les couleurs
de la laine : écru, beige, marron.

Elle s'entretient facilement, comme tout
ce qui est en laine. On l'imagine bien plus
chère qu'elle n'est : 125F le m². Cela est dû à
un petit secret de fabrication.

Autre économie, Toison est prête à poser :
elle possède une sous-couche mousse et
elle existe en 2, 4 et 5 mètres de large pour
aller partout sans chutes et sans raccords.

Maintenant, on peut tout aimer dans la
laine. Même son prix.

Toison, une co-production Tapisift
et Woolmark.



TAPISIFT

38 rue de Paris, 59203 Tourcoing.

Le Monde

DES LIVRES

UNE FAMEUSE DÉCOUVERTE

Quand les pythons servent à l'humour

EN cette saison, moins riche en dévants que les précédentes, un livre qui se signale par sa arderie, sa matricité, l'originalité de son thème et de son style nous tombe quelque sorte du ciel. Le manuscrit est arrivé par la poste Amérique du Sud sous un pseudonyme : Emile Ajar. L'éditeur forme n'avoir jamais rencontré l'auteur, qui vit hors de France dont il sait seulement qu'il est né à Oran en 1940, qu'il a des études de médecine, qu'il a commencé à écrire sur le usel de Camus, auquel pourtant sa manière ne doit rien. Cet cognito et la qualité du livre ont échauffé les cervelles dans l'atmosphère de rédaction, où l'on se pait à forger un mystère tour d'Emile Ajar. Au printemps dernier, n'y a-t-il pas eu l'arce de Roman Gary signant Shaden Bogat, les Têtes de éphane? Le Miroir de France dément formellement ces nits.

Le manuscrit était accompagné d'un seul souhait : que son illustre la couverture. Folon a lu Gros-Cailin et s'est écrié sur-le-champ, tant le roman lui a plu. C'est le dessin s nous publions ci-contre.

GROS-CAILIN, d'Emile Ajar, reuve de France, 214 pages, 25 F.

GROS-CAILIN, comme son nom l'indique, est un python. L'appellation ne t surprendre que les gens trop s d'eux-mêmes pour avoir des lousies d'être et des troubles dentité dans une agglomération de millions d'usagés, par temps de nographie galopante, au cœur ne société avortoir.

Le propriétaire de Gros-Cailin n'est s de ceux-là. Michel Cousin est tendre qui a besoin d'être aimé n'y arrive pas. Il travaille dans les tistiques et, comme il dit, « il n'y en de plus mauvais pour la solle. Lorsque vous passez vos four- s à compter par milliards, vous tuez à la maison dévorés, dans état voisin de zéro. Le nombre l tient pathétique, absolument paumé argoisé comme le comique bien de Charlie Chaplin ».

Vous y songez : la première réus- s de Gros-Cailin est de transposer ariot en roman. Le comique ne t plus du geste, de la mimique ; t d'abord du langage. Michel n a sa manière, à lui, de narer de sa solitaire avec un python 220 mètres dans un deux-pièces tistes. Une manière serpentine ondule gentiment en circonvolu- s, digressions, nœuds du dis-

cours sur lui-même, impropriétés de termes, automatismes d'expressions. Nous avons là un art très dominé de la dérision, du coq-à-l'âne, de l'a-peu-près et de la fausse logique.

« Un ton nudiste humain, démographique »

L'auteur s'amuse et nous amuse avec les mots, la syntaxe, mais il va bien au-delà du pur jeu verbal. « Il y a longtemps que le style ne fait pas son travail. Ce n'est pas le papier d'emballage qui compte, et moi, je croie à l'intérieur. Je cherche à garder tel un ton nudiste, humain, démographique. » Rien, dans Gros-Cailin, n'est gratuit, les drôleries du lan- sage, les surprenants méandres du discours, les facettes d'une imagi- nation où sont raillées nos piteux efforts pour améliorer notre condi- tion : la politique, l'amour ou la psychanalyse... Plutôt que ces remè- des, autant s'inventer un python.

Vous auriez pu prendre un animal plus attachant, lui objecte-t-on. « Les pythons sont lants par nature », répond Cousin. Mais il y a évidem- ment à ce choix beaucoup d'autres raisons. En tant que serpent, les pythons sont déjà lourdement char- gés du point de vue symbolique. L'auteur, ici, va plus loin : les pythons vivent enroulés sur eux-mêmes, ils

sont l'objet d'une réprobation uni- verselle. Leur présence réelle ou imaginaire rend compte des échecs sentimentaux ou scolaires ; enfin, ils tuent. Le narrateur assure qu'ils le font dans une joyeuse effervescence mais que très vite la nouvelle peau devient identique à l'ancienne. Ainsi, tantôt Gros-Cailin rassemble à son propriétaire, qui d'ailleurs, par mo- ment, va jusqu'à se confondre avec lui, tantôt par ses nœuds, il évoque l'humanité et ses espoirs révolution- naires toujours déçus.

Restent, enfin, coassées ou sca- breux, tous les effets qu'on peut tirer d'un python vivant en appartement, quand on finit de prendre au sérieux son existence. L'auteur, qui cultive aussi bien la grosse farce gauchiste que l'esprit le plus fin, ne s'en prive pas. Voltaire non plus dans ses contes philoso- phiques. Gros-Cailin cause à son maître des ennuis incongrus avec la femme de ménage, les voisins, la police. Quel merveilleux trait d'union qu'un python ! Il a même inspiré à Cousin l'amour transi que celui-ci nourrit pour sa collègue de bureau, une noire fille de la Guyane : elle vient, comme lui, de la lointaine Afrique, elle est en butte au même racisme.

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 14.)

LES « SAMEDIS » DE PIERRE VIANSSON-PONTÉ

« Des jours entre les jours »

* De Pierre Viansson-Ponté. Stock, 330 pages, 35 F.

LES journalistes, en général, ont à parler dans les jour- naux de ce dont on parle dans les journaux : l'information, l'événement, l'important ou l'important. Persuadés, par expérience, de la constance du mensonge des puissants et des co- cheries des « grands », ils sont enclins à croire qu'il y a un secret des dieux. La plupart du temps, il n'y a pas de dieux, et leurs secrets sont, en général, de Polichinelle. Tout le monde savait que Nixon était un politicien truant : ses « transcripts » le met- tent soudain nu : il pense et parle comme les naïfs croient que par- lent les chefs de bande et les char- riers. Il n'y a plus de charnières, mais qui connaît les camions ou sait qu'ils parlent bien plus délica- tement que Nixon ? Tout le monde sait que la C.I.A. se mêle de ce qui regarde la General Motors. Mais quand William Colby, direc- teur de la C.I.A., « révèle » ce qu'il a entrepris son agence pour avoir le peu d'Allende, ses « révélations » ressemblent exactement à ce qu'on savait déjà sans le savoir. Le jour- naliste peut seulement espérer être plus rapide que Polichinelle à im- primer les secrets de Polichinelle.

Simple question de chance et de vélocité. Un peu plus courageux que les autres, et plus intelligent. Mais, au terme, quels que soient sa curiosité, son talent et son caractère, il parle, finalement, de ce dont on parle dans les journaux.

Pierre Viansson-Ponté a été pendant des années et reste un journaliste politique qui pro- longait son travail quotidien par les essais de l'historien pres- que immédiat. Fin, bien ren- seigné, sachant être versatile par scrupule plus que par humeur ou caprice. Puis, un jour, dans les pages de ce journal, il a semblé prendre une sorte de retraite ou de retrait, s'embusquer non plus au cœur de la tempête ou au centre du tourbillon mais dans la marge. Pratiquer un journalisme « non événementiel ». Et il semble qu'à ce moment son travail a pris une portée, une dimension et une péné- tration assez rares. Le recueil qu'il

publie aujourd'hui, « Des jours entre les jours », choix de ses essais du samedi, me paraît confir- mer ce dont on avait le sentiment en le suivant semaine après se- maine, celui de lire dans un jour- nal (qui pourtant s'efforce d'être « différent ») ce qu'en général on ne lit pas dans le journal.

L'invisible quotidien

L'invisible quotidien, le non-dit, le sous-jacent, ce qu'on vit sans le voir, ce qu'on voit sans le regarder, les humeurs collectives diffuses et presque imperceptibles, les muta- tions des mœurs si progressives que mal saisies, c'est la matière que Viansson-Ponté a décidé d'explo- rer. Il a entrepris d'essayer de don- ner à voir ce qui crève tout les yeux, que peu de gens l'aperçoivent ; de dire ce qu'on ne songe pas à dire, ou n'ose pas. De tenter de comprendre, là où la plupart estiment qu'il n'y a rien à com- prendre.

Il arrive que cet attachement à

dire le non-dit prenne l'apparence trompeuse des « pieds dans le plat ». Personne n'ose parler de la maladie du président Pompidou. Viansson-Ponté le fait soudain. Mais la « révélation » devient ici non pas soul de frivole de choc et scandale, mais réflexion nécessaire sur le pouvoir personnel, sur le rap- port « éternel » entre l'état de santé de Cléopâtre et le destin de « son » peuple, sur le rapport his- torique entre la concentration des pouvoirs dans un seul homme — fragile, mortel — et cette fragilité même.

Plus souvent, ces éclats noirs et constants qui « ne se peuvent regarder en face », le choix que font, coup sur coup, du moment de leur mort des hommes à la fin de leur âge (un grand psychiatre, un grand médecin, un ethnographe, deux écrivains, un haut fonction- naire de l'UNESCO), provoquant la réflexion de l'écrivain.

CLAUDE ROY.
(Lire la suite page 19.)

Le livre des "trois Maria"

par Maria Isabel Barrero, Maria Teresa Horta, Maria Velho da Costa

Nouvelles lettres portugaises

Maria Isabel Barrero
Maria Teresa Horta
Maria Velho da Costa

Coll. Combats dirigée par Claude Roy
320 pages 35 F

SEUIL

EN MARGE DES MARGES

« FOKOULI », de Rezvani

Un tort que ne partageraient pas seu- lement le Dieu du Nouveau Testament crucifiant son fils ni Eichmann, mais tous les dirigeants de l'Est comme de l'Ouest, tout homme de carrière et d'action, quiconque croit à « deux et deux font quatre », Einstein en tête ; jusqu'aux chirurgiens qui ont converti de cicatrices sa mère cancéreuse et aux accoucheurs qui secouent les nou- veau-nés lents à lancer leur premier cri.

C'EST en fait dans ses propres souvenirs d'orphelin clochard que Rezvani reconnaît ses véri- tables racines et qu'il replonge le plus volontiers : vers le Paris encore vil- lageois d'après guerre et la rencontre avec Lula dont, après les réels inef- facables des premiers livres, il ne peut que redire la nostalgie.

Tout au plus y ajoute-t-il une note de méchanceté, notamment pour le passé qui ne cadre pas avec son culte d'un amour prédestiné. Prés- entée jusqu'à comme une pauvre victime, la comédienne Pauline avec qui il vivait avant Lula est rendue responsable du déguisement de pou- pée platine qui a fini par la tuer, et son souvenir, lié à celui d'une rale mutilée, est si piétiné avec un achar- nement où se dément l'horreur des violences abrahamiques.

Il faut dire que le chat sauvage de La Garde-Freinet se sent de plus en plus traqué dans son bonheur et contraint de sortir les griffes. Pour lui, qui ne voit d'autre avenir au monde qu'un dégoût de ferraille ou d'amante, et qui a tenu expressé à ne laisser aucune descendance, l'unique trésor de l'amour au présent, sous un ciel pur, est de plus en plus compromis.

A l'agression des nouvelles du monde et d'Iran, des avions et des hélico- ptères, des bulldozers et des bétonneuses qui saccagent le site et excitent le pay- san, s'ajoute une menace d'autant plus dérangeante qu'elle s'inspire des mêmes répliques que celles de l'au- teur à l'égard de la spéculation, de la pollution et du conformisme : l'afflux dans les Maures de nouveaux margi-

naux, dont la description, sous forme d'excursions imaginaires, forme le noyau de Fokouli, et sa réussite.

Il y a d'abord le Val-Fokouli, où des dizaines de vieillards sont pri- vés du calme qui était leur raison de vivre. Il y a la clinique, où le « psycho-gynécologue » Fallope met à secourir une maîtresse de 68. Il y a la bergerie de Blangonidien, où les puissants du monde entier, Brejnev y compris, jouent les Marie-Antoinette et notent leur mauvaise conscience sous les flocons de laine.

Voilà. Mémoires, ou une quarantaine d'invertis « libérés » restaurant de

ses propres fantasmes, Rezvani com- pose une galerie de monstres terri- fants ou grotesques, à l'image des modes et interrogations actuelles. Seul en sort innocent et beau, parce que ressemblant au sien, un couple nomade coupé du monde par son bonheur narcissique.

TEL est en effet le modèle cé- lèbre — sinon recommandé — par lequel la logique sociale le rend invivable en grand nombre et lui interdit jusqu'aux joies de la procréation. « Il ne faut pas faire d'enfants si on n'est pas d'accord avec la société ou si on croit à l'amour fou », pro- fesse l'auteur à un de ses nombreux lecteurs-écrivains, qu'il regrette de voir affublés la plus souvent d'un morose enfant unique. Même si on ne bouge guère, comme c'est son cas, il estime que les enfants empêchent l'« envoi toujours possible » et qu'ils obligent à devenir « adultes », c'est-à-dire à la plus régression. Voulant des héritiers, n'est-ce pas avouer, selon Nietz- sche, qu'on ne se veut pas soi-même ?

Cet idéal de la plénitude affective isolée et exclusive des autres s'accorde mal avec les idéologies d'extrême gau- che dont il se voudrait proche. Il souf- fre même de sérieuses contradictions internes. Peut-on à la fois déplorer le massacre des forêts par les fabri- cants de papier et jubiler en écrivain de gros livres à beaucoup d'exem- plaires ? Réserver la nature aux pre- miers arrivants dont on est et arrêter le progrès au niveau qui vous arrange — chères vieilles six-cylindres ou Remington, — bref, fermer la porte derrière soi, n'est-ce pas une forme d'égoïsme bourgeois et passifiste ? N'est-il pas injuste de reprocher leurs tensions aux communautés de plus de deux personnes ?

Mais une utopie ne se discute pas. Et celle-ci a la mérite d'inciter à inventer aujourd'hui une voie aussi neuve et personnelle qu'en 1950 l'amour fou dans une cabane des Maures. Elle a aussi l'avantage de dévaluer la fausse monnaie du « caractère », la

culpabilité judéo-chrétienne et le désir de reproduction, au profit du plaisir, considéré comme premier acte artis- tique et fondement de l'humanité. Renonce à être le « jeune » que condamne déjà Dostoïevski, se vou- loir faible comme une fleur, gratuit comme un vol nuptial !...

E' puis cette sagesse, du fait même de son fin, nous vaut une des réussites d'écriture les plus im- prévisibles, les plus instables qui soient. Parfois le sonnet de se démarquer des modèles trop polis et de l'insti- tution littéraire tourne au procédé désormais banal : collage d'articles de presse et de photos, premier jet mal digéré, onomatopées de « coucou » et autres enfantillages de gosse jouant à taper avec deux doigts. Mais sou- vent Rezvani trouve, comme à l'im- proviste, la « langue fluide libre sans syntaxe ni règle toute en joie neuve et émerveillement » dont le rêve fut à l'origine de sa vocation, et l'inven- tion à celle de son succès.

Tout en gardant les réflexes du peintre qui laisse l'œil se perdre dans la pâte des couleurs jetées — ici des giclées d'adjectifs bruts comme « chaotique désolé brumeux » ou « luisant blafard blet », — il opère le passage, qu'il a décrit lui-même, entre la pein- ture qui « poignarde le réel » et les mots qui en imitent le « flou pour aveugle », dans un « mouvement conti- nu » formant une « roue sans fin de paroles volantes ».

Joint au goût inné de l'exagération et du glissement dans le conte fabu- leux, ce style derviche à la don de susciter des visions qui font penser, fautive de référence persane, à Rabelais et Swift. Certains passages de la vi- site des Maures ont la truculence inventive des guerres microbotiques et l'ampleur mythique de Gulliver.

COMMENT douter de l'atavisme, après cela, et à quel bon cher- cher plus loin les racines de Rezvani ? Malgré quarante-cinq ans d'Europe sans famille sur quarante- six d'existence, c'est bien le petit-fils du conteur des sables, Mahmoud le « menteur-né », qui continue de faire monter les cordes au ciel à force de paroles en l'air et de maltriser, en les nommant au petit bonheur, les enre- tements de Dieu !

(1) 428 pages, 35 F.


Par
Bertrand
Poirot-Delpech

vieilles pierres en tenue de musé- hall, perruques, satin et strass : la Grande-Eugène et l'Alcazar aux champs. Voici leurs homologues des- cendus (de) de leur chaireuse d'été, treacées en jeep et battle-dress, plus phallosomates qu'une section de paras en opération de nettoyage, ce qui nous vaut entre les deux dans une baucha- nale épique.


Puis loin, ce sont les névroses d'un Breux rustique qui préparent leur « ré- insertion socio-dynamique » en fai- sant tristement l'amour à plusieurs avec des masques de Walt Disney.

Allez, encore, c'est une vieille femme qui garde des enfants anormaux avec le dévouement aberrant d'un in- stinct maternal maternel. Tels autres n'ont pris de l'évangile écologique que ce qui convenait à leurs besoins intacts de violence et de lucra. Et ce- lui-ci qui aime d'amour un porc, celui- là un enfant muet.

A partir de modèles que les habitants de la région peuvent identifier, et de



Fredrica Wagman
Playing House
ou les jeux réprouvés



Leslie Gaspar
Ivan et Igor

SEGHERS : une entrée dans le roman

Un climat de chaude sensualité, une pureté perverse, un univers de désir recréé hors du monde

Un roman insolent, iconoclaste, désinvolte, à la fois drôle et troublant

Roman/Seghers

la rentrée romanesque aux

EDITIONS FRANCE-EMPIRE

HENRI SPADE
LA GRIMPE 23,50 F

ALBAN VISTEL
L'HEURE OU TOMBENT LES MASQUES 28,25 F

MAURICE TOESCA
LE CIRQUE DE FAMILLE 23,50 F

LUCIEN RESCH
UN ETRANGE PELERIN 23,50 F

ALAIN AYMARD
LE ROND-POINT DES POIVRIERS 28,25 F

JEAN BERTOLINO
LES ORANGERS DE JAFFA 32,65 F

VLADIMIR POZNER

mal de lune

Un chant d'amour pour une planète perdue : la Terre

JULLIARD

VASSILIS ALEXAKIS ou le lutin sur le fil du rasoir

★ LE SANDWICH, de Vassilis Alexakis, Ed. Julliard, 202 p., 33,55 F.

Il y a des livres qui s'échappent d'une production littéraire trop sage en poussant des « couacs ». Ainsi, le vilain petit canard d'Alexakis. C'est, écrit-il, l'histoire d'un type qui tue sa femme, puis qui mange un sandwich. Deux actes essentiels, précédés de toute une série de faits parfaitement loufoques !

Le narrateur, qui se cache derrière le nom d'Alexakis pour mieux mentir, est un personnage à multiples dimensions. Tantôt il est jeune homme raisonnable, tantôt cadre pétrifié d'ambitions, ou petit garçon, ou encore amoureux. Seule, la folie — un sérieux grain — relie les dédoublements d'Alexakis. Toutes les variantes de la folie douce à la meurtrière, l'auteur mélange les mots, les phrases, les faits, pour en faire une sorte d'ironique pâté de latex qui pendouille et se rétracte de tous côtés. A moins que ce ne soit du plastique. En tout cas, si l'on plonge là, on ramène un « dialogue de deux pêcheurs sur les bords de la Seine » au milieu d'une « cérémonie de mariage en province » ; si l'on secoue par là, surgit « une conversation entre deux oiseaux (A et B) » vite interrompue par un « petit garçon gourmand dévorant un pot de confiture ».

Au lecteur de se débrouiller avec la mixture d'Alexakis : il aime ou il n'aime pas. L'auteur continue à ramener sa sauce avec un rituellement et une jubilation extrêmes. Alexakis est aussi un dessinateur. Cela se ressent à travers les textes où les personnages s'expriment comme dans une bulle. Parfois, bien sûr, le dessin est sans légende. Ou bien les mots sont « en dehors » de l'acte comme dans ces dessins de comique absurde. Et cet enfant de la bulle raconte cela d'un ton faussement naïf.

Il faut se méfier de ce comique : la violence le fait soudain scotcher. Le lutin Alexakis danse sur le fil du rasoir. Avec lui, les banalités quotidiennes — telles que conversations de bistrot, messages publicitaires, titres de journaux — prennent un sens déconcertant. L'histoire d'amour, si l'on peut dire, qu'il raconte, est, qui est inspirée de la presse du cœur, se termine comme un fait divers de la grande presse.

Finalement, Alexakis, ainsi qu'il l'avait annoncé, tue sa femme. Pire, il la démonte, la débite et l'apparille. Ce qui ne se fait pas. Puis, il va manger, un casse-croûte (pâté) pour oublier. Au lecteur de digérer.

BERNARD ALLIOT.

★ SOLEIL SECRET, de Michel Bataille, Julliard, 228 pages, 29,95 F.

Il y aura bientôt trente ans que Michel Bataille a entrepris, dans l'extrême jeunesse, son œuvre romanesque, mais il l'a interrompue pendant une quinzaine d'années pour se donner à une autre œuvre, qui n'est pas sans ressembler dans ses livres : par les thèmes — celui surtout de l'artiste et de la création, mêlé à ceux de l'architecture, de la paternité et bien entendu de l'amour — et aussi par la conception et l'exécution par une technique éprouvée, solide, parfois trop technique ou qui se plaît trop à échauffer. C'est un constructeur. Et qui bâtit avec régularité : un livre par an. Dont un recueil de poèmes, un essai sur l'urbanisme ou plutôt l'art de détruire les villes, une biographie de Gilles de Rais (affaire criminelle et érotique devenue une affaire de famille : je fais allusion au livre de Georges Bataille Michel est le neveu de Georges).

Soleil secret nous paraît le plus libre de ses romans : sans souci d'être éducatif, démonstratif ou allégorique ; avec le seul dessein de montrer l'homme à nu et à crû ; de dire ce qu'on a à dire et même de le dire. Peut-être s'ennuierait-il que mieux ses lectures, professionnelles ou non. Car, en tout cas, qui demeurent sensibles à une « histoire », à la représentation, moins fallacieuse qu'on le dit, de la vie et des âmes.

Soleil secret est un roman de narrateur, selon un modèle illustre : « Je » n'a pas de nom. Le lecteur, dans sa naïveté confond auteur et personnage ; l'auteur aussi, du reste, mais lui seul sait à quels moments. « Je » est un architecte qui a inventé des modes de construction révolutionnaires. Il se trouve bien, comme malgré lui, à la tête d'une énorme entreprise où entrent les banques : elles l'émancipent, lui, ses inventions, ses méthodes et ses exigences de qualité, pour exploiter une carrière plus profitable. Juste au moment où sa femme vient de le quitter, lui, laissant généralement leurs deux enfants. Dans ce naufrage, une île : la grande, vieille et belle île où il peut se réfugier, l'écarter, son cœur, sa volonté, indestructible, et qui n'a pas besoin d'être « faite ». Reconnaitre et œuvre martellée qui le sauvent : il va redécouvrir la vérité des choses ; où l'amour le rejoint ; où un sculpteur va se révéler en lui. Sur quoi, la firme en difficulté fait appel à son fondateur : suprême revanche, — et fin presque trop morale. Cela tourne au conte de fées avec le banquier changé en homme. Mais, après d'énormes épisodes, « Je » refuse de rentrer dans la « carrière » dans le jeu misérable des maîtres-ouvriers. Le livre s'achève sur la vision

Michel Bataille, bâtisseur de bonheur

à la représentation, moins fallacieuse qu'on le dit, de la vie et des âmes.

Soleil secret est un roman de narrateur, selon un modèle illustre : « Je » n'a pas de nom. Le lecteur, dans sa naïveté confond auteur et personnage ; l'auteur aussi, du reste, mais lui seul sait à quels moments. « Je » est un architecte qui a inventé des modes de construction révolutionnaires. Il se trouve bien, comme malgré lui, à la tête d'une énorme entreprise où entrent les banques : elles l'émancipent, lui, ses inventions, ses méthodes et ses exigences de qualité, pour exploiter une carrière plus profitable. Juste au moment où sa femme vient de le quitter, lui, laissant généralement leurs deux enfants. Dans ce naufrage, une île : la grande, vieille et belle île où il peut se réfugier, l'écarter, son cœur, sa volonté, indestructible, et qui n'a pas besoin d'être « faite ». Reconnaitre et œuvre martellée qui le sauvent : il va redécouvrir la vérité des choses ; où l'amour le rejoint ; où un sculpteur va se révéler en lui. Sur quoi, la firme en difficulté fait appel à son fondateur : suprême revanche, — et fin presque trop morale. Cela tourne au conte de fées avec le banquier changé en homme. Mais, après d'énormes épisodes, « Je » refuse de rentrer dans la « carrière » dans le jeu misérable des maîtres-ouvriers. Le livre s'achève sur la vision

de la sculpture géante qu'une ville neuve a commandée au sculpteur-construteur, édifée à la pointe d'un cap : signal de repulser et de feu, comme un arc-en-ciel sur la mer.

Hors de ce schéma ténant, bien entendu, l'essentiel et le vrai de cette aventure humaine qui retrouve sa dimension spirituelle dans l'épreuve grâce aussi à une philosophie faite de l'union, très libre d'un christianisme personnel et de la sagesse hindoue ; pour « Je », Dieu n'a qu'un nom : Dieu. Le récit charrie la réflexion du moraliste, les questions, les idées. Si on veut d'un mot, la clé du livre, voici : « Sous les apparences de la pure douleur, la chance comme la foudre : l'âme sort à comp sur son bonhomme ».

Rassurons toutefois le lecteur vraisemblablement : il conviendrait tout se content d'implications : « Je » n'a pas de nom, « Je » n'a pas de nom, « Je » n'a pas de nom. N'empêche que rien n'y fait : cette histoire est une histoire de bonheur. Et d'ailleurs pleine d'humour, avec de grands coups de gauchisme. Or le moins qu'on puisse dire, c'est que le bonheur, pas plus que « l'histoire », n'est à la mode en littérature. Lui aussi, pourtant, il existe.

La recherche « sexuelle » n'est pas le fort de ce maître-maçon du roman. Peut-être même s'en est-il montré un trop méfiant indifférence à l'écriture ; mais plus manifeste, il ne semble, dans certains de ses romans précédents. On pourrait simplement souhaiter qu'il se surveille de plus près, pour la négligence et la facilité. Ne pas répéter — involontairement — la même citation à chaque bout de livre ; et surtout : moins de citations. S'exprimer de paillard dans les décharges publiques (« Nous sommes tous des morts en marche »). Vieux. Le roman est emporté par l'élan, la conviction, la sincérité, la générosité ; tout en étant par là, cette force de sympathie qui s'ordonne aussitôt au lecteur parce que celui-ci sent que la vie même de l'auteur traverse le livre, l'emploi de ses battements.

YVES FLORENNE.

Nous avons lu

Il est des éditions et des rééditions posthumes qui plaquent l'auteur à une distance telle que la mode ne peut plus changer — une distance classique. Après *Timolone*, après *le Temps défilé*, voici, d'Amédée Ponceau, *Paysages et destins balzacien*, avec une magnifique préface de Robert Kemp. Ce qui se donnait à penser dans l'introduction philosophique sur le mode didactique — l'accord varié et variable entre les hommes et les choses — se laisse lire sur le mode pictural dans ce petit livre charmant, au sens propre du mot. C'est par le recours au voyage que le lecteur est associé au souci du paysage. Les premiers héros balzaciens sont alors la route et la diligence : le monde de la *Comédie humaine* est un monde où l'on voyage. Les voyages réels de Balzac deviennent *Réels et rêvés* : tandis que les voyages rêvés rendent réels les réels, les réels et les rêves. Voici la vérité d'Alceon révisée par la *Vieillesse* et par la *Comédie des Antiques*. Voici le monde des *Choses* inscrit sur la place aux arbres de Fontenay. Le dessin de la *Femme abandonnée* se lit sur les traits de Bayeux, orgueilleuse et morose. Ainsi voyageons-nous entre les rêves et les choses de Guérande au val de Loire, de la maison Grandet à Saurin, par le pont de Tours, à la vallée du Lot.

Le livre fermé, le lecteur se demande : que signifie que les choses soient « pays » pour l'homme ? Est-ce métaphore, morte de venir ceux-ci pour des « villages » ? Et qu'est-ce que « peindre » quand on n'a que les mots ? Le langage n'est-il alors qu'un effort vain pour rompre le saut de paysage ? Ou bien est-ce au contraire le paysage dépeint par le romancier qui révèle la véritable nature de la peinture, laquelle ne fait jamais voir, mais se borne à indiquer, à faire signe ? En nous donnant ces questions, Amédée Ponceau continue en nous l'introduction philosophique. (Beauchamps, 220 p., 37 F.) — Paul Ricœur.

Paysages et destins balzaciens d'Amédée Ponceau

Une fameuse découverte

(Suite de la page 13.)

De quoi, de quoi se moque-t-on (et ?). La question vaut qu'on la pose, le loufoque, la fantaisie n'étant que moyens humoristiques pour appréhender le fond des choses. Un fond triste, bien entendu, où se reflètent les lendemains de Mai qui déchantent : les nuages s'étaient soudain dénoués ce printemps-là. « Mais, en mai 68, se rappelle Michel Cousin, j'ai tellement peur que je ne suis même pas sorti de chez moi pour aller au bureau. » Gros-Cailin, ou plutôt son maître, aspire pourtant à quelque chose : « à la naissance avec vie », qui est à l'opposé de « en droit sacré de la vie par voies urinaires » si hautement proclamé par les adversaires de l'avortement, qui sont une des cibles favorites de l'auteur. A quel servent-ils, quand nous sommes tous des avortés, des « pré-naturés »... Tous, sauf deux héros de la Résistance, Jean Moulin et Pierre Gros-Cailin, qui sont avec le python les valeurs-refuges de cet étrange mal-aimé, ligoté par l'impuissance il a l'air de tomber comme des cheveux sur la soupe, ces deux-là. A voir tout se tient là, tout a sa raison d'être il est comme un vrai sac de nouilles joliment bien ficelé, ce livre déplaçant, tendre et corréatif.

Il n'y manque même pas la touche de poésie qui vient du rêve, de l'imagination en délire. Ce Charlot romanesque, plus « schizo » que nature, qui souhaite « la fin de l'impossible avec l'existence des choses », ne se voit pas seulement en poulet, comme l'autre, dans la *Ruse vers l'or*. Il généralise le procédé, se fait python, souris blanche, perroquet.

Une forme quasi inédite de la satire, mais qui ne manque pas, comme tout inédit, de répondants : Raymond Queneau, Boris Vian, Bounet et Charlie Chaplin président à l'avènement de Gros-Cailin. Une satire surréaliste de l'homme du vingtième siècle pris entre ses aspirations et le déni que leur opposent non seulement la société — c'est vite dit — mais encore la nature et ses lois. « Je suis un acte contre nature », proclame le narrateur. Que reste-t-il d'autre après cela si ce n'est mettre l'imagination au pouvoir, faute de quoi, comme Michel Cousin, nous resterons enroulés sur nous-mêmes, façon python ?

JACQUELINE PIATIER.

Échos et nouvelles

— L'ACADEMIE GONCOURT se déplacera du 19 au 26 octobre prochain à Montréal pour répondre à l'invitation officielle du gouvernement canadien. Cette invitation fait suite à la désignation comme membre étranger de l'Académie de M. Roger Lemelin, et s'inscrit dans la politique de liens plus suivis avec les pays francophones menée par l'Académie depuis deux ans. Politiques qui l'a fait assister l'an dernier, en Belgique, aux fêtes universitaires de Collette et l'a fait se déplacer, en Suisse, pour remettre officiellement son prix à Jacques Chessex. Le prix Goncourt 1974, quant à lui, sera toujours attribué chez nous le 18 novembre prochain.

— LE DEUXIEME CONGRES INTERNATIONAL POUR LA DEFENSE DE LA CULTURE, organisé par le Centre culturel italien (CIDA), qui vise à promouvoir une culture décapée du marxisme, se réunira à Nice (France) des expéditions du 27 au 28 septembre. Parmi les intellectuels qui y participeront, citons MM. Robert Aron, Jacques Chatelet, Louis Legrand, Ringuelet de l'Académie française, Pierre de Boisdeffre, Georges Elgoy, Louis Pauwels, le professeur Quentin-Britton, etc.

— L'ŒUVRE MAJEURE du philosophe hollandais P. van Inwagen, *Les Conseils ouverts*, va enfin paraître en traduction française. Les éditions Belfrage, qui assurent cette publication, ont ouvert une souscription. S'adresser : 28, rue Henri-Barbusse, Paris-13. Prix de souscription : 35 F.

— L'HISTOIRE DES FRANCS, de Grégoire de Tours, fait l'objet d'une publication en deux tomes chez Denoël-Gonthier, dans la traduction de Robert Latouche, publiée dans la collection des « Universités de France », sous le patronage de l'Association Guillaume-Budé.

(Publié)

Une « RELATIVE » sociale ? Boulevardant les philosophies et les sociologies traditionnelles ? Début octobre un ouvrage fera une tentative dans ce sens.

EDITIONS GILLES TAUTIN
71, rue Louis-Blanc - Paris (10^e) - Tél. 206-41-75

— LES « FORMES POLITIQUES DES TROUBADOURS », choisis et commentés par Henri Gougaud, viennent d'être réédités par Belfrage. (173 pages, 21 F.)

FANTASIE

Première revue française de
SCIENCE-FICTION
au sommaire du n° 29 :

Inédit de
J.-G. BALLARD
extraits de son roman
« L'île de béton »
à paraître chez Calmann-Lévy

Les paradoxes des univers de
Gérard KLEIN

Le peintre
Jacques WYRS

Entrée avec
Michel JEURY

Nouvelles inédites de
G.-O. CHATEAU-REYNAUD
Pierre FERRAN
Michel JEURY
J.-F. THOMAS

2^e Convention européenne de science-fiction
etc.

et les rubriques habituelles
PANORAMA DU CINÉMA
LA VIE LITTÉRAIRE

Le numéro 10 F (Rtr. 11 F)
4 numéros 30 F (Rtr. 34 F)
8 numéros 52 F (Rtr. 60 F)

Sommaires complets des numéros
disponibles, sur demande

Horizons du fantastique (LIM)
152, bd Voltaire, 92600 Amélie.

مكتبة الادب

SEPTEMBRE 1974

LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES

ESSAIS ET DOCUMENTS

POLITIQUES

* **Alvaro Cunhal : Portugal, l'aube de la liberté.**

Éditions sociales, 246 p., 12 F.

Nul doute que le « printemps portugais » de 1974 ne doive provoquer l'éclosion de tout un parler de livres. Le premier disponible en français, et l'on excepte une traduction de l'ouvrage du général Spínola, *le Portugal et son futur* (1), est un ensemble de textes écrits par le secrétaire général du parti communiste portugais, Alvaro Cunhal.

Ce livre décline la genèse des événements qui, le 25 avril à Lisbonne, conduisirent au renversement de Marcelo Caetano, et à la prise de pouvoir par l'armée. Bien que s'y préparant depuis quarante-huit ans, le parti communiste n'a pas joué un rôle essentiel dans le déroulement de ces événements, même si certains des membres du « Mouvement des capitaines » étaient froids de marxisme. Mais comment un parti qui n'a connu, en tout et pour tout, que sept années d'existence légale depuis sa création, il y a cinquante-quatre ans, peut-il apparaître, seulement cinq mois après le 25 avril, comme la seule vraie force politique organisée au Portugal ?

Analyse minutieuse des raisons de tant d'échecs, exaltation inlassable de tant d'obscurs dévouements, le livre d'Alvaro Cunhal, si rugueux soit-il, aide certainement à comprendre ce brusque épanouissement. — J.-P. C.

(1) Flammarion, 235 p., 22 F.

* **Michel Cardoze, Jean Le Lagadec : 49 %, naissance d'une majorité.**

Éditions sociales, 224 p., 12 F.

Michel Cardoze et Jean Le Lagadec, tous deux journalistes à l'Humanité, racontent et analysent la campagne pour l'élection présidentielle, en communisme. C'est pourquoi, au passage, ils n'hésitent pas à égratigner l'auteur d'un précédent ouvrage sur le même sujet : Michèle Cotta (la V^e République). En outre, Cardoze et Le Lagadec apportent des précisions nouvelles sur la première candidature de M. François Mitterrand, en 1965, et sur les contacts secrets qui avaient eu lieu, à l'époque, entre le député de la Nièvre et des émissaires du P.C.F. — T. P.

Syndicaliste en liberté

* **SYNDICALISTE EN LIBERTÉ**, de Gilbert Declercq, Le Seuil, 23 F.

« Mon ambition n'a jamais été d'être un dirigeant syndical, mais d'être un militant ouvrier, et on ne peut y parvenir qu'à condition de goûter à toutes les joies humaines qui sont celles du peuple tout entier. »

Ainsi se définit Gilbert Declercq, ce Breton qui a été l'un des grands bâtisseurs de la C.F.D.T. des pays de la Loire, dans « Syndicaliste en liberté », livre-interview qui est à la fois un témoignage et un autopsychogramme.

N'avoir pour unique activité que le syndicalisme, c'est compromettre son propre équilibre et ne pas répondre à fond au service des autres : « Les loisirs, la vie familiale, l'amour, tout cela forme un tout. » Épanouir sur son bateau, il l'est aussi au cœur d'une « manif ». Il y est aussi heureux qu'en mer.

Depuis trente ans, cet animal syndical — comme on dit — bête de théâtre — n'a cessé d'être sur la brèche ouvrière. Cela a commencé par « son serment » du début de Front populaire, de 1935, l'occupation de la C.F.D.T., qui va égaler la C.G.T. dans la région nantaise, la marche sur Paris et de l'Ouest qui se suivent en 1965, et d'autres épisodes sont retracés, en même temps que le parcours de Gilbert Declercq dans la C.F.T.C., qui se laisse et, turbulente, anticonformiste, découvre le socialisme. Celui qui se gausse des « soixante-huitards » comme des staliniens et s'est écrit : « Ras le bol les gauchistes », dit aussi comment, après quelques années de P.S.U., il est parvenu au « socialisme qui sera heureux ou ne sera pas ».

« Un mensonge », selon le mot paternel qui se veut insistant, « de relayer le défi », réplique Gilbert Declercq, en ajoutant : « Le danger permanent, pour celui qui se voit confier des responsabilités, c'est de devenir « quelqu'un », de s'installer confortablement dans des certitudes. » Rien n'est plus étranger à l'homme qui se livre dans ces pages sans plus tricher avec la classe ouvrière qu'il ne le fait avec l'océan. — J. R.

* **Henri Arvon : le Gauchisme.**

F.U.F. Collection « Que sais-je ? » n. 128 p., 5 F.

Spécialiste de la gauche hégélienne, Henri Arvon, professeur à la faculté de Nanterre, nous propose, après ses études sur Feuerbach, Stimer et Bakounine, une synthèse des principaux courants théoriques du « gauchisme ». Il montre comment l'utopie a retrouvé les faveurs de la jeunesse, alors qu'elle tend à disparaître des programmes politiques. Ce livre, très complet malgré sa brièveté, confronte toutes les tentatives pour réunir Marx et Rimbaud. — J.-M. P.

SCIENCES HUMAINES

* **Alain Gras : Sociologie de l'éducation : Textes fondamentaux.**

Larousse, 392 p., 42 F.

Maître-assistant à l'Université, Alain Gras a rassemblé les textes fondamentaux de la sociologie de l'éducation en les ordonnant autour de quatre orientations principales : l'approche humaniste, qui procède d'une recherche moralisatrice, l'approche économique, dont le premier souci est de mesurer la rentabilité, l'approche interpersonnelle, dans laquelle prédomine l'étude de la socialisation, et l'approche marxiste, qui insiste sur le moyen de conservation sociale que constitue l'école. Ce précieux recueil d'articles jusqu'alors éparpillés permetra aux enseignants de comprendre l'idéologie sous-jacente à leurs cours et aux enseignants de saisir selon quels principes ils sont éduqués. — J.-C. T.

SOCIÉTÉ

* **Dictionnaire universel de la franc-maçonnerie.**

Éditions du Prisme, 17, rue Saint-Marc, 75002 Paris. 1 517 p., 224 F.

Daniel Ligou, docteur ès lettres, professeur à la faculté des sciences humaines de l'université de Dijon, vient d'achever, à la tête d'une équipe de cent quarante collaborateurs, où l'on relève les noms d'historiens comme Albert Soboul et ceux des plus grands dignitaires et spécialistes de la franc-maçonnerie, un ouvrage considérable et ambitieux qui comble un retard dans la littérature maçonnique en langue française. Dans ce dictionnaire alphabétique qui constitue une véritable somme, tous les pays du monde où la franc-maçonnerie existe (ou a existé) font l'objet d'un article. Les francs-maçons célèbres de ces pays sont traités en fonction de leur importance maçonnique. Tous les rites, tous les symboles maçonniques sont étudiés. Les notices biographiques ou historiques sont rédigées sans parti pris, et là où les sources demeurent sujettes à caution l'insuffisance de preuves est mentionnée. — A. G.

* **Alain Touraine : Pour la sociologie.**

Le Seuil, coll. « Points », 246 p., 9,90 F.

Découvrir comment les sociétés se constituent et se transforment, telle est la mission que s'est assignée Alain Touraine. Aujourd'hui, dans un court essai, il éclaire les conditions du travail sociologique. Le métier de sociologue est rempli de pathétique : celui-ci est persécuté dans les pays totalitaires, et il est réduit à la marginalité dans les nations démocratiques. Il n'y a pas de position satisfaisante pour lui, car il ne peut travailler qu'en détruisant sa propre identité. Tous les sociologues souffrent en permanence de ne pouvoir être des acteurs. Alain Touraine prend la défense des sociologues de la nuit, ceux qui interrogent les exclus et réintègrent les marginaux. Critique du pouvoir, le sociologue n'est cependant pas au service d'un contre-pouvoir. La connaissance ne prépare jamais l'ordre, de demain. Pour la sociologie constitue moins le bilan d'une expérience qu'une invitation au travail. — J.-C. T.

* **Nicole Belmont : Arnold Van Gennep.**

Payot, 268 p., 10,35 F.

La quête de Van Gennep commence au début de ce siècle : au moment où Durkheim éclaire avec génie les courants souterrains de la vie collective, il explore les visages cachés de la réalité populaire. La littérature orale, les rites de la vie domestique, l'exercice quotidien et inavoué du sacré dans l'existence rurale constituent son territoire d'exploration. Territoire ingrat : la science officielle n'y reconnaît pas son bien. Comme Paul Sébillot, comme Pierre Salviat, Arnold Van Gennep travaille en solitaire, accumulant un matériau immense, ultime photographie d'un univers, le nôtre, voué à l'oubli. Nicole Belmont nous restitue ici l'itinéraire de Van Gennep.

Comme l'événement historique, le fait folklorique est une donnée, clairement fléchée. Que signifie-t-il sur le plan du vécu ? Quel est son espace mental ? Van Gennep apporte ici des réponses qui sont à la fois les siennes et celles de son temps. — C. M.

HISTOIRE

* **Leonid Brejnev : Lénine, suivi d'Une vue panoramique de l'œuvre de Lénine, commentée par Gérard Walter.**

« Le mémorial des siècles », Albin Michel, 416 p., 45 F.

On peut trouver abusif que cette « présentation » de Lénine par l'actuel premier secrétaire du parti communiste de l'U.R.S.S. soit, vérification faite, un discours prononcé par Leonid Brejnev, le 21 avril 1973, devant une assemblée générale des notables soviétiques, auxquels s'étaient joints quelques délégués de partis frères. Mais au moins est-on averti : inutile de chercher ici autre chose que la statue posée et vernie des hagiographes. Quant aux textes compilés par Gérard Walter, ils constituent une vue moins panoramique que tronquée de l'œuvre du chef de la révolution russe. On fera une place à part aux citations groupées sous le titre *Lénine juge les hommes* : elles sont habilement choisies et commentées pour présenter Staline comme le successeur légitime, en trahissant des autres dirigeants bolcheviques le plus méprisant des portraits. Un exemple d'histoire officielle, c'est-à-dire d'antihistoire. — P. G.

* **Edouard Bernstein : les Présupposés du socialisme, suivi de Qu'elle ose paraître ce qu'elle est, par Frédéric Bon et Antoine Burnier.**

Bibliothèque politique. Éditions du Seuil, 300 p., 33 F.

Pour Frédéric Bon et Antoine Burnier, le principal intérêt, aujourd'hui, d'Edouard Bernstein est de révéler l'étrange ballet triangulaire qui se joue à intervalles réguliers entre la droite, la gauche et le centre du mouvement socialiste, compris dans son sens le plus large. Cet étrange comportement provient de ce que les auteurs appellent « les antinomies de la raison socialiste », dont la principale, l'antimétrie réformisme-révolution, témoignerait de l'ambiguïté originelle du marxisme. On peut aussi, plus simplement, lire *les Présupposés du socialisme*, réédités pour la première fois depuis soixante-quatorze ans dans une nouvelle traduction, intégrale, comme la pièce maîtresse d'un débat historique. Livre fondamental, qui continue d'affirmer tout haut ce que bien des organisations ouvrières rougiraient d'avouer qu'elles pensent tout bas. — P. G.

* **René Tavernier : l'Affaire Pellet.**

Collection « N'avez-vous jamais ». Presses de la Cité, 246 p., 22,40 F.

Le docteur Eugène Pellet a pris place parmi les assassins célèbres pour avoir fait disparaître, entre 1942 et 1944, vingt-cinq personnes selon la justice, et bien davantage selon lui-même, qui invoquait, il est vrai, le mobile patriotique comme excuse absolue. Les jurés ne crurent pas devoir retenir cette prétention, rien moins que fondée, et envoyèrent le sinistre toulousain à la guillotine. Mais l'affaire, instruite sous l'occupation et à la libération dans des circonstances peu propices à la manifestation de la vérité, n'a pas révélé et ne révélera plus tous ses secrets. René Tavernier trace, d'une plume acide, le portrait d'un « docteur Jekyll et mister Hyde » peuplant la nuit de ses cadavres, entre une enfance où il étouffait des chats dans son lit et l'ultime séjour à la Santé, où il rédigeait, en ricanant, un traité du hasard, dont il devait offrir le manuscrit au président de la cour d'assises. — P. G.

* **Richard Griffiths : Pétain et les Français.**

Calmann-Lévy, 446 p., 50 F.

Voici un des livres les plus censés qui aient été écrits sur Pétain. L'auteur, universitaire gallois, échappe aux poncifs et à la partialité qui sont de règle dès que le sujet est abordé en France. Son Pétain est un chef de guerre de talent et non conformiste que le premier conflit mondial a installé au rang de héros national. À partir de là, l'homme ne cesse d'être un symbole, dans ses trente années de vie publique et par-delà la mort, sans posséder lui-même la somme de qualités, de vertus que réclame son mythe. Sa plus grande faiblesse fut d'avoir cru lui-même à sa stature, alors qu'il ne possédait qu'un très petit nombre de capacités requises pour diriger un pays. R. Griffiths montre que la politique qu'il mena de 1940 à 1944, loin d'être dictée par l'occasion, reflète les idées, sans originalité, qui ont nourri son personnage de héros chargé du destin national : celles de la droite classique abhorraient la France laïque et parlementaire. Les dernières images sont celles d'un vieillard pathétique piégé par l'histoire. — P. G.

* **Léon Daudet : Souvenirs politiques réunis par René Wittmann.**

Préface de Michel de Saint-Pierre. Éditions Albatros, 387 p., 35 F.

L'anthologie réunie par René Wittmann rassemble quelques-unes des meilleures pages des livres que le tonitrueux chef de file de l'Action française a produits avec une abondante facilité. Pourtant, pas plus que ses romans, à peu près tous ratés, elles ne font de Léon Daudet l'un des écrivains les plus complets et géniaux de ce siècle, comme l'écrit complaisamment Michel de Saint-Pierre. Le style est resté brillant, la verve féroce, le trait caricatural et dur. Mais ni le nationalisme dévoué ni l'antisémitisme rance, dont flottent partout les relents, ne peuvent donner le change sur une pensée infiniment moins vigoureuse que la voix qui lui prêtait ses effets. Tout cela est bien vieux, et la vie s'en est enfuie. Au musée Grévin ou la droite française, le « vieux lion » a guère figé. — P. G.

Ces notes ont été rédigées par Jean-Pierre Clère, Paul Gillet, Alain Guichard, Claude Makra, Jean-Michel Palmier, Thierry Prizot, Jeanine Roy, Jean-Claude Texier.



Certains Français
lisent un second quotidien
chaque jour.

(Comme le font 250.000 autres
Européens avertis.)

International
Herald Tribune.

مركز الامم

LETTRES ÉTRANGÈRES

UN RÉCIT AUTOBIOGRAPHIQUE

«Le Lance-Pierres», d'Ernst Jünger

* LE LANCE-PIERRES, d'Ernst Jünger, traduit de l'allemand par Henri Flard, la Table ronde, 225 pp., 36 F.

SEULES les familiers de l'œuvre d'Ernst Jünger ne savent pas déconcertés par ce nouveau roman, *Le Lance-Pierres*, publié en 1973, et remarquablement traduit en français par Henri Flard. Les autres, ceux qui ont pris de cette œuvre à la fois continue, complexe et contradictoire, une vue partielle ou trop hâtive, ne retrouveront ici ni la valence des ouvrages à caractère symbolique tels *Sur les falaises de marbre*, ou les *Abîmes de terre*, ou bien encore *Éthiopie* (1) ; ni, non plus, la manière plus directe d'*Orages d'acier* (2) ou de *Voyage Atlantique* par exemple. Ce livre est une véritable pénétration et incantation, qui a pour objet ce moment où l'existence va se dissoudre et précipiter l'individu dans l'âge adulte : on dirait, l'instant d'un cillement, que tout est — encore — possible. Des destinées adverses se proposent simultanément : ainsi s'ouvrent les branches du lance-pierres qui, à par-

tir du manche, s'écartent l'une de l'autre. Tout se passe, avec ce roman, comme si le « grand vieil homme » des lettres allemandes, se contentant toujours et étant toujours contesté, remontait jusqu'à des origines obscures ; évoquait, sous des masques, l'abri de personnages de papier, les tâtonnements de sa propre et initiale sensibilité.

Dès lors, *Le Lance-Pierres* occupe une place privilégiée dans le déroulement de l'œuvre : livre tardif, il est cependant original. Il répond à une nécessité que l'écrivain repoussait de texte en texte, et qu'il affronte enfin. Il suffit d'évoquer le début de *Sur les falaises de marbre*, où il est dit : « Vous connaissez tous cette introuvable mélancolie qui s'empare de nous au souvenir des temps heureux. Ils se sont enfuis sans retour ; quelque chose de plus insaisissable que l'espace nous tient éloignés d'eux... » pour mesurer les obstacles que doit vaincre Ernst Jünger à l'instant de mener à bien ce roman singulier, qui est, tout à la fois, roman d'apprentissage et auto-analyse déguisée.

L'initiation à la vie citadine

Qu'il y ait, dans le *Lance-Pierres*, bien des traits pris tels quels à l'enfance de l'auteur, nous en avons le témoignage et dans les pages autobiographiques de Jünger lui-même, et dans l'ouvrage de son frère, Friedrich George : *Branches vertes*. Voilà le goût de la terre, avec sa souffrance nourricière, sa pesanteur que le soleil aiguise et que la pluie conforte, ce jeu des lumières sous les hautes-branches, les insectes qui fascinent, — mais aussi l'anneau des débris du visible : une collection de pierres et de tessons, celle-là même que contemple, dans le *Lance-Pierres*, l'enfant Clamor auquel l'idée vient qu'il est « assis au bord d'une mer qui jetait à ses pieds des échantillons de ses richesses profondes — rien que des échantillons. Mais ils froiaient déjà l'insoutenable... » Voilà les enlacements de la rêverie, et c'est peut-être aux qu'il a voulu réduire et détruire le légionnaire puis l'officier Ernst Jünger dans son âge d'homme ! Mais la rêverie est revenue, plus forte : c'est ce dont témoigne le *Lance-Pierres*.

Ce roman conte l'initiation à la vie citadine, au lycée de Brunswick, d'un jeune villageois de treize ans, Clamor Ebling, qui va quitter son patois — le bas-saxon du Hanovre — pour un discours dont la rigueur abstraite et lointaine le déconcerte ; et qui va devoir rompre avec le « temps heureux » du village pour les précipitations et les agitations de la ville et, demain, de la vie adulte. Ce qu'il y a de particulier avec Clamor Ebling, c'est qu'il a connu plusieurs pères adoptifs. Le sien est mort jeune, premier valet dans un moulin. Le meunier prend Clamor sous sa protection, et meurt à son tour. Du coup, le pasteur d'Oldhorst, le village natal, un esprit indéfini, s'occupe de lui. Au terme du livre, c'est Mühlbauer, le professeur de dessin, qui recueillera Clamor.

Le pasteur a un fils : Théo. Celui-ci est de la race des maîtres. Il domine ses compagnons. Il n'est l'enfant de personne. Il applique à ses études et à l'existence une méthode froide et efficace. Clamor est à l'inverse. Son effort vise à maintenir entre les aspérités du réel et lui une distance, un espace où le songe peut à son aise se déployer. Son refuge de prédilection est un cabinet désaffecté où s'ébattaient les faucheux. On

pense aux aveux de Jünger dans son autobiographie : « J'avais trouvé une manière de non-participation qui, telle une araignée, reliait à la réalité par un fil insaisissable... » Théo se sert du monde et des autres. Clamor s'en étourdit. Et ce qui l'étonne plus encore que tout, c'est qu'il soit ici. Un paragraphe le dévoile et le dépeint — et sans doute par ce truchement désigne un Ernst Jünger plus intime : « Quand Clamor (nous sommes au culte, un dimanche) voyait cette foule affluer à la messe dite, fixer, pour se dériver à nouveau, il était saisi d'une sorte d'émerveillement incrédule. C'est avec une surprise semblable qu'un ignorant en mécanique aperçoit le raffinement d'une machine ou un sourd-muet les gestes d'un chef d'orchestre et de ses musiciens. Clamor, il est vrai, était aussi pris d'étonnement devant les animaux : une grenouille, une libellule, mais c'était autre chose, comme un écho, des retrouvailles, une parenté, de la sérénité. Ici, outre le respect, il y avait l'étrange, l'incompréhensible, et sans cesse à nouveau cette question : « Comment suis-je venu ici ? » ; peut-être n'était-ce qu'un songe... » Voilà la matière du roman et sa densité.

Cependant, l'image du lance-pierres est capitale. Il s'agit d'un objet douteux, qui n'est plus exactement un jouet ni tout à fait une arme. Il se trouve ainsi au carrefour des âges, dans l'indécision. Et, manifestement, Clamor et Théo en sont les deux branches, figures semblables mais non coïncidentes : ils expriment deux tentations opposées mais similaires ; ils résument un être déchiré, pour qui rien, ici-bas, ne peut être parachevé : Ernst Jünger. Cette idée de l'insaisissable, qui se perçoit dans *Sur les falaises de marbre*, est un leitmotiv qui enfuit par ce roman, — se fonde, et, du même coup, fonde rétrospectivement l'œuvre, laquelle est inquiète par vocation. Clamor et Théo sont l'alpha et l'oméga d'un homme qui a reflété, comme peu d'autres, la vérité d'un

(1) La traduction d'*Éthiopie* par Henri Flard, parue en 1953, va être rééditée prochainement chez Christian Bourgois.
(2) *Orages d'acier*, paru initialement en français, en 1930, a été traduit par H. Flard pour Christian Bourgois en 1970. Cet ouvrage vient de paraître dans la collection « Folio ».

siècle bouleversé, où « la société mollesait à ses loisirs et dans ses jolies maisons », et, parfois, se révélait criminel.

HUBERT JUIN.

« Approches drogues et ivresses »

C'est en 1973 que parut aux éditions de la Table ronde la traduction, française, par Henri Flard, d'un livre très insaisissable et surprenant de Ernst Jünger : *Approches, drogues et ivresses*. On y voyait le nationaliste furieux de l'ouvrier, le guerrier redoutable d'*Orages d'acier*, mais aussi le contempteur acharné des excès de la technique, le farouche adversaire du pouvoir technologique et de la dictature du travail, bref, l'auteur de la Paix, s'interrogeant sur la valeur du royaume aux « paradis artificiels ». Sur les chemins d'une antique sagesse, l'auteur se penche sur la drogue. Ce livre met en évidence les interrogations fondamentales d'une civilisation, la nôtre, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle se porte mal. Un an après cette parution en librairie, sous la forme d'un volume traditionnel, voici qu'*Approches, drogues et ivresses* entre dans la collection de poche « Folio ». Reprenant le fil de ce discours, où s'illustrèrent Thomas de Quincey, Charles Baudelaire et d'autres, d'autres — Aldous Huxley, Ernst Jünger dresse, en arrière-plan de son propos, le panorama — tragique — de notre temps.

* PLAYING HOUSE OU LES JEUX RÉPÉTOUÉS, de Frédéric Wagnan. Traduit de l'anglais par Jean Bloch-Michel. Préface par Philip Roth. Collection « Roman ». Seckers, 225 pages, 24 F.

DEPUIS Thomas Mann, on sait qu'il y a — littéralement du moins — des incestes honteux. Dans la nouvelle intitulée *Sang réservé*, il a dépeint ce qu'a d'exquis, d'idéal même, l'amour d'un frère et de sa sœur jumelle, enclos dans leur univers fortifié et décadent. « Mon frère, mon double », et, très vite, « Mon double, mon amour », chacun s'enivrant de la beauté de l'autre, de l'image parfaite aussi, qu'il lui renvoie de lui-même. Les délices de la ressemblance unissent les adolescents autant qu'elles les isolent du reste du monde — différent, indifférent. L'union se fait complicité physique et spirituelle. Son accomplissement, limpide, au sortir de l'Opéra, où Siegmund et Sieglinde (noms prédestinés) viennent d'entendre la Walkyrie, est comme dicté par la musique de Wagner : l'anecdote rejoint le mythe païen.

A cette plénitude, l'Occident chrétien a opposé sa version malheureuse de l'inceste, largement cultivée par les romanciers, et, après eux pour n'en citer qu'un exemple, Musil, Ulrich, « l'homme sans qualités », héros symbolique de la Wiener decadence, ressent comme fatale — et fondamentale — son inclination pour sa sœur Agathe, d'autant plus adhésive qu'elle est interdite. Réalisée ou non, l'inceste est, pour nous, vécu comme une tension extrême vers l'insaisissable, et surtout, comme un tourment. La culpabilité est à la

mesure du désir, et l'image dédoublee devient un reflet maudit.

Ainsi, pour la narratrice de *Playing House*, ce récit américain qui inaugure une collection de romans chez Seckers, la vie n'est tout entière que nostalgie obsessionnelle des « jeux répétés » qu'elle connaît, jadis, avec son frère. Frénétiquement attachée à son enfance, comme Heathcliff, le héros de *Wuthering Heights*, elle se perdra d'avoir perdu ce paradis.

La brisure

Et l'Eden ici, c'est non pas les landes du Yorkshire mais quelque part, dans le Sud moite, morbide, une demeure « baroque et prétentieuse » comme une maison victorienne, peuplée ou plutôt dépeuplée, d'un père invisible, d'une mère enfermée dans son monologue intérieur, d'une sœur suicidaire. Et d'un frère. Qui pourrait être un des camarades de l'élève Törless (Musil encore), personnage sadique et glacé, tout en agressivité contenue, qui trace « de ses silences, des lignes que personne n'oserait franchir ». C'est un frère aîné — le maître, — et qui s'essouffait. Transgressions secrètes, sauvages, les jeux sado-masochistes et les perversités se déploient jusqu'à ce que survienne la brisure (le départ du frère), et l'explosion. « Mon frère, mon enfer... »

Pour la sœur, l'inceste est comme un gouffre. Quoi qu'elle fasse, elle échouera : mariage, maternité, création. C'est de famille ? « Prands tes pilules, nous sommes tout détruits, nous avons tous en

nous des monstres, des chats morts et des chambres vides, ça n'est pas de famille, ça vient seulement de ce que nous sommes en vie », répond-il. Jusqu'au jour où, impulsant à empêcher l'escalade de la destruction, il s'en ira, déplorant que « tous les êtres humains aient besoin de quelque chose que personne ne peut leur donner, avant besoin d'un rêve qui soit brisé ». Drogue, à la limite de la folie, la narratrice finit par devenir nymphomane et, « flottant dans un océan d'angoisse », elle assimile ceux qu'elle nomme les « hommes-anchors » au frère disparu, pour peu qu'ils aient des cheveux blancs leur tombant sur les yeux...

Confession, délire et défi, ce récit très sensuel et souvent cru, a séduit par sa violence, Philip Roth, l'auteur de « *Portnoy et son complexe* ». C'est lui qui l'a fait éditer aux Editions de la Pléiade, pour lui, Dylan Thomas — au moins autant que Bob Dylan, — dont l'auteur cite parfois les chansons. On pense surtout à Carson McCullers, cette autre romancière du Sud, dont les héroïnes, quand elles aiment, s'entourent un peu plus dans la solitude, car, envers et contre tous — le cœur est un chasseur solitaire — et aimer équivaut à être victime. A Carson aussi, par ce que l'art comporte de souffrance : dans les deux cas, il endigue, en même temps qu'il transmet, la névrose. Et à défaut de les annihiler, il enserrme les ombres fortes, ces voix négatives, vertiges de folie et de mort, liées aux amours monstrueuses.

FRANÇOISE WAGNER.

Un « premier roman » américain

Mon frère, mon amour...

Le Petit Robert 2 vient de paraître.

Pour la première fois, 2016 pages réunies en un volume sont totalement consacrées aux noms propres.

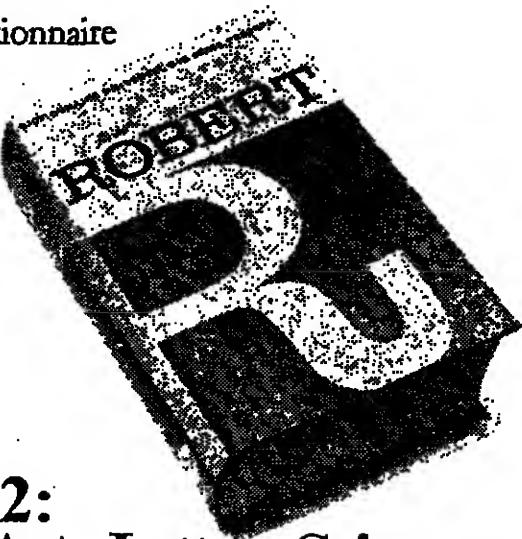
Le résultat, c'est le Petit Robert 2, un nouveau dictionnaire.

Un dictionnaire où 34000 noms propres ont la place de s'exprimer, les hommes de vivre, les événements de se dérouler. De plus, sa méthode de renvois permet de retrouver et de regrouper à partir du mot cherché toutes les informations souhaitées sur la géographie, l'histoire, l'art, les lettres, les sciences.

Par exemple, grâce aux 12 renvois qu'on trouve à Lénine (Mikhaïlovski, Martov, Plekhanov, Martynov, Strouvé, Matérialisme et Empirio-criticisme, l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, l'Etat et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Staline, Trotski), on connaît sa vie, mais aussi celle de ses amis, et de ses adversaires, ses idées, ses œuvres, les événements auxquels il a participé.

On sait exactement où se trouve Oulianovsk, sa ville natale en Russie, on sait que Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine, portait une moustache ; car le Petit Robert 2, c'est aussi 200 cartes originales en couleurs et 2200 illustrations.

Le Petit Robert 2, seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres, est en vente dans toutes les librairies.



Le Petit Robert 2 : Histoire.Géographie.Arts.Lettres.Sciences.

VIENT DE PARAÎTRE :

aux éditions des
CAHIERS BOURBONNAIS
11, place de la République. — B.P. 62 — 03805 MOULINS.
Tél. : 44-03-35

(En vente à Paris :
Librairie Petitfleur, 104, av. V.-Hugo, 75, rue de la Pompe)

LES SOUVENIRS D'ENFANCE ET DE JEUNESSE

d'Ivan LOISEAU

Ancien Administrateur de la Compagnie Fermière de Vichy

et les TÉMOIGNAGES

d'un observateur naturel et quotidien
du Gouvernement de Vichy (1940-1944)

De même auteur :

L'ANCIENNE MONARCHIE FRANÇAISE ET SON DESTIN EUROPÉEN
(Prix BROQUETTE-GENIN, de l'Académie Française)

ESSAIS

Entretien avec Jean Beaufret

VINGT-SIX SEPTEMBRE 1974 : le philosophe allemand Martin Heidegger fête son quatre-vingt-cinquième anniversaire. Aujourd'hui retiré dans sa maison de Fribourg-en-Brisgau, où il a passé la majeure partie de sa vie, il entend se tenir à l'écart de la place publique : son œuvre parle pour lui.

Encore fait-elle l'objet de bien des méprises, et elle suscite toujours des passions contradictoires — enthousiasme ou répulsion. Cette contradiction n'est pas la seule. Visant à rendre son sérieux à l'interrogation métaphysique, voulant retrouver dans sa plénitude cette « question du sens de l'être » formulée par Aristote, la démarche de Heidegger dans la pensée contemporaine peut paraître tour à tour marginale ou centrale. Abstrus aux yeux de certains, lumineux pour d'autres, le philosophe du « retour aux Grecs », célèbre et ignoré, demeure pour beaucoup d'un abord difficile.

Jean Beaufret poursuit depuis plus de trente ans, dans l'intimité de l'homme et de l'œuvre, cette « approche de Heidegger ».

Sous ce titre vient de paraître le troisième tome de son Dialogue avec Heidegger (1). Après la Philosophie grecque et la Philosophie moderne (voir « le Monde des livres » du 3 janvier 1974), cette nouvelle série d'études, consacrées notamment aux relations de la philosophie et de la science, à la question de la fin de la philosophie, au rapport de Heidegger à Husserl, constitue sans doute la plus brillante et la plus fidèle approche de la métaphysique aujourd'hui.

Normalien, agrégé de philosophie, Jean Beaufret a été depuis la dernière guerre chargé de cours à l'École normale supérieure et professeur de khâgne aux lycées Henri-IV et Condorcet. C'est à lui que Heidegger adressait, en 1947, après leurs premiers entretiens, le célèbre Lettre sur l'humanisme. Il a bien voulu répondre à nos questions sur celui que Merleau-Ponty appelait son « copain Heidegger ».

(1) Dialogue avec Heidegger, III : Approche de Heidegger, Ed. de Minuit, coll. « Arguments », 240 p., 33 F.

L'« énormité » de Heidegger

● Votre « approche de Heidegger », comment a-t-elle commencé ?

— Je pense qu'il y a eu, au départ, la volonté de comprendre ce que je ne connaissais pas. Personne ne m'avait jamais parlé de Husserl, au cours de mes études. Mais les premiers écrits de Sartre à son sujet m'avaient vivement impressionné. Quelques années après mon agrégation, j'ai donc décidé de me mettre à étudier la phénoménologie. Et cette découverte de Husserl m'a mené dans les parages de Heidegger. J'avais d'abord lu Qu'est-ce que la métaphysique ? sans en comprendre un seul mot... Et puis j'ai commencé à travailler, entre 1942 et 1944, à Lyon, avec un ami qui avait publié dans la revue *Arbitraire* la traduction d'un fragment de *Sein und Zeit*, livre qui n'avait pas encore été édité en français. Cet ami était responsable, dans la Résistance, d'un service de faux papiers, et c'est au milieu des faux papiers que nous lisions ensemble *Sein und Zeit*...

● Et c'est à la fin de la guerre que vous avez rencontré Heidegger pour la première fois ?

— Oui, exactement en septembre 1948. L'année précédente, j'avais appris qu'il était toujours à Fribourg, en découvrant une photo dans un hebdomadaire. Je lui ai fait parvenir une lettre. Avec toutes les difficultés qu'on peut imaginer, car il n'y avait pas de communication postale entre l'Allemagne et la France, il a pu me répondre. Nous nous sommes donc rencontrés à Todtnauberg, dans la Forêt-Noire, où il passait l'été.

● Dans le climat de l'immédiat après-guerre, n'était-ce pas un personnage politiquement suspect ?

— Je savais très bien que Heidegger était une personnalité très « décriée », mais pour des raisons que je connaissais mal, comme tout le monde d'ailleurs à l'époque. En arrivant à Todtnauberg, je me demandais qui était cet homme que j'avais devant moi et quelle avait été véritablement son attitude au cours des années qui venaient de s'écouler. Aujourd'hui, il me semble qu'une mise au point est encore nécessaire. Il est clair qu'en 1933 Heidegger a cru que l'Allemagne, avec le nazisme, naissait à elle-même. Ses illusions paraissent avoir duré jusqu'au début de 1934, époque à laquelle il démissionne des fonctions de recteur que ses collègues, et l'humanité, lui avaient demandé d'assumer en mai 1933. Ses rapports avec le nazisme se limitent ainsi à dix mois de coopération administrative et d'accord publiquement proclamé. On peut penser que c'est beaucoup trop. Mais on ne peut oublier que ces quelques mois furent suivis de douze années de retrait au cours desquelles son enseignement de professeur et son silence d'écrivain l'ont rendu assez intolérable au pouvoir pour qu'en 1944 il soit éloigné de l'Université, éloignement reconduit par les autorités d'occupation. Si vous me permettez, une dernière précision. Heidegger, en 1937, est officiellement invité par Emile Brähler, puis par Jean Wahl, à participer à divers colloques de philosophie. Ils ne le jugent donc pas « coupable » de son ralliement momentané. Sans doute ne savent-ils pas, à cette date, ce que deviendra le nazisme. Pourquoi, en 1945, reprochent-ils soudain à Heidegger de ne pas l'avoir su dès 1933 ? Ceux qui écrivent l'histoire auraient parfois intérêt à s'y reporter.

● Qu'est-ce qui vous avait poussé à rencontrer Heidegger ?

— Ce qui m'intéressait, à l'époque, c'était de découvrir auprès de lui ce que je croyais être l'arrière-plan de l'existentialisme de Sartre, qui se réfère à Heidegger dans *Être et Néant*. Or je me suis vite aperçu que

je faisais fausse route. En effet, chez Sartre, on trouve au premier plan l'opposition de l'Être et de la valeur : l'Être est ce qu'il y a de complet, d'angissant, et la valeur en tant que « trou dans l'être », nous libère de cette compacité, « les valeurs, dit-il, se lèvent comme des perdrix au pas de la liberté ». Or, chez Heidegger, il ne s'agit plus de comprendre comment la valeur nous sauve de l'Être, mais ce que dit l'Être lui-même quand il commence à parler, dans cette langue qui est la sienne initialement, à savoir le grec.

● C'est-à-dire ?

— Eh bien ! on peut dire que la différence entre Heidegger et n'importe quel autre philosophe, c'est que pour lui la philosophie n'est pas une problématique universelle ni le résultat d'une disposition qui ferait partie de la nature de l'homme en général, mais à proprement parler une spécialité grecque. Être philosophe, c'est en quelque sorte redevenir Grec. Toute l'histoire de la philosophie n'est qu'une perpétuelle variation sur la thématique instituée par les Grecs, qui est la thématique même de l'Être. Cet apport grec se manifeste très clairement dans un dialogue de Platon comme l'*Hippias majeur*. La question posée est : « Qu'est-ce que le beau ? » Mais les réponses d'Hippias ne concernent toujours que ce qui est beau, une belle fille par exemple. Et puis il finit par dire que ce qu'il y a de plus beau, c'est l'or, parce que grâce à l'or on peut se procurer ce qu'il y a de plus beau. Alors Socrate lui demande à nouveau : « Mais enfin, entre la question « Qu'est-ce qui est beau ? » et « Qu'est-ce que le beau ? », tu ne vois pas de différence ? — Pas la moindre », répond Hippias.

● Je pense que sur cet exemple on voit très bien comment chez Platon tout le mouvement de la pensée consiste ici à faire porter le regard non plus sur la chose belle, mais sur l'être même du beau. C'est précisément ce que Heidegger appelle penser la différence de l'Être et de l'étant. Et cette forme de pensée sur l'essence, particulière aux Grecs, constitue la philosophie. Heidegger dit volontiers qu'il n'y a pas de philosophie chinoise. Il ne veut pas dire par là que les Chinois ne sont pas des êtres pensants, mais que la pensée en Chine a pas pris cette figure singulière qu'elle a revêtue en Grèce, à savoir la philosophie.

● Quelle est la conséquence principale de ce « retour aux Grecs » ?

— Pour aller à l'essentiel, je pense que « l'énormité » de Heidegger à notre époque c'est d'être le premier depuis bien longtemps à cesser de s'imaginer que le chemin qui conduit à la philosophie passe par la science. Pour lui, l'important, au cours de l'histoire, c'est bien plus le contre-coup de la philosophie sur la science que la prétendue influence de la science sur la philosophie. Il l'exprime très clairement dans la *Question de la chose*, où il écrit : « La grandeur et la supériorité de la science de la nature au seizième et dix-septième siècles réside en ceci que tous les chercheurs d'alors étaient philosophes. Ils comprenaient qu'il n'y a pas de pur fait, mais qu'un fait n'est ce qu'il est qu'à la lumière du concept qui le fonde et selon l'ampleur d'une telle fonction. En revanche, la caractéristique du positivisme dans lequel nous nous trouvons depuis quelques dizaines d'années, et aujourd'hui plus que jamais, est qu'il prétend se tirer d'affaire avec des faits ou d'autres faits nouveaux, tandis que les concepts seraient de simples expédients dont on a besoin à l'occasion mais avec lesquels on ne doit pas s'engager trop loin, car ce serait de

la philosophie. Le comique, ou plus exactement le tragique, de la situation présente de la science est d'abord que l'on croit pouvoir vaincre le positivisme par le positivisme. »

● J'ajouterais que, actuellement, ceux qu'on appelle philosophes sont tout simplement des parasites des sciences. Ils gravitent autour des sciences, vivent à leur remorque, que ce soit la mathématique, la biologie, le freudisme. Or Freud, par exemple, n'est pas un philosophe. C'est un très grand médecin, un « bienfaiteur de l'humanité », tout ce qu'on voudra, mais pas un philosophe.

● N'est-ce pas le signe que la philosophie, comme le dit

aussi Heidegger, arrive à son terme ?

— En fait, ce terme est déjà derrière nous. Il ne suffit pas que certains continuent à se prétendre philosophes pour que la philosophie continue d'exister. Aux yeux de Heidegger, elle a épuisé sa dernière possibilité avec Nietzsche, dans la mesure où la philosophie de Nietzsche se caractérise par le retournement du platonisme, qui, lui, est le départ de la philosophie en tant que telle. Une fois le retournement nietzschéen opéré, que reste-t-il à faire ? Retourner le retournement ? Alors, on en revient au platonisme...

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT.



HEIDEGGER

par Julien.

SANDOR FERENCZI

L'enfant terrible de la psychanalyse

* PSYCHANALYSE III, de Sandor Ferenczi. Traduction de Judith Dupont et Myriam Villier. Ed. Payot, 324 p., 62,70 F.

FREUD éprouvait pour Sandor Ferenczi (1873-1933), psychanalyste hongrois de dix-sept ans son cadet, une affection particulière, presque paternelle ; cette sympathie, comment ne pas la partager ? L'œuvre de Ferenczi est d'une telle fraîcheur, d'une telle spontanéité, d'une telle inventivité également — toutes qualités qui font aujourd'hui singulièrement défaut dans cette discipline — qu'à la lire, comme à lire Groddeck, Reich ou Abraham, on comprend mieux pourquoi la « science juive » au début de ce siècle était aussi une « science maudite ».

C'est qu'alors, pour reprendre les termes même d'une lettre de Ferenczi adressée à son ami, l'humaniste hongrois Frédéric Karinthy, la psychanalyse se voulait « éveillée », contestataire, à l'opposé de la science officielle qui redoute de « troubler la quiétude du monde assoupi et tend même à l'endormir encore plus profondément ».

La technique active

On a entrepris en France, dès 1968, la traduction des œuvres complètes de Ferenczi. Le tome III couvre les années 1919-1923. Il se compose d'une soixantaine d'articles et de notes. La technique y est naturellement sa place, notamment la technique dite « active » qui invite le patient à affronter les situations redoutées. Mais ce sont les petites études, les observations multiples ayant trait à l'inconscient dans la vie psychique, individuelle ou collective, qui séduisent le lecteur. Là, véritablement, Ferenczi excelle. Ce maître de la « nouvelle analytique », qui ne craint jamais de simplifier lui-même dans ses courts résumés, pique notre curiosité et nous ne le lâchons plus. Un exemple ?

Voici un article, « Le roman familial de la déchéance », qui débute par cette phrase : « Il y a quelques années, je recevais un télégramme qui m'appelaient en consultation auprès d'une jeune comtesse résidant dans une station d'hiver à la mode... »

Cette comtesse, une jolie personne de dix-neuf ans, s'était cassé la jambe en faisant de la luge. Il lui arrivait, dans un état d'inconscience, de lancer à haute voix les injures, gros mots et expressions les plus obscènes et les plus triviaux. Pourquoi ? Au psychanalyste Ferenczi, invité par un collègue doutant bien évidemment de la psychanalyse, de résoudre l'énigme. Une fois celle-ci résolue, et avec quel brio, Ferenczi ramène de ses filets une nouvelle notion : le roman familial inversé, ou « roman familial de la déchéance », qui vient corroborer de nombreuses observations faites sur des enfants se trouvant mieux parmi les paysans, les domestiques et les petites gens que dans leur propre famille, bien plus raffinée.

« Les enfants, écrit Ferenczi, rêvent souvent avec nostalgie de mener la vie nomade des tsiganes, ou même d'être métamorphosés en animaux. Dans ce cas, c'est la vie amoureuse sans tarder et par surcroît incestueuse qui attire les enfants et les ferait renoncer volontiers au rang et à l'aisance ».

Ce « roman familial de la déchéance » explique la fascination quasi universelle qu'exerce, même sur les adultes, bon nombre d'histoires concernant des relations entre duchesses et cochers, princesses et tsiganes.

Lors d'une conférence qu'il fit devant la Société médicale de Budapest, Ferenczi, que l'on surnommait alors l'enfant terrible de la psychanalyse, commence son exposé en disant qu'il ne cherchait pas tant à convaincre son auditoire de la vérité et de l'intérêt des travaux de Freud qu'à s'en convaincre lui-même. Ce tome III, l'avant-dernier de ses *Œuvres complètes*, et dont il faut dire encore qu'il comporte une nouvelle et excellente traduction de ce roman bio-analytique qu'est *Thalassa*, paraît à l'heure où la psychanalyse est acceptée, mais édulcorée. Qui ne regrette le temps où il fallait une singulière force de caractère et un brin de folie pour s'embarquer sur la terra incognita de l'inconscient ? Le temps des pionniers, le temps de Ferenczi.

ROLAND JACCARD.


LAIN VIN

Des imperméables qui font la pluie et le beau temps

Le tout est d'avoir une tenue qui s'adapte à la pluie et au soleil. Comme cet imperméable croisé, ligne près du corps, en Prince de Galles dans les grès, marron et miel ou encore à minuscules carreaux rouille, grège, verts et noisette (990 F).

Moins fantaisie, mais éternellement à la mode : les Trench. Doublés pair impair, intérieur passepoilé, on les aimera beiges, blanc cassé, bleu marine ou noirs (990 F).

Pour les matins frais, Lanvin 2 vous propose aussi des imperméables en gabardine de coton doublés laine (890 F), tête de nègre, grège, vert bouteille. Un mot les définit : leur confort.



2 rue Cambon Paris 1^{er}

Payot Septembre 1974

Daniel Defoe En explorant toute l'île de Grande-Bretagne	T. Roux et J.C. Braconnot L'homme et la pollution des mers EBP n° 239
J.G. Fichte Considérations sur la Révolution française	Collectif Formation 2 administration, langage et formation PBP n° 240
Sandor Ferenczi Psychanalyse 3	Ernst Bloch La philosophie de la Renaissance PBP n° 241
Drs Bleandonu et Despinoy Hôpitaux de jour et psychiatrie dans la communauté	Gérard Mendel Pour décoloniser l'enfant nouvelle édition augmentée PBP n° 242

Catalogue sur demande aux Editions Payot, Service M, 108, bd St-Germain, 75006 PARIS.

Parmi le gotha de la haute fidélité et à prix égal, c'est tout de même plus agréable de choisir sa chaîne à St Germain des Prés

Vous avez envie de choisir, de changer ou d'améliorer votre chaîne Haute-Fidélité. Pourquoi courir tout Paris, supporter la foule des grandes surfaces, vous fatiguer inutilement ?

Chez PAN, Rue Jacob, dans un cadre et des auditoriums conçus pour les mélomanes les plus exigeants, vous trouverez tout le gotha de la Haute-Fidélité à des prix qui ne sont pas plus chers qu'ailleurs.

Nos vendeurs-conseil prendront tout le temps de vous expliquer et de vous faire essayer une très vaste gamme de modèles (B & O - BRAUN - ELIPSON - HARMAN - KARDON - LANSING - Lenco - LINEAR - MARANTZ - NIVICO - QUAD - REVOX - ROTEL - SCOTT - SONY - TEAC - THORENS - YAMAHA) dont les prix varient de 1450 à 20 000 F et plus ; et sont garantis par un service complet d'après-vente.

pan

tous les disques classiques et contemporains
11 rue Jacob 75006 Paris - Tél. 326.18.25
parking assuré place St-Germain-des-Prés

مكتبة الامم

RÉGIONS

APRÈS LE CHAPITRE GÉNÉRAL DE NAPLES

Le nouveau maître des dominicains dirigera un ordre très diversifié

Naples. — Réuni depuis un mois au couvent de Madonna dell'Aroco, près de Naples, le chapitre général des dominicains a terminé ses travaux le 25 septembre.

Deux points principaux étaient à l'ordre du jour : la révision des constitutions et l'élection d'un nouveau maître de l'ordre. C'est un Français, le Père Vincent de Conesongue (le Monde du 30 août) qui a été désigné par les cent trente-cinq supérieurs et délégués des provinces pour succéder au Père Aniceto Fernandez (Espagne). Le chapitre a décidé de réduire de douze ans à neuf ans la durée du mandat du maître de l'ordre et de lui adjoindre une dizaine d'assistants. Choisis pour leurs compétences, ceux-ci rempliront régionalement un rôle d'envoyés spéciaux itinérants. Sillonnant les quarante et une provinces dominicaines, ils seront l'« oreille » du père général plutôt que ses inspecteurs ou ses représentants.

« Ne parler qu'avec Dieu ou que de Dieu », telle devise que saint Dominique leur donna au treizième siècle pose aujourd'hui aux dominicains un sérieux problème. Ce n'est pas Dieu qui est en question (encore que... disent des religieux radicaux), mais la façon d'en parler. Comment annoncer l'évangile, comment s'adresser aux hommes de ce temps qui vivent dans un nouvel univers culturel ? Si le problème se pose à toute l'Eglise — le synode mon-

De notre envoyé spécial

dial des évêques lui sera consacré — il prend chez les frères précepteurs un relief particulier. Cette préoccupation sera le thème central de la lettre que le chapitre général enverra aux quelque sept mille neuf cent cinquante religieux et cinquante-huit mille six cent quatre-vingt religieux de la « famille dominicaine ». Les membres du chapitre avaient à l'esprit une grave préoccupation : la baisse régulière du nombre des novices depuis dix ans, malgré une légère remontée après 1971. Ils ne sont plus que 167 (contre 260 en 1967 et 479 en 1969). Quant aux effectifs de l'ordre proprement dit, ils diminuent sensiblement depuis 1963 : on comptait alors 10 150 dominicains. Ils n'étaient plus que 9 859 en 1968, 9 449 en 1969, 8 587 en 1971 et il y en a moins de 8 000 aujourd'hui. L'augmentation enregistrée dans certaines provinces nouvelles comme le Vietnam ou les Philippines ne suffit pas à enrayer le mouvement ; en quatre ans, par exemple, la province de Paris a perdu un dixième de ses effectifs. Cette déperdition n'est cependant pas particulière aux dominicains : « Quatre ou cinq congrégations religieuses sont, en proportion, beaucoup plus affectées que nous », a souligné le Père Aniceto Fernandez dans son rapport général.

Neuf ans pour faire une loi

Le chapitre qui s'achève aura innové sur deux points au moins : pour la première fois dans l'histoire de l'ordre, des religieux dominicains ont été associés aux travaux ; pour la première fois aussi, un « service officiel d'information » a été organisé à l'intention des journalistes. Mais, s'ils n'avaient rien à « raconter », les religieux présents n'auraient pas pour autant de véritables révélations à apporter. Rien n'est moins spectaculaire, en effet, que ces réunions « au sommet », qui, de trois ans en trois ans, modifient de manière presque imperceptible la législation d'un ordre qui a opté depuis longtemps pour le changement dans la continuité.

Contrairement à d'autres congrégations religieuses, les dominicains n'ont pas eu besoin, après le concile Vatican II, de remplacer leur Constitution par un texte plus moderne. Ils se sont contentés d'accélérer un processus permanent de transformation, qui est codifié depuis plusieurs siècles par un règlement d'une extrême prudence. Pour être définitivement adoptée, la nouvelle loi doit

être soumise en effet à un premier chapitre général qui l'examine ; un deuxième, trois ans plus tard, qui l'approuve ; et un troisième, enfin, qui l'introduit dans la Constitution.

A travers d'interminables discussions qui conduisent à modifier tout au plus quelques mots d'un certain esprit où se mêlent étroitement la rigueur et la souplesse, la discipline et la démocratie. C'est cet esprit très particulier qui permet aux dominicains de faire coexister dans un même couvent un Père Congar et un Père Bianquart, voire, dans un même pays, un Père Cardonnel et un Père Bruckberger. « L'ordre, explique-t-on, a toujours permis à ses membres d'être différents. Il est très sensible à la liberté de recherche. C'est une tradition. » Sans doute faut-il voir dans les sanctions maladroites prises à Fribourg, contre l'ex-dominicain Stephan Frittmann une exception qui confirme la règle.

Ce n'est en fait que depuis le chapitre général de Chicago, en 1968, qu'on a commencé à tra-

duire cette diversité dans la législation. Il a été de nouveau question, par exemple à Madonna dell'Aroco, de la réforme des études. Faut-il préparer les futurs dominicains à la vie religieuse dans des maisons intérieures à l'université, ou les envoyer à l'université, en se contentant de leur donner un complément de formation ? De manière significative, la question n'a pas été tranchée et chaque province sera pratiquement libre d'y répondre comme elle l'entend.

La même imprécision volontaire se retrouve dans un domaine comme la liturgie où le chapitre a accepté la diversité des célébrations. Il a insisté sur la nécessité d'une créativité et — sous l'influence de provinces nord-américaines sensibles au mouvement charismatique — sur l'importance de « l'ouverture à l'Esprit ».

Certaines questions abordées à Madonna dell'Aroco pourraient être à peu près dans les mêmes termes à la congrégation générale des jésuites, qui se réunira en décembre à Rome. La question du caractère sacerdotal de l'ordre, par exemple, ne fait plus l'unanimité : nombre de dominicains demandent que soient distingués sacerdoce et vie religieuse ; ou encore la question de la pauvreté. On ne met plus seulement l'accent sur l'observance individuelle de ce vœu, mais aussi sur le rôle des maîtres-auxiliaires dans la construction parfois coûteuse de nouveaux couvents ne favorisant évidemment pas les dominicains « se sentant interrogés par leur monde ». On ne peut pas non plus se satisfaire de la situation de la province de Paris, où les dominicains sont devenus une minorité. « Mais nous en sommes encore », souligne un provincial européen, « à la réception de cette interrogation ».

ROBERT SOLÉ

(Le Père Vincent de Conesongue, nouveau maître de l'ordre, est considéré comme l'un des promoteurs de la réforme de l'ordre. Avec le Père Chenu, de la « théologie du travail et des réalités terrestres », il a été élu à la présidence de la province dominicaine de Lyon et ancien professeur aux facultés catholiques de Lyon. Il a travaillé de 1958 à 1964 avec l'Action catholique rurale avant de passer une année au Brésil, puis de rejoindre le maître général (poste qu'il occupait depuis 1967), après l'emprisonnement de plusieurs membres de l'ordre dont certains avaient été sauvagement torturés.)

ÉDUCATION

Dénonçant les difficultés de la rentrée et le chômage des suppléants

Plusieurs milliers d'enseignants ont manifesté à Paris et en province

De nombreuses manifestations d'enseignants ont eu lieu, mercredi 25 septembre, à Paris et en province, à l'appel du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) et de divers syndicats affiliés à la Fédération de l'éducation nationale, à la C.G.T. et à la Force ouvrière. Partout, les manifestations ont eu pour thème les difficultés de la

reprise scolaire (conditions de travail des maîtres, constructions scolaires, classes surchargées, effectifs insuffisants d'enseignants), mais surtout le chômage des maîtres-auxiliaires de l'enseignement du second degré et la non-stabilisation des instituteurs suppléants.

● A CRETEIL, une cinquantaine de responsables syndicaux de la FEN, en particulier du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), se sont rendus à la préfecture du Val-de-Marne, où une délégation a été reçue par le secrétaire général, tandis que deux autres rencontraient l'inspecteur d'académie et les conseillers généraux communistes du département. N'ayant obtenu de réponse du secrétaire général de la préfecture, les délégués — une

vingtaine ou total — ont décidé d'occuper les lieux. Ils se sont toutefois dispersés sans incident vers 19 heures.

● A POISSIERS, près de mille cinq cents enseignants se sont rassemblés à l'appel de la FEN. ● A CAEN, environ cent cinquante professeurs du second degré ont pénétré dans les locaux du rectorat et ont obtenu qu'une délégation soit reçue par le secrétaire général de l'académie. Ils ont ensuite défilé dans les rues de la ville.

● A STRASBOURG, environ deux cents enseignants ont manifesté dans le centre de la ville.

● A METZ, environ six cents enseignants de l'académie ont

participé à une manifestation intersyndicale.

Une manifestation organisée par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), auquel s'était joint le comité de lutte contre l'auxiliaariat de la région parisienne (animé par des militants révolutionnaires), a rassemblé environ six cents participants, mercredi 25 septembre à Paris.

● A la Sorbonne, les manifestants ont organisé un « sit-in » sur la chaussée, rue des Ecoles, bloquant la circulation, tandis qu'une délégation du S.G.E.N. était reçue par M. Robert Mallet, recteur de l'académie de Paris.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION CONFIRME QUE DEUX MILLE MAÎTRES-AUXILIAIRES SONT SANS EMPLOI.

Alors que les manifestations se multiplient en faveur des maîtres-auxiliaires, le ministre de l'éducation « tient à confirmer que les renseignements fournis par les recteurs montrent qu'à la date du 24 septembre, le nombre des maîtres-auxiliaires ayant effectué en 1973-1974 une année complète d'enseignement, et auxquels les recteurs n'ont pu jusqu'à ce jour proposer aucun emploi, est limité à 2 570. Il y a donc tout lieu de penser que le nombre de maîtres-auxiliaires sans emploi sera à la fin de cette semaine inférieur à 2 500. Le ministre a précisé que les maîtres-auxiliaires ont déjà pris contact avec les délégations académiques pour la formation continue ou pour être orientés vers des stages de formation organisés à leur intention.

Certains ayant, d'autre part, demandé, pour permettre la réabsorption de l'auxiliaariat, la suppression des concours de recrutement, le ministre a répondu : « Les concours effectués par les services du ministère démontrent que tout recrutement par voie de concours devrait être arrêté pendant plusieurs années. L'enseignement primaire et secondaire, mais aussi l'enseignement agricole, la recherche scientifique et l'éducation surveillée.

A l'appel de huit syndicats de la FEN

Des grèves nationales ou par académie affecteront au mois d'octobre divers secteurs de l'enseignement

Huit syndicats affiliés à la Fédération de l'éducation nationale (FEN) viennent de décider une série de grèves nationales ou « tournantes », par académie. Ils estiment, en effet, que « la rentrée scolaire et universitaire marque une nouvelle phase de la dégradation des différents secteurs de l'enseignement public et de la recherche scientifique. Elle place les parents, les élèves et les personnels devant des difficultés croissantes ». Ces syndicats déclarent d'autre part que le recours à la grève leur a été imposé par « le refus du gouvernement d'accepter les solutions positives dont dépend le bon fonctionnement du service public ». Ces mouvements affecteront non seulement l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi l'enseignement agricole, la recherche scientifique et l'éducation surveillée.

● GRÈVES TOURNANTES DU 10 AU 18 OCTOBRE — Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), le Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.), les deux syndicats de professeurs et de maîtres d'éducation physique et sportive (S.N.E.P. et S.N.E.P.S.), le Syndicat national des professeurs d'école normale (S.N.P.E.N.) appellent à des arrêts de travail de vingt-quatre heures par académie, accompagnés de manifestations départementales ou régionales, selon le calendrier suivant : jeudi 10 octobre, académies de Clermont-Ferrand, Di-

jon, Lille, Nice, Poitiers ; vendredi 11 octobre, académies d'Alger, Marseille, Amiens, Limoges, Nancy, Nantes ; lundi 14 octobre, académies de Bordeaux, Grenoble, Rennes, Strasbourg ; mardi 15 octobre, académies de Caen, Lyon, Montpellier, Reims ; jeudi 17 octobre, académies de Besançon, Orléans, Rouen, Toulouse ; vendredi 18 octobre, académies de Créteil, Paris, Versailles, Antilles-Guyane.

● ENSEIGNEMENT AGRICOLE — Le Syndicat national de l'enseignement technique agricole public (S.N.E.T.A.P.) organise un arrêt de travail, avec un rassemblement national à Paris, le mercredi 16 octobre.

● RECHERCHE SCIENTIFIQUE — Le Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.) appelle à une « journée nationale d'action » le jeudi 24 octobre.

● ÉDUCATION SURVEILLÉE — Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (S.N.P.E.S.) a décidé une grève de vingt-quatre heures le vendredi 25 octobre et l'organisation de manifestations pendant cette journée.

Dans un communiqué, ces organisations indiquent que « d'autres syndicats de la FEN engagés dans la coordination de ces actions feront connaître prochainement les modalités de leur participation. Ces actions auront un prolongement dans une action fédérale de plus grande envergure, au succès de laquelle elles contribueront ».

La FEN mobilise

Au milieu de l'insécurité générale due à la situation économique, quel sens donner à la mobilisation que la puissante Fédération de l'éducation nationale (FEN), quarante-deux syndicats, cinq cent cinquante mille adhérents est en train d'effectuer pour la rentrée scolaire ? Le tonneur de la rentrée scolaire, le chômage des maîtres-auxiliaires, les conditions de travail, effectifs de classes, etc., — prennent le pas sur la réabsorption de l'auxiliaariat. C'est ainsi qu'on voit les syndicats penser pouvoir, sur ces questions, rassembler davantage de « militants » que sur la seule solidarité avec les jeunes enseignants contraints au chômage. Ils peuvent aussi espérer le soutien de parents d'élèves, parfois insatisfaits des conditions dans lesquelles a commencé cette nouvelle année scolaire.

Derrière ces grèves et ces manifestations se joue aussi une partie à l'intérieur même de la FEN. Jusqu'à l'année dernière, les principaux syndicats étaient très divisés sur les méthodes d'action. Les instituteurs du S.N.I. prônaient davantage la négociation, les professeurs du S.N.E.S. le recours plus fréquent à la grève. Il semble qu'on observe cette rentrée une certaine sorte d'union sacrée entre les tendances rivales de la Fédération. Au S.N.I., on ne croit plus guère pouvoir obtenir gain de cause, comme par le passé, simplement en brandissant la menace d'une grève. Au S.N.E.S., on a toujours été persuadé du contraire. Les principaux courants de la FEN, regroupés dans les divisions au sein de la gauche française, se rassemblent en fait aussi au rassemblement de l'union de la gauche depuis la campagne pour l'élection présidentielle et l'offensive d'union « tous

azimuts » entreprise par le parti communiste.

En ce qui concerne les maîtres-auxiliaires, on est en effet aujourd'hui ? Le nombre de ceux qui n'avaient pu encore retrouver d'emploi au début de la rentrée, comme le S.G.E.N. l'estimait, mais il a nettement diminué depuis une semaine : les rectorats se sont efforcés de reprendre en priorité les anciens M.A. demandeurs d'emploi pour faire les « ajustements » de rentrée, et ont accepté peu de nouvelles candidatures. Ainsi, le nombre de maîtres-auxiliaires n'ayant pas encore retrouvé d'emploi est-il tombé le 25 septembre, de près de 700 à 150 dans l'académie de Bordeaux, de 600 à 350 environ à Lille, de 493 à 182 à Rennes, de 371 à 245 à Nancy, et de 400 à 800 ou 900 pour les trois académies parisiennes. Toutefois, le chiffre de 2 570 chômeurs donné par le ministère de l'éducation risque de ne pas diminuer beaucoup au cours des prochains jours. Si les rectorats s'efforcent de mettre en place les stages de conversion, ceux-ci ne pourront pas apporter une solution absolument satisfaisante : tous les maîtres-auxiliaires en quête d'emploi ne pourront en profiter. Surtout, la réinsertion des stagiaires sera difficile dans plusieurs régions où les emplois vacants sont rares dans le secteur privé.

La déstabilisation avec laquelle le ministre indique que le nombre de maîtres-auxiliaires chômeurs « sera inférieur à 2 000 » a quelque chose de déconcertant, venant, de plus, d'un homme qui se présente comme enseignant comme « issu de leurs rangs ». Il est vrai que l'opinion publique ne semble guère s'apaiser sur leur sort. Les 1 600 maîtres et personnels du France semblent attirer davantage l'attention et la sympathie.

YVES AGNES.

F. Roger, prieur de Taizé

TA FÊTE SOIT SANS FIN LUTTE ET CONTEMPLATION

journal écrit
au cours des années
de préparation
au concile des jeunes.

2 volumes

TAIZÉ-SEUL

Recrutement d'enseignants pour le Maroc

Le Royaume du Maroc offre des postes d'enseignants pour la rentrée d'octobre 1974 :

- 1) Dans l'enseignement supérieur.
- 2) Dans les centres de formation de professeurs et d'instituteurs.
- 3) Dans l'enseignement secondaire et technique.

Peuvent faire acte de candidature les personnes pourvues d'un des diplômes suivants :

- Doctorat d'Etat — Doctorat 3^e cycle.
- Première partie du CAPES ou du CAPET.
- D.E.S. — D.S.A. — D.E.T.
- Diplôme d'ingénieur E.N.S.A.N. ou E.N.S.E.T.
- Licence d'enseignement (à l'exclusion des licences d'histoire, géographie et de philosophie).
- Brevet de technicien supérieur (à l'exclusion du B.T.S. Secrétariat) D.U.T.
- Le certificat d'aptitude pédagogique assorti du baccalauréat.
- D.G.P.S.

Les candidats intéressés par cette offre sont priés d'adresser leur demande accompagnée de leur curriculum vitae et des copies des diplômes à l'Ambassade du Royaume du Maroc, 2, rue Le Passat, PARIS (18^e), avant le 1^{er} octobre 1974.

Pour tous renseignements complémentaires il conviendrait de s'adresser à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris (Tél. : 870-69-35). Les candidats sont en outre informés qu'une commission de recrutement se tiendra à leur disposition du 5 au 6 octobre 1974 à l'Ambassade du Royaume du Maroc.

SOCIÉTÉ

Partisans et adversaires de la liberté de l'avortement reprennent leur campagne

Par un effet du hasard, les partisans de l'abandon de l'avortement et ses adversaires avaient choisi le même jour, mardi 24 septembre, pour reprendre leurs campagnes respectives, qui visent à révéler l'opinion. A quelques jours d'une session parlementaire dont il a été promis qu'elle verrait le vote d'une nouvelle loi, les militants du Mouvement (M.L.A.C.) et ceux de Laissez-vivre ont repris l'offensive, mais sans grande passion apparente.

A 17 heures, devant les bureaux du ministère de la santé, avenue de Ségur, à Paris, une quarantaine de militants du M.L.A.C. ont fait face à autant de policiers moroses et à un commissaire débonnaire gentil. Les groupes du M.L.A.C. qui, depuis près de deux ans, ont organisé des mille « voyages » de femmes aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne, ont eu assez de « gérer la pénurie ». La manifestation n'avait d'autre but que de rappeler cette revendication : « L'avortement doit être pratiqué dans les hôpitaux et remboursé par la Sécurité sociale comme n'importe quel acte médical simple ».

A l'heure où s'achevait cette manifestation, commençait dans un autre quartier de Paris, une conférence de presse de Laissez-vivre. Six hommes et deux femmes ont rappelé leurs craintes, qui visent à révéler l'opinion. Le préambule de la Constitution, qui précise que « tout être humain possède des droits inaliénables et sacrés », est-il compatible avec la loi ? Un sujet de sauf-conduite, toutefois, pour Laissez-vivre à la conférence de Bureaux sur la population, le « camp malin » des partisans de la liberté de la vie et de la République a été violemment dénoncé par les juristes de Laissez-vivre. De quel droit M. Giscard d'Estaing suspend-il l'application de la loi ?

Un sujet de sauf-conduite, toutefois, pour Laissez-vivre à la conférence de Bureaux sur la population, le « camp malin » des partisans de la liberté de la vie et de la République a été violemment dénoncé par les juristes de Laissez-vivre. De quel droit M. Giscard d'Estaing suspend-il l'application de la loi ?

(1) S.O.S. futures mères. Paris : 873-38-38, 783-38-38, de 8 heures à 11 heures. Après 19 heures : 624-15-49. Ou écrire à Laissez-vivre, B.P. 422-84, 75304, Paris cedex 04.

● Le journal Tankonala Santé, dont la rédaction est dirigée par le Dr Jean Carpentier et la Dr Bernard de Fréminville, organise, le samedi 28 septembre, de 14 heures à 18 heures, 14, rue de Rennes à Paris, de 10 heures du matin à minuit, une journée de rencontre et de débats. Dans un numéro diffusé à cette occasion, le journal fera notamment état de l'opposition d'être le journal d'une stratégie offensive dans le domaine de la santé, de briser le cercle vicieux où les malades fabriquent des malades et les médecins fabriquent des malades.

★ Tankonala-Santé, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75003 Paris.

لجنة الامم المتحدة

Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.o.) Racine.
(8°) (633-48-71) : le Septième
Scout.
H. BOGART (v.o.) : Action Lafayette
(9°) (878-60-50) : High Sierra.
LES MEILLEURS POLICIERS : André-
Bazin (13°) (237-74-39) : Sans mo-
bile apparent.
PARADE BUSTER KEATON : Grands-
Augustins (8°) (633-22-13) : le Ca-
meraman.
CYCLE PAUL NEWMAN : New-Yorker
(8°) (770-63-40), 20 h. : le Rideau
écarlat (v. o.).
CYCLE TONY MONROE : New-Yorker
(8°) (770-57-02), 22 h. : le Torero

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a exposé mercredi aux ministres les orientations de sa politique ainsi que les premières mesures qu'il entendait prendre.

Le répertoire déjà connu, notamment des modalités du financement des activités culturelles, auquel seront plus étroitement associées les collectivités locales, sera complété par le statut de directeur d'Etat de la culture, portant sur les secteurs suivants :

Lyon. Création d'une caisse nationale de la musique et de la danse, la formation d'un ou deux ensembles de musique contemporaine.

● **Cinéma.** — Réforme d'Unitrance-film. Dirigé par Robert Cravemé, cet organisme est chargé de la distribution des films français à l'étranger. On ignore encore quel sera le sens de ce projet de réforme, mais le cas de Unitrance film est à l'étude.

● **Cinéma.** — Réforme d'Unifrance-film. Dirigé par Robert Cravenne, cet organisme est chargé de diffuser le cinéma français à l'étranger. On ignore encore quel sera le sens de ce projet de réforme, mais le cas d'Unifrance film est à l'étude depuis longtemps.

Festivals. Création d'un Festival du cinéma français à Paris. Il aurait lieu chaque année en décembre et serait doublé d'un marché du film.

Maintien des Festivals de province (Poitou - Charente, Aix-Orange, Arles). L'Etat compte également le Festival d'Avignon.

Regroupement des diverses manifestations organisées au printemps à Paris en un seul Festival : la danse au Louvre, le théâtre à la gare d'Orsay et le cinéma au Grand Palais.

Des cours gratuits seront organisés dans les jardins de la capitale.

- **Théâtres.** — Augmentation de l'aide aux Théâtres parisiens qui disposeront d'un fonds de solidarité de 2,7 millions de francs. Implantation des créateurs et déplacement de certains d'entre eux. Le secrétaire d'Etat doit prochainement rendre public une réforme complète de la décentralisation dramatique.
- **Lettres.** — Développement de l'aide à la création et mesures de protection sociale de l'écrivain. Le Centre national des lettres sera l'instrument de cette politique.

**

M. Michel Guy, au cours de son exposé, a insisté sur le « rôle d'impulsion » de son ministère. Il estime nécessaire de coordonner les activités culturelles à l'échelon national, notamment avec les sociétés de radio-télévision, avec le ministère de l'Éducation et celui des affaires étrangères. M. Michel Guy et M. René Baby, ministre de l'éducation, voudraient profiter des réformes qu'ils entreprennent, chacun dans son secteur, pour modifier les enseignements artistiques. Des groupes de travail, communs aux deux ministères, seront constitués.

Concernant le financement des opérations lancées par le secrétariat d'État à la culture, M. Michel Guy, ainsi qu'il l'avait annoncé lors de son audition (20 novembre 2008 du 28 juin), est en train d'établir des chartes avec les collectivités locales. Tout d'abord avec Paris, puis avec les autres régions et les régions. Cette procédure, qui soulève diverses oppositions, aura sans doute pour effet d'imposer une certaine discipline financière dans leur politique culturelle, et devrait permettre d'éviter une certaine déperdition des fonds. En revanche, de multiplier les droits de regard sur les activités culturelles, et de rendre parfois responsables des animateurs.

Au chapitre des mesures générales, M. Michel Guy a annoncé la création de l'Office de diffusion culturelle, dont le projet était à l'étude ainsi que la création d'un centre de recyclage des comédiens, des metteurs en scène, des danseurs et des chorégraphes. Les questions relatives à l'architecture feront l'objet d'une conférence de presse le 1^{er} octobre.

■ La première représentation du spectacle de Victor Garcia, « Autosacramentales », est fixée au 8 octobre à la Porte Saint-Martin, au lieu du 1^{er} octobre, le retard étant dû aux réparations du dispositif scénique endommagé pendant le transport Sao-Paulo - Shiraz-Paris. Les représentations se poursuivront jusqu'au 20 octobre.

■ Le film de Bertrand Blier, « Les Valseuses », a été saisi mercredi à Rome, où il était projeté depuis le 5 septembre, à la suite d'une plainte pour obscénité. Quelque autorisé par la commission de censure (qui l'a déjà amputé de deux minutes), ce film ne pourra être présenté au public italien avant que la justice ne se soit prononcée.

Le Chili des 14-Juillet

● Une semaine de cinéma chilien. Sous le titre « Chili, un an après — le fascisme tue, le peuple en lutte crée », les cinémas 14-Juillet projettent, du mercredi 25 septembre au mardi 1^{er} octobre, une série de films représentatifs de la production cinématographique — des différentes tendances et préoccupations de la gauche chilienne — entre les années 1969 et 1974.

« La Terre promise » de Miguel Littin (prix Georges-Sadoul 1974, sélection de la Semaine de la critique à Cannes 1974), le dernier réalisé de ces films, sort en exclusivité. Il sera projeté en permanence au Centre de la Culture latine. « Valparaiso, mi amor » d'Alfio Frazzetta (1969) ; « le Chacal de Nahuel Toro », de Miguel Littin (1969) ; « Vote + fusil », d'Helvio Soto (1970) ; « la Prendre Année », de Patricio Guzman (1971-1972) ; « Dialogue avec la nuit », de Patricio Guzman (1972) ; « Quand le peuple s'éveille », du collectif des travailleurs révolutionnaires du cinéma latino-américain (1972-1973), et « Contre la rai-son », de Gerardo Echeverría (1974), passent en alternance dans les autres salles.

● Cette semaine est également dédiée à la résistance révolutionnaire chilienne. D'autres manifestations accompagneront ces projections, qui seront parfois suivies de débats. Exposition de photos (sur la période de l'Unité populaire, le coup d'Etat et la situation actuelle au Chili), montage audio-visuel (sur les fameuses fresques murales, ces peintures militantes qui ornent les murs de pays ; elles ont aujourd'hui disparu), livres, affiches, jour-

Les vendredi 27, samedi 28 (à 22 heures) et dimanche 29 (à 18 heures), le groupe « Karaxu » (cri de guerre indien) viendra interpréter des chants de résistance, avec Patricio Manns et Mariana Solistes. Ils étaient parmi les chanteurs les plus populaires du Chili. — C. H.

Les séances spéciales

A TOUCH OF GLASS (Angl., v.o.) :
Luxembourg. 6^e (632-97-77), à 10 h.,
12 h., 24 h.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria,
1^{er} (236-12-60), à 20 h.
22 h. 10.

CONVERSATION SECRETE (A.,
v.o.) : Luxembourg. 6^e (633-97-77),
à 10 h., 12 h. et 24 h.

**LES DYNAMIQUES AVENTURES DE
TOM ET JERRY** : Studio Marigny,
8^e (225-20-74), à 14 h., 15 h. 45.
17 h. 30.

Les films nouveaux

LANCEROT DU LAC, film français de Robert Bresson. — Quartier Latin, 56 (326-84-65), Gaumont-Éclair, 15 (343-26-36), Gaumont-Éclair, 15 (343-26-36), Concordia, 85 (350-92-64), Madeleine, 85 (373-56-32), Gaumont-Éclair, 15 (343-26-36), Cambronnerie, 156 (724-43-96).

L'AMPELOPSE, film français de Michel Weinberg, avec Isabelle Huppert et La Cible, 56 (337-90-50).

LA TERRE PROMISE, film chilien de Patricio Guzmán, avec Socio Vilagran. — Saint-Séverin, 15 (303-50-91), 14 Juillet, 116 (700-31-52).

LE DÉS DE DORREMAN, film américain de Byron Chudnow, avec Eddie Norman. — S.J. Gramont, 15 (742-50-75), France 3, 15 (742-50-74), Cambronnerie, 156 (724-43-96), Glicy-Pathé, 15 (522-73-96), Gaumont-Éclair, 15 (343-26-36), Cambronnerie — Gambetta, 23 (737-42-92).

83-33-19), Sibboquet, s. (232-
 87-23), Ermitage, s. (339-15-71)
 v.f.; Gaumont-Madeleine, s. (072-
 83-33-19), Gaumont-Madeleine, s.
 Magic-Convention, 15 (823-20-32),
 Clichy-Peche, 18 (827-47-41).
 A PALOMA (Fr.) : Quintette, s.
 (833-56-40).
 Les SEINS DE GLACE (Fr.) : Bouli-
 m, 15 (45-46-29), Capri, 2° (508-
 11-59), George-V, s. (222-41-46),
 U.G.C.-Marbree, s. (223-47-19),
 Paramount-Cedex, 15 (825-19-45),
 Max-Linder, s. (770-40-34), Para-
 mount-Opéra, s. (770-34-37), Para-
 mount-Gobelins, 12° (707-12-28),
 Paramount-Montparnasse, 15 (325-
 22-17), Mistrail, 14° (734-20-20),
 Magic-Convention, 15 (826-20-32),
 Gaumont-Maillois, 15 (744-14-24),
 Moulins Rouge, s. (896-35-25).

[illegible]

TIVE LA FRANCE (Fr.) : Omnia, 2° (231-30-36) ; Cluny-Ecoles, 5° (033-20-12) ; Rotonde, 6° (633-08-22) ; Ermitage, 8° (359-15-71) ; U.G.C.-Marbeuf, 8° (225-47-18) ; Mûrat, 16° (388-99-75).

Les grandes reprises

LES OUVRIERS DE L'ESPÉRANCE (A.
 v.o.) : Studio Contrecarpe. (A.
 73-78-79).
 (A.v.o.) : (A.v.o.) : (**) : Studio
 Orlia. 55 (833-58-59).
 LES ENFANTS DU PARADIS (P.v.) :
 Studio Orlia. 56 (833-59-60).
 LES FEUX DU MUSIC-HALL (It.
 v.o.) : Olympia. 144 (785-87-83).
 LES FLOODES (A.v.o.) : Action Chris-
 tina. 62 (835-55-78).
 L'ÉPILOGUE (A.v.o.) : Action Chris-
 tina. 63 (835-55-78).
 LE FLEUVE (A.v.o.) : La Cief. 55
 (837-90-90).
 L'ACQUAINDA (Brés. v.o.) : La Cief.
 56 (837-90-90).
 LES NEIGES (Pol. v.o.) : La Seine.
 57 (832-46-46).
 LES MORTS-VIVANTS
 (Angl. v.o.) : (**) : Le Ruy. 57 (833-
 46-46).
 L'ÉPILOGUE DANS LA RUE (A.v.o.) :
 Studio Logica. 57 (833-36-42).
 LES QUATRE CAVALIERS DES
 CHAMPS-ÉLYSÉES (A.v.o.) : Les
 quatre cavaliers des
 Champs-Élysées. 58 (833-36-42).
 LES QUATRE CAVALIERS DE
 L'ÉPILOGUE (A.v.o.) : Action
 Épi-logue. 58 (833-36-42).
 LES TROIS ÂGES (A.v.) : Cinéche-
 z. 58 (833-36-42).
 LA VIE EST À NOUS (P.v.) : Studio

GATTE-MONTPARNASSE
MARCO MILLIONS

d'Eugène O'NEILL
30 REPRESENTATIONS

GAITÉ-MONTPARNASSE
MARCO MILLIONS
d'Eugène O'NEILL
30 REPRESENTATIONS

BIENTOT

Vincent, François, Paul et les autres

un film de
**CLAUDE
SAUTET**



ARTS ET SPECTACLES

Musique

A L'OPÉRA

Pavarotti et Ricciarelli dans « la Bohème »

Annoucé dans la Bohème comme « le plus grand ténor de notre époque », Luciano Pavarotti n'avait pas manqué de remplir l'Opéra en ce soir de rentrée où l'on se serait cru dans quelque théâtre transalpin : rien ne comptait que les voix les plus fortes pour les quilles on interrompait loquacement d'acclamations la musique.

Bien enveloppé, et ainsi doué par la nature pour lutter contre le froid de la célèbre mansarde, heureusement jeune et vir, Pavarotti apparaît plutôt comme le prototype du ténor d'une autre époque, à la voix facile, haute, et même un peu trépidante dans l'air, un super-Vanzo pour dire vite, avec parfois, pour mimer l'émotion, une voix timbrée au bord des lèvres, mais le plus souvent éclatante et sans lourdeur.

Avec un organe pareil, on ne saurait lui demander trop d'expression et un jeu délicatement nuancé, même dans la scène finale où il embrasse fougueusement la mourante, lui trépale le visage, s'effondre lourdement, se réveille les yeux au ciel, écrase les mains de Mimì de gros baisers, pleure bruyamment à son chevet tandis qu'elle agonise, hurle de douleur et tente de redonner vie à la défunte en redressant et secouant son buste inertes !

Katia Ricciarelli n'avait pas, il est vrai, donné jusque-là de graves inquiétudes sur sa santé : robuste jeune femme aux joues potelées, timbre d'une richesse peu commune, assez dur parfois, mais toujours jallissant, elle est plus Desdémone que Mimì, et les défaillances physiques de la tendre héroïne, qui ne brisent jamais sa voix, sont de brève durée.

Mais dans ce concert de grandes voix, on souhaiterait déceler une réelle émotion, au moins la mélancolie douce-amère qui parsème la partition de Puccini et ses fréquents retours à ce qui jamais plus ne sera. Ce n'est guère que chez Yves Blason, très remarquable Marcello face à Pavarotti, et surtout chez Roger Soyer, admirable dans le dernier air de Colline, que l'on entend cette discrète plainte.

Suzanne Sarroca est une pénu-

lanie Musette, bien que sa voix tire dangereusement dans l'aigu, et Jacques Bona (Schaumard) et Michel Roux (le propriétaire) composent de réjouissantes personnalités dans cette étincelante réalisation de Giancarlo Menotti, trop étincelante peut-être, car elle est si riche en jeux de scène d'une efficacité infaillible que l'on n'a guère le temps de respirer et de rêver entre les déploiements vocaux gigantesques des protagonistes.

Les décors, assez chargés (sauf celui de la Barrière d'enfer), de Pierluigi Sansonetti, produisent un peu le même effet, mais ces tableaux, hésitant au bord de l'impressionnisme, ont cependant bien du charme.

Représentation italienne donc, que Giuseppe Patané même de son côté avec une extrême souplesse, obéissant aux voix, les enveloppant de longues lignes caressantes et de sonorités délicieuses, ou les suivant vers des fortissimi vertigineux, avec un orchestre qui s'identifie volontiers à ces longs élan amoureux.

Aussi réussi soit-il, ce spectacle paraît tout de même assez anecdotique à côté de grandes soirées lyriques de l'Opéra, telles que les *Viviers* sicilienne avec un certain Plácido Domingo.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 27 septembre, 1^{re}, 4, 8, 12, 15 et 18 octobre. — Pavarotti a enregistré la Bohème, avec Freni et Ghislanzoni, sous la direction de Karajan (Decca, SFR 88/588). Domingo avec Caballé et Ramonelli, sous la direction de Solti (RCA, ARL 3-0371).

REBATTUM. Dans l'article sur l'Orchestre de Chicago (*le Monde* du 28 septembre), il fallait lire : « Paris était l'Orchestre de Chicago » et non « Paris, c'était l'Orchestre de Chicago ».

■ Le jury du second Festival international du film musical et chorégraphique de Besançon, présidé par Charles Ford, a attribué le grand prix de la ville de Besançon à « Villa Concerto », de Hugo Niebeling (R.D.A.). Le film polonais « Eliza-

L'orchestre de Lyon « monte » à Paris

Les débuts parisiens d'un orchestre de province ressemblent à un premier bal. Paré pour la circonstance d'une toilette avantageuse, la déboutante fait une entrée, étudiée sous la surveillance discrète de ses parents. La soirée se termine rarement sans un « coup de foudre ».

Or tout s'est bien passé entre l'orchestre de Lyon et le public des Champs-Élysées. Le glorieux début de l'ouverture de la *Cenerentola*, de Rossini. Une idylle se noua au son du quatrième concerto pour piano de Beethoven, la suite, *Sérénade*, de Prokofiev, fit le reste. Serge Baudo menait la danse, talons serrés, buste souple, et personne n'avait oublié à Paris l'ancien assistant de Gennadi Mikhalkov, toujours efficace et séducteur.

L'orchestre de Lyon possède un quatuor à cordes d'une virtuosité exceptionnelle. D'où ses amoureuses rouades à l'italienne dans Rossini, ces tours d'adresse à plein régime dans Prokofiev, d'où la conduite « sportive » de Baudo, d'où le choix d'un répertoire éclectique destiné à tester en un soir un maximum de performances.

Mais cet instrument n'est pas seulement en parfait état de marche. Il est doté d'une sensibilité particulière, d'une épaisseur propre où se devine le grain des sonorités individuelles. Ses couleurs les plus vives, ses nuances les plus contrastées s'inscrivent toujours dans une rigoureuse continuité expressive ou lyrique, ses coups d'archet modelent la phrase sans en estomper les contours.

Peu d'ensembles français opposent au soliste dans l'*Andante* du *Quatrième Concerto* de Beethoven, une réponse aussi fibre et unanime, venue comme un regard de très loin et de très haut. Sans la moindre bavure, Bruno-Léonardo Gelber proposait malheureusement de toute l'œuvre une version de « concert » note à note, techniquement parfaite mais dénuée d'audace et de démesure.

Richement orchestrés dans une esthétique néo-classique, les *Fastes de l'Imaginaire*, de Serge Nigg, complétaient ce programme. Une création. Mais un retour à la forme et au climat du poème symphonique.

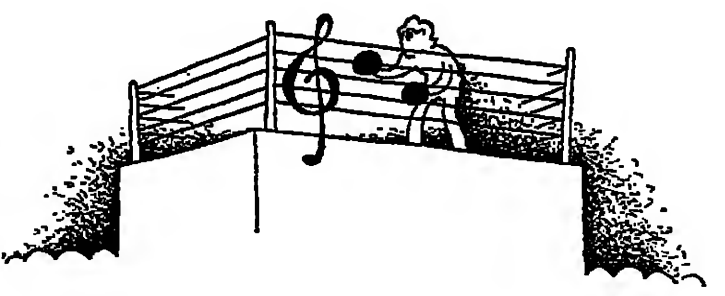
ANNE REY.

Variétés

Claude Nougaro

A quarante-cinq ans, Claude Nougaro reste un cas. Dans la chanson, où il s'est jeté il y a vingt ans, il a su résister leur force aux mots qu'il recherche, travaille et polit patiemment

dans la phrase où ils s'insèrent, en la mêlant avec la musique de jazz. Le chemin emprunté par Nougaro n'est pas facile mais il s'est lancé dans celui-ci avec le cœur et l'esprit, avec le



(Dessin de PLANTU.)

comme un ouvrier joaillier, de redonner à ces mots leur résonance, toute leur vibration en jouant avec eux, en les prolongeant, en les rythmant

mouvements impétueux, avec cette rage et cette fureur qu'il répète sur scène après s'être mis en voix à la façon d'un boxeur qui attend le « contre ».

Il y a de superbes réussites comme *Toulon*, *Bidonville* et cette chanson-poème « *Un jour, un jour, reviens le jour par, l'automne pour d'écouter le soleil* ». Et encore la chanson de Maurice Chevalier « *À la fois cruelles ma poêle* », tendrement métamorphosée, réajustée, et celle, fraternelle, qu'il chante en duo avec Baden-Powell. Il y a la sensibilité de Nougaro entre la tendresse et la violence. Il y a sa manière de cogner contre les mots et les sons. Il y a sa voix qu'il compare lui-même à un tourbillon de cailloux qui roule dans son accent. Il y a pour l'accompagner, depuis dix ans, une équipe de musiciens de jazz (Maurice Vander, Eddy Louiss, Yves Jullien) qui se sont intégrés à son univers.

Pourtant, comment ne pas être gêné par une forme, et des mots, et une musique qui appartiennent aux générations des années 50, par un manque de simplicité voire de spontanéité, par ce qui apparaît souvent comme un « produit culturel ».

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 21 h. 30.

Architecture

UNE LETTRE DE M. G.-M. LAMBERT

M. G.-M. Lambert, architecte de la chancellerie de la République d'Afrique du Sud à Paris, nous écrit à propos de la série d'articles que notre collaborateur André Fermigier a consacrés à la « chute de Paris » (*le Monde* des 26 et 27 août 1974) :

Je ne me permets pas de juger M. Fermigier, qui, sans doute, a toutes les références de connaissance architecturales qui peuvent

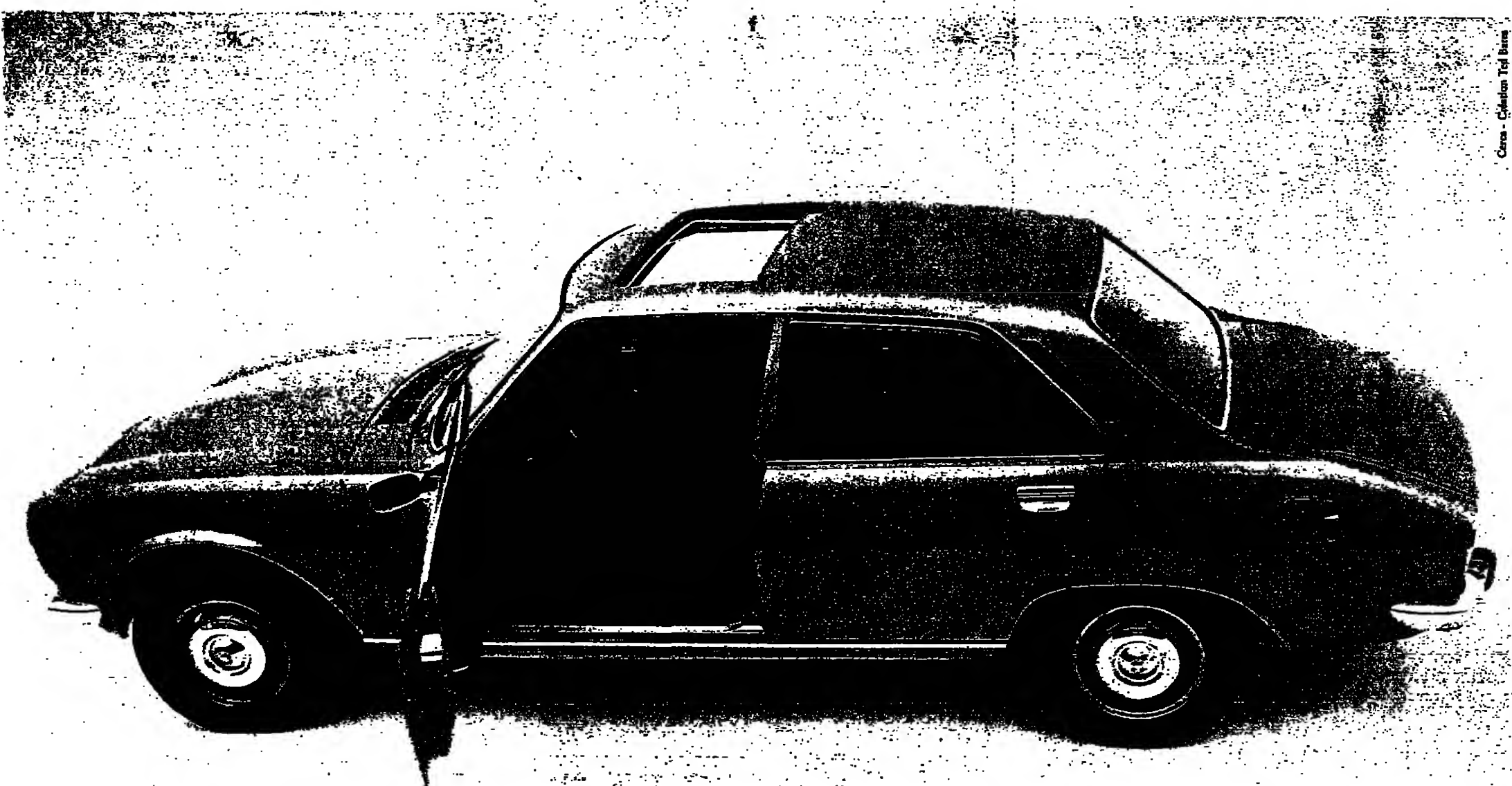
permettre une opinion aussi sûre de soi et un jugement sans appel. Néanmoins lorsqu'il devient grossier, il n'est plus convenable que votre journal ne s'enregistre et « laisse passer ».

Lorsque M. Fermigier parle de la nouvelle chancellerie de la République d'Afrique du Sud en écrivant : « Cette incroyable petite saleté prétentieuse qu'on a laissée édifier au 59, qu'il d'Orsay, avec des bris-solèils en plein nord s'il vous plaît... », il montre, et vous qui l'imprimez en êtes solidaire, un goût pour l'injure, que moi, maître de l'œuvre, ne peux et ne veux laisser passer sous silence. Lorsque M. Fermigier parle de bris-solèils, il s'agit de sa part d'une ignorance du parti architectural.

Cette construction a été approuvée par la commission des sites, par l'architecte protecteur des berges de la Seine, par l'architecte protecteur du 7^e arrondissement, et toutes les instances intéressées. Son style a même reçu les félicitations de la direction de la recherche architecturale.

[On effect, il ne s'agit pas de bris-solèils, mais d'éléments destinés à protéger... peut-on supposer... les occupants de l'immeuble du regard des passants. Cela ne les rend pas pour autant plus supportables.]

Et par conséquent que la plupart des organismes qualifiés à cet effet ont accordé à ce projet ne prouve qu'une chose : c'est qu'ils n'avaient pas avec suffisamment de vigilance le droit et le devoir qui est le leur, celui de protéger les sites parisiens, surtout à leurs endroits les plus sensibles. — A. Fr.]



A FORCE DE NOUS CONSIDERER COMME UNE INSTITUTION CERTAINS FINIRAIENT PAR NOUS CROIRE AUSTÈRES.

Nous sommes devenus synonymes de sérieux, de robustesse, de qualité.

Nous aurions tort de nous en plaindre. En France, malheureusement, on confond trop souvent sérieux avec austérité. C'est un préjugé que la 504 dément absolument. Montez dans une GL dans une TL.

A l'avant, les sièges s'adaptent à vous.

Ils vous permettent d'avoir à la fois la meilleure visibilité et la meilleure position de conduite.

L'appui-tête, incorporé au dossier, peut être réglé ou escamoté selon vos désirs. Vous n'aurez plus à retirer votre ceinture de sécurité pour chercher quelque chose dans la boîte à gants : notre nouveau système à enrouleur vous assure une complète liberté de mouvement.

A l'arrière, l'accoudoir central, très large, évite les battements de coudes. Et il suffit de le relever pour créer une cinquième place très confortable.

L'été, le printemps quelquefois, le toit ouvrant* vous permet de profiter du soleil. La nuit, un conducteur a autre chose à faire qu'à chercher à tâtons : les commandes de climatisation, l'allume-cigares et le cendrier sont éclairés.

Sans parler d'autres raffinements : une moquette épaisse et confortable à l'avant comme à l'arrière ; des sièges revêtus de drap, ou de cuir (en option sur GL et TL) dont la couleur s'harmonise parfaitement avec celle de votre voiture (10 teintes dont 4 métallisées). Il suffit de regarder une 504 pour se rendre compte que sérieux ne signifie pas forcément austère.

504 PEUGEOT

PEUGEOT fait confiance à *en option sur la GL.

صلى الله عليه وسلم

SPECTACLES

L'Humaine
... UN PEUPLE DEBOUT
POUR LA LIBERTÉ !
... Conscience d'hommes dans la rue

1936
Fascisme, Front Populaire et P.C.
Une grande reprise
présentée par l'Avant-Scène Cinéma

LA VIE EST A NOUS
Jean Renoir

En complément :
Nogent Eldorado du Dimanche (de Carné)
La marche de la faim (de Lurçat)

Studio Gît-le-Cœur - 12, rue Gît-le-Cœur - PARIS-VI
12 à 24 h - tél. : 316-80-25

CINOCES ST-GERMAIN - 633-10-82
1, rue Condé - Carrefour de l'Odéon - M° Odéon

Raymond ROHAUER présente

BUSTER KEATON



LES TROIS AGES
CAPITAL FILMS-PARIS
COPYRIGHT © Raymond ROHAUER-MCMXXIV-All rights reserved

CONCORDE • MADELEINE • QUINTETTE • GAIROMONT RIVE GAUCHE
CAMBONNE • GAIROMONT SUR • QUARTIER LATIN
RHEINE Versailles • TRICYCLE Asnières • ARTEL Nogent • ELAM Bondy

Lancelot du Lac

de
ROBERT BRESSON



REOUVERTURE

OPERA
THEATRE NATIONAL DE L'

27 Septembre - 1, 4, 8, 12, 15, 18 Octobre 1974 à 19 h 30

LA BOHEME

Direction musicale : Giuseppe PATANÉ
Mise en scène : Gian Carlo MENOTTI
Luciano PAVAROTTI • Jacques BONA
Yves BISSON • Roger SOYER
Katya RICCIARELLI • Suzanne SARROCA
Prix des places : 5 à 70 F

28 Septembre - 2, 5, 9 Octobre 1974 à 19 h 30

LE NOZZE DI FIGARO

Direction musicale : Jean-Pierre JACQUILLAT
Mise en scène : Giorgio STREHLER
Gabriel BAGQUER • Ariane SAUNDERS
Frederica VON STADE (28) • Anne HOWELLS (2-5)
Anna RINGART (9) • Tom KRAUSE • Danièle PERRIERS
Jane BERTIE • Ugo TRAMA • Michel SENECHAL
Prix des places : de 5 à 80 F

Location au Théâtre et Agences - Renseignements 073 95 26

Salle FLEYEL, 28 sept., 1^{er}, 2 oct., à 20 h. 30 (de Saint-Ours-OAT)
MOZART Intégrale concertos piano (1^{re} série)

DANIEL BARENBOIM **ENGLISH CHAMBER ORCH.**

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS UGC MARBEUF

IDI AMIN DADA

SAMEDI 28, à 21 heures

TH. DES MATHURINS

ANJ. 90.00

ODETTE LAURE PASQUALI

GEORGES STAGNET

BERNARD ALANE

LE PERIL BLEU

ou

VICTOR LANOUX

Location ouverte

Théâtre et agences

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

30 rue saint andré des arts

PRIX DU JURY CANNES 74

La Cousine Angélique

un film de

CARLOS SAURA

LA PAGODE

57 bis, rue Babylone - tél. : 551.12.15

HOMMAGE AU PRODUCTEUR

MAG BODARD

en alternance

dans les 2 salles

Jeu 26 : RENDEZ-VOUS A BRAY, de A. Delvaux ; AG HASARD BAL-TAZAR, de R. Bresson.

Vendredi 27 : LE BONHEUR, de A. Varda ; UN SOIR, UN TRAIN, de A. Delvaux.

Samedi 28 : BENJAMIN, de M. Deville ; LE VIOLE, de J. Doniol-Valcroze.

Dimanche 29 : LES DEMOISELLES DE ROCHEFORT, de J. Demy ; JE T'AIME, JE T'AIME, de A. Resnais.

Lundi 30 : LA MAISON DES BORIES, de J. Doniol-Valcroze ; LES CHÂTES DE LAIS, de S. Garla.

Mardi 1^{er} : UNE FEMME DORCE, de R. Bresson ; TOUT PETIT ARRIVER, de P. Labro.

NORMANDIE v.a. PUBLICIS ST-GERMAIN v.a. HAUTE-FEUILLE v.a.

PARAMOUNT-OPERA v.a. MAX LINDER v.a. BRETAGNE v.a.

CARAVELLE v.a. GAIROMONT CONVENTION v.a.

Un triomphe phénoménal !

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM PETER BLATTY ...

... THE EXORCIST ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

... L'EXORCISTE ...

... WILLIAM FRIEDKIN ...

C'EST L'EVENEMENT.

une critique comme aucun film n'en a jamais eu depuis que le cinéma existe.

France-Soir
un chef d'œuvre d'humour, un véritable jeu d'artifice!
ROBERT CHAZAL

Le Canard
C'est un régal de se laisser éblouir par ce vieux maître - et le plus jeune de tous - dans ce voyage au pays des merveilles : celui de notre temps.
MICHEL DUBOIS

EUROPE 1
Fantastique film que ce "Fantôme de la Liberté" le meilleur que l'on puisse voir en ce moment.

MATCH
Le chef-d'œuvre de la rentrée. Drôle, inattendu, absurde, fou. Signé Bunuel, NICOLAS DE RABAUDET

Télérama
Quatre moines en froc, trois juges en toge, deux préfets, un commissaire et une autruche dans une chambre à coucher, c'est le nouveau chef-d'œuvre de Bunuel.
JEAN-LOUIS TALLEY

EJ
Un film qui pose le monde à l'envers... Bunuel bouscule tout, blasphème avec humour, renverse les tabous...
SAMUEL LAGRANGE

Dimanche
Bunuel nous propose la plus somptueuse des auberges espagnoles. Film d'un autre monde : un monde d'imaginaire éprouvé, de fantaisie débridée où la débâcle des évidences est comblée par la logique sournoise des songes.
PIERRE BILLARD

L'AUREOLE
Il faut aller à ce spectacle - car "Le Fantôme de la Liberté" est un grand spectacle.
CLAUDE GARNON

LE FIGARO
L'auteur y fait preuve d'une liberté galopante et fantaisie et qu'il témoigne à tout moment d'une incertaine santé.
LOUIS CHAUVET

Le Monde
Stupéur, jubilation, fascination, voilà ce qui attend le spectateur. Prodigieuse fresque gogone, tumultueuse pot-pourri, inépuisable sac à malice, ce récit incohérent est un modèle de cohérence.
JEAN DE BARRONCELLO

L'EXPRESS
Le trente et unième Bunuel : une satire éblouissante.
GILLES JACOB

le point
A 74 ans, Luis Bunuel reste le plus jeune cinéaste du monde. Son "Fantôme de la Liberté" est un film follement drôle. Et drôlement fou...
MICHEL FLACON

OBSERVATEUR
Une gaipante farandole-bastonnade d'une jeunesse ravagante.
JEAN-LOUIS BORY
C'est beau, intelligent, troublant, rapide, dense et, entre autres, à hurler de rire.
PIERRE AJAUME

LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ
UN FILM DE LUIS BUNUEL

ERMITAGE • CONCORDE • CAMEO • UGC ODEON • QUINTETTE
CONVENTION GAIROMONT • MONTY-PARNASSE PATHE • Clichy PATHE • MAYEUX
BELLE EPIQUE • C2L • MONTY-PARNASSE • ARTEL • Nogent • C2L • St-Denis • FRANÇAIS • Englebert

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

JEUDI 26 SEPTEMBRE

CHAÎNE I

50 Pour les jeunes : L'âge de la jeunesse (jeune paysan).
15 Feuilleton : *« Ici peut-être »*, de G. Chouhrouh et M. Trillat. Réal. G. Chouhrouh. Avec L. Goss. H. De Costa. J. Aveille.
L'inséparable romance d'un Portugais à Paris, parti à la recherche d'un frère dont il est sans nouvelles.
10 Variétés : A nous portant de J. Wetzel, J. et F. Gall. Johnny Hallyday.

CHAÎNE II (couleur)

Jeu : Des chiffres et des lettres.
45 Feuilleton : Les oiseaux de Melji Jingu.
30 Jeu : Défendez vos couleurs, de G. Lux.
50 Feuilleton : L'orchestre rouge, d'après le rapport de Heinz Rohrer. Adapt. P. Adler, P. Wirth, H. Gottschalk. Avec P. Frizon.
Troisième épisode : Albenberg, allié à la Solitude (Treppe) communique en juin 1943 à Moscou un projet d'agression de l'Allemagne contre la Suisse. Un de ses collaborateurs, Corpi, est découvert.

CHAÎNE III (couleur)

Pour les jeunes : L'île aux enfants.
40 Feuilleton : Mort au jury.
5 Reportage : Abou-Simbel, le journal d'une résurrection, de H. Meyer-Franck.

Les temples d'Abou-Simbel, menacés de submersion, ont été reconstruits. Film coproduit avec l'UNESCO et la « Joint Venture Abou-Simbel ».
20 h. 35 Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber. Avec M. Michel Debussche, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
21 h. 30 Variétés : Pax la grande porte, de Ch. Izard.

FRANCE-CULTURE

20 h. Carte blanche : « Derrière les rochers », de D. Ocher, avec T. Balchouk, C. Pichot, M. Crépin, M. Sorensen (ital. J.-P. Colas). — 21 h. 20 Les caducés pour quel faire, par M. Portoy. — Caducés et l'ennemi avec B. Molle.
21 h. 20 Le groupe de recherche musicale, par G. L.F. — Autour d'une œuvre : Présentation et analyse de « Jella », de F. Boyte. — 22 h. « Goussier à cordes ou à nu » (P. Richter). — 23 h. 15 Grandes réalisations cinématographiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Festival de Salzbourg. Orchestre symphonique de Vienne, dir. H. Karajan, avec M. Pollak, pianiste : « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Schumann). — 22 h. 40 (S.), Caré dans la nuit. — 23 h. (S.), Jazz vivant. — 24 h. (S.), La musique et ses classiques. — 25 h. 20. Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

TELEVISION (chaîne 2) : 20 h. 35, De quoi se plaignent les agriculteurs ? avec M. Michel Debussche.
R.T.L. : 18 h. 30, M. Marcel Juhan, président désigné de l'U.P.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

CHAÎNE I

50 Pour les jeunes : Le cinéma en herbe.
15 Feuilleton : *« Ici peut-être »*, de G. Chouhrouh et M. Trillat. Réal. G. Chouhrouh. Avec L. Goss. H. De Costa. J. Aveille.
30 Série : Cimarron. L'Or et la pyrite.
45 Émission médicale : L'épilepsie.
Avec le Dr Gauthier, président de l'Association française d'Épilepsie.

CHAÎNE II (couleur)

Jeu : Des chiffres et des lettres.
45 Feuilleton : Les oiseaux de Melji Jingu.
30 Hommage à Anna Magnani. Film : « Roma liberata », de G. Bertolucci et Bertolucci. Avec A. Magnani et M. Mastroianni.
Anna Magnani interprète le rôle d'une femme dont le mari, révolutionnaire, est emprisonné en 1870. Seule, elle invente la grande révolution de Rome le jour où son mari mourra.
15 Émission littéraire : Italiques, de M. Gilbert.
A. Jarry, N. Arnault, M. OM, avec Mme P. Faure et G. Wilson.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Feuilleton : Mort au jury.
20 h. 5 Reportage : Les carnets d'eau. Réal. J. Topart.
L'histoire de la Flandre et la conquête des terres.
20 h. 35 Hommage à Georges Buisson, de M. Dumay. Jeux d'enfants et l'Asiatisme, avec les ballets de Roland Petit.

FRANCE-CULTURE

20 h. Rencontre avec... Pierre Schöller. — 21 h. Entre-temps avec M. Béart. — 21 h. 20. Nos étonnantes fêtes intérieures, par M. Monestier. — 21 h. 30. En son temps, l'Opéra. — 22 h. 30. Art, création, méthode, par G. Chouhrouh. — 23 h. Essai : Autour de René Char, par Ch. Lefebvre. — « Œuvre de l'homme », avec C. Sella, P. André, P. Barré, Ch. A. Lacroix, R. Verley. — « Musique pour René Char », d'E. Leliet (création mondiale), dir. D. Chabron.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Festival de Salzbourg. Orchestre du Mozarteum de Salzbourg, dir. Th. Gulda, avec S. Gesszy, soprano ; R. Kuchel, violoncelle ; « Symphonie en ré mineur » (Schumann). — 22 h. 40 (S.), Caré dans la nuit. — 23 h. (S.), Jazz vivant. — 24 h. (S.), La musique et ses classiques : Beethoven, Chopin, Janacek.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.09.74. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27-9-74 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
/// Zone de pluie ou neige ▽ averse ▢ orage → Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲ Front froid ▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France, à partir du 26 septembre à 0 h, jusqu'au 27 septembre à 0 h.
Les perturbations du courant atlantique, passant assez rapidement sur l'Europe occidentale, maintiendront un temps médiocre en France. Vendredi 27 septembre, des pluies vendront progressivement de la Bretagne et de la Vendée à la frontière belge et aux Ardennes. Prévisions d'écarts maximaux dans le Nord-Est et le Nord, elles seront accompagnées de vents d'ouest à sud-ouest, assez forts dans l'intérieur, et souvent forts près des côtes et en mer. Au 27 septembre, le temps deviendra plus variable en Bretagne, où apparaitront des éclaircies. Les températures minimales seront en hausse dans le Nord-Ouest.
Sur le reste de la France, le ciel sera nuageux, surtout le matin. Des averses se produiront le matin sur les Alpes et les Cévennes, l'après-midi en Corse. Les éclaircies deviendront assez belles en Aquitaine. Les vents modérés, venant du nord-ouest dans les régions méditerranéennes, de l'ouest ailleurs. Les températures maximales s'élèveront.
Jeudi 26 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était : Paris, Le Bourget, de 1 008,2 millibars, soit 764,7 millimètres de mercure. La température du maximum enregistré au cours de la journée du 25 septembre, le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 : Alacrid, 20 et 17 degrés ; Biarritz, 15 et 14 ; Bordeaux, 18 et 12 ; Brest, 14 et 9 ; Caen, 14 et 9 ; Clermont, 13 et 10 ; Clermont-Ferrand, 17 et 8 ; Lille, 14 et 7 ;

Athènes, 25 et 17 ; Bonn, 11 et 7 ; Bruxelles, 13 et 7 ; Le Caire, 26 et 21 ; Los Cancales, 22 et 15 ; Copenhague, 15 et 7 ; Genève, 12 et 7 ; Lisbonne, 25 et 12 ; Londres, 15 et 7 ; Madrid, 29 et 12 ; Monaco, 15 et 12 ; Palma-de-Majorque, 24 et 22 ; Rome, 22 et 17 ; Stockholm, 14 et 6.

P.T.T.

MODIFICATION DES TAXES POSTALES ANNEXES

Le réaménagement des tarifs des services postaux et financiers, entré en vigueur le 16 septembre, s'accompagne des modifications suivantes dans les taxes postales annexes :
● Frais de recherches dans les documents de service : 12 F.
● Coupons-réponses des pays assimilés au régime intérieur : 0,10 F en sus de la taxe applicable à une lettre du premier échelon de poids dans ce régime.
● Cartes postales vendues aux guichets : 0,10 F en sus de la taxe d'affranchissement.
● Cartes pneumatiques : 0,10 F en sus de la taxe d'affranchissement.

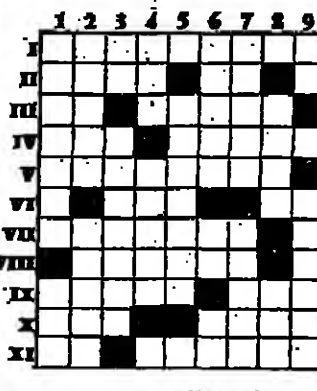
Éducation

● Cours de sciences religieuses par correspondance. — Des professeurs d'université, travaillant indépendamment de toute tutelle confédérale, offrent un enseignement d'un type nouveau sur « Les fondements religieux de la culture européenne ». Deux cours seront offerts pour l'année 1974-1975 : 1) Jésus (mi-octobre 1974) ; 2) De Jésus aux communautés chrétiennes du II^e siècle (janvier 1975). Cet enseignement sera assuré à distance par le Centre interuniversitaire de télé-enseignement de Strasbourg, département d'envoi régulier comprenant des cours polygraphiques, des indications bibliographiques, des sujets d'exercices, etc. Coût prévu pour chacun des cours : 150 F. Pour tous renseignements s'adresser au Centre interuniversitaire de télé-enseignement, département des sciences religieuses, palais universitaire, 67084 Strasbourg-Cedex.

MOTS CROISÉS

Loterie nationale

PROBLEME N° 957



seuss ; D'une gentillesse pré-
cense. — 4. Orientation ;
Commune mesure. — 5. Peu
importantes quand elles sont
petites. — 6. Se refait très bien
à la surface d'une eau calme ;
Caractère ancien ; Ancien moyen
de communication. — 7. A ne pas
conservé trop longtemps ; Privé
d'un viscère. — 8. Jeté par-dessus
bord quand les circonstances l'exi-
gent ; Fin de participation. — 9. Fer-
mement de jolis rêves ; Souffrit
autant que l'indigne.

Solution du problème n° 956

HORIZONTALEMENT

I. Solarium. — II. Usages ; La.
— III. Nils. — IV. Orchestre.
V. Nue ; IU. — VI. Escalier. —
VII. Al ; AT ; Lue. — VIII. Clai-
seur. — IX. Tête ; Usé. — X.
Reer. — XI. Révisions.

VERTICALEMENT

1. Suçon ; Actée. — 2. Os ;
Ruelle. — 3. Lances ; Aïre. —
4. AG ; Cadees. — 5. Remégais ; El.
— 6. Jais ; Eure. — 7. Et ; Tius.
— 8. ML ; Rieurs. — 9. Apeuré ; Es.
GUY BROUTY.

Le Monde

Servies des Abonnements
à rue des Italiens
75 002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

12 F 12 F 12 F

TRANCHE DES VENDANGES

Les billets portant le numéro
0745 gagnent 800 000 F (gr. 5,
sér. A), 10 000 F (aut. gr. sér. A)
et 200 000 F (gr. 5, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
7869 gagnent 350 000 F (gr. 4,
sér. A), 10 000 F (aut. gr. sér. A)
et 200 000 F (gr. 4, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
3282 gagnent 20 000 F (gr. 3,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
9473 gagnent 20 000 F (gr. 3,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
3534 gagnent 20 000 F (gr. 3,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
4855 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
4185 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
3855 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
1227 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
0387 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
4127 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
3415 gagnent 10 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
4888 gagnent 20 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
7918 gagnent 20 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
7849 gagnent 10 000 F (gr. 1,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 20 000 F (gr. 1, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
3049 gagnent 20 000 F (gr. 2,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

Les billets portant le numéro
3959 gagnent 20 000 F (gr. 1,
sér. A), 2 000 F (aut. gr. sér. A)
et 10 000 F (gr. 1, sér. B), 2 000 F
(autres groupes, série B).

LES BILLETS
ONT LE NUMERO
27 TERMINE PAR

1 61 801 100 100

2 82 100 100

3 100 100

4 100 100

5 5 50 50

6 55 500 500

7 437 300 300

8 98 100 100

9 9 50 50

0 100 100

COMPTÉ TENU
DES CUMULS DE LOTS

Le prochain tirage (10^e tranche)
aura lieu le mercredi 2 octobre, à
19 h. 45, salle des commissions,
20, rue La Boétie, Paris-VIII.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel
du 26 septembre 1974 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 65-629
du 27 juillet 1965 relatif au statut
pénal des contrebandiers divi-
sionnaires des services techniques
du matériel du ministère de l'inté-
rieur ;

● Portant répartition des effec-
tifs budgétaires des personnels
militaires des armées pour 1974.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Paret, directeur de la publication,
Jacques Sauvage.

Imprimerie
de « Le Monde »
5, rue des Halles
PARIS-2^e

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.

Le salon de l'auto chez vous...

De A à Z, 1000 modèles
avec leur
consommation
exacte

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UN LABORATOIRE PARISIEN, FABRIQUANT DES PRODUITS COSMÉTIQUES VENDUS EN PHARMACIE, cherche un **conseiller technique (production)**.

Le conseiller intervient dans :
— l'engineering des nouvelles implantations à l'étranger (conception des usines, choix des matériels, transmission du know-how);
— la diffusion des techniques expérimentées avec succès en France;
— la mise en conformité des produits français avec les législations étrangères.

Rendant compte au Directeur général, il sera appelé à faire de fréquents voyages à l'étranger. C'est un pharmacien (option Industrie) ou un ingénieur-chimiste de 30 ans au moins, ayant 3 à 5 ans d'expérience de la fabrication dans l'industrie chimique, pharmaceutique ou cosmétologique. Il travaille en anglais et en espagnol. Il est souhaitable qu'il ait de bonnes connaissances en allemand.

Les cadres intéressés adressent leur dossier de candidature (ss réf. 2745 M) à J.-E. LEYMARIE.

ALEXANDRE TICS S.A.
10 RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANICP

LA DIVISION EXPORTATION
d'un Impt. Fabricant de produits semi-finis de l'industrie lourde du bois recherche

UN SPÉCIALISTE DÉVELOPPEMENT MARCHÉS EXTÉRIEURS

- Animation, suivi, contrôle des marchés existants.
- Étude, proposition, mise en place nouveaux marchés.

FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE
REELLE EXPERIENCE INTERNATIONALE
GRANDE MOBILITE GEOGRAPHIQUE
(Nombreux déplacements et missions à l'étranger)
Langue anglaise indispensable + au moins une autre langue commerciale étrangère.
Point d'attache : REGION PARISIENNE.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 4714 à LEVY-TOURNAI, 8, cité Pigalle, 75009 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL DE 1er PLAN
leader sur plusieurs marchés de PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION recherche

pour une Usine très importante proche de la région parisienne

CHEF DE PRODUCTION

- Sous le contrôle direct du Directeur de l'Usine, il assurera la supervision d'IMPORTANTES UNITES DE FABRICATION ET DE CONDITIONNEMENT.
- Ce poste ne peut convenir qu'à un homme de formation supérieure, 35 ans minimum, possédant une forte personnalité et ayant déjà assumé de SOLIDES RESPONSABILITES EN PRODUCTION.
- Largues possibilités de développement dans une Société en expansion.

Ecrire avec C.V. sous n° 9501 à SPERAR 75, Chps. Elysées PARIS 8e qui trans.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE NUCLÉAIRE PROCHE BANLIEUE SUD recherche

INGÉNIEUR

DYNAMIQUE

POUR ETUDES D'INSTALLATIONS

- Connaissances générales souhaitables en : GENIE CIVIL ET CHARPENTE; CHAUDRONNERIE ET TUYAUTERIE; ENVOIS DE LEVAGE; APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE ET CÂBLAGE.

Adresser C.V. et Préf. sous référence J.P.C. 24, à n° 73.431 PUBLI-AL, 9, rue Louis-Murat, B.P. 153-02, 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SODIMÉTAL S.A.

Système HALFEN de fixation par profilés implantés dans le gros œuvre (T.P., B.A.T.), PARIS - LONJUMEAU - BRUSSELS - TURIN recherche un INGÉNIEUR DIPLOMÉ pour prendre sa

DIRECTION GÉNÉRALE

Spécialisé en Génie Civil, il sera âgé de 35 ans au minimum, parfaitement bilingue français-allemand (anglais apprécié) et aura une solide expérience commerciale auprès des bureaux d'études et constructeurs.

L'entrée en fonctions du candidat retenu sera précédée d'un stage de six mois à DUSSELDORF.

La négociation sera axée autour d'une rémunération de 120.000 francs.

Revenir avec curriculum vitae sous référence SODEGE à

CETAGE
10, rue d'Alsace, 75009 PARIS

DELATTRE-LEVIVIER
(GROUPE CREUSOT-LOIRE)
16, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

recherche pour son

SERVICE GESTION DE CONTRATS COLLABORATEUR

Chargé gestion prévisionnelle et facturation contractuelle, importante, notamment ensembles, sidérurgie - exportation.

- Expérience quelques années souhaitée.
- Respectant d'entreprises.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions au Service du Personnel.

Nous recherchons **DEUX JEUNES CADRES CHARGES D'ETUDES** **Diplômés ESC - ESCP - ESSEC** ou **licenciés SCIENCES ECONOMIQUES** ou **licenciés EN DROIT**

pour étudier notre SERVICE DES ETUDES COMMERCIALES chargé des études de mise au point de contrats et tarifs de la Publicité, de la Promotion et de l'Animation des ventes.

- Si vous appréciez le travail de Groupe (le service compte actuellement 3 chargés d'études).
- Si vous recherchez une fonction créative, diversifiée et évolutive.

Nous vous invitons à nous adresser votre candidature avec C.V. complet et photo.

A. WALLET - LA PRESERVATRICE
18, rue de Londres - 75439 PARIS CEDEX 09

• Votre formation est prévue suivant un programme de stages précis.

IMPTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE
proche banl. Nord-Est Paris recherche

ACHETEUR PRINCIPAL

(expérience achats matériaux premières et produits pour l'industrie métallurgique, connaissance du processus de passation du marché).

Env. C.V. et prétentions à n° 73.382, Conscience Publiée, 20, av. Odeon, Paris-7e, qui tr.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'ACCUMULATEURS
recherche pour son service études à Paris

UN Dessinateur

études 2e échelon ou Dessinateur principal Adresser C.V. et prétentions à n° 1144, PUBLI-PRESS, 31 bd. Saint-Maurice, 75012 Paris Cedex 12.

SOCIÉTÉ "RECHERCHE DURÉE"
recherche

UN COMPTABLE

QUALIFIÉ - TÉ. 673-82-41.

ENTREPRISE ÉLECTRONIQUE
Rechercher Paris BANLIEUE NORD-OUEST

Leader dans sa spécialité recherche :

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

expérimenté, pour assister le Chef du Service des Informations techniques (500 personnes environ).

Nationalité française. Nombreux avantages sociaux.

Premier contact par lettre. Ecr. n° 73.372 CONSCIENCE PUBL. 20, av. Odeon, Paris-7e, qui tr.

URGENT RECRUTER PERSONNEL TECHNICO-COMMERCE

Introduits et expérimentés pour prospection et visite clients Industries, Papeteries, Sidérurgie, Plastiques - Situation d'avenir salariale.

Ecr. avec C.V. photo (ret.) à POLINOR 74, rue Auguste-Maître 75008 CHELLES.

BANQUE DE SUZ ET DE L'UNION DES MINES

recherche pour son DEPARTEMENT ÉTRANGER

COLLABORATEURS

- Formés, niv. bac nécessaire. Expérience bancaire exigée.

Les postes à pourvoir peuvent ouvrir une carrière intéressante à des éléments jeunes, actifs et ambitieux.

Envoyer lettre, C.V. manuscrit + photo, sous réf. 4106, au Service du Personnel, 9, rue Louis-Murat, 75004 PARIS CEDEX 04.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche

AT. 3 DE PATE-FORME ET DE S.A.V.

Expérience circuit imprimé. Ecr. av. C.V. 34, av. du Dr-Maria, 92-01-01, ou tél. au 464-28-20.

ÉDITEUR PARIS
cherche pour son service plein temps 3 mois

REDACTEURS REDACTRICES

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pour travail sur textes divers (enseignement, administration, économie, lois, impôts, assurances, etc.).

EXPERIENCE JOURNALISTE ou ÉDITION OBLIGATOIRE.

Adresser C.V. détail ss réf. 17.414, à RICH PUBLI-CITÉ, 84, rue d'Alsace, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

spécialisés dans la vente de services (services basés, sous-traitants).

LES CANDIDATS DEVONT PROUVER LEUR REUSSITE ET LEUR EFFICACITÉ ANTERIEURES.

Discretion assurée - Rémunération importante. Ecrire n° 426, Zenith Publicité, 36, avenue Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

Administration recherche, pour PARIS, informaticien diplômé
Grande Ecole, 3 à 5 ans d'expérience, maîtrise de l'informatique, Expérience, pour poste adjoint à Chef de Centre, intéressé à l'information. Emploi stable. Envoyer C.V. détaillé et prétentions à n° 730, « le Monde », Pub., 5, rue des Italiens, 75002 PARIS-P.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE
Grande Banlieue Nord de Paris recherche

UN INGÉNIEUR EN ÉLECTROCHIMIE

Ecole d'ingénieurs ou Université + D.E.A.

travaux de laboratoire dans le domaine des revêtements de surface et de l'anti-corrosion. Débutant ou quelques années d'expérience.

Ecrire avec C.V., photo et prét. n° 72.416 CONSCIENCE PUBL. 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche pour

DIRECTION DU DÉPARTEMENT DES EXPÉRIMENTATIONS CLINIQUES

avant des contacts étroits avec services hospitaliers et universitaires.

Situation financière conforme à l'importance du poste.

Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd. Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 4106, pour transmission.

Fitille groupe Industriel
Important recherche pour

CENTRE INFORMATIQUE

Emploi d'un 30/145 à RUEIL-MALMAISON :

PROGRAMMEUR-SYSTEME

CONFIRME

connaissances Cobol et PL 1 2 à 3 ans expér. min. OS/VS

Adresser C.V. et prétentions à n° 73.531 CONSCIENCE PUBL. 20, av. Odeon, Paris-7e, qui tr.

AGENT COMMERCIAL
de langue maternelle espagnole, parlant couramment français, recherche pour s'occuper en Espagne à temps partiel, en qualité d'attaché de Direction, de la promotion des ventes d'un éditeur international de matériel audiovisuel pour l'enseignement des langues. Pourrait assurer et payer en France. Ecr. pour première convocation, à M. FRILLET, 12, rue Lincoln, 75008 PARIS.

HEURTEY INDUSTRIES
ENGINEERING CHIMIE PETROLE RECHERCHE

pour son DEPARTEMENT **ETUDES**

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

DANS :

- Installations d'usines chimiques et pétrolières,
- Calcul appareils sous pression.

Capables seconder les Chefs de section.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions en indiquant la référence à : Madame GEORGES (H.I. 707) HEURTEY INDUSTRIES 30, rue Guersant - 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

spécialisés dans la vente de services (services basés, sous-traitants).

LES CANDIDATS DEVONT PROUVER LEUR REUSSITE ET LEUR EFFICACITÉ ANTERIEURES.

Discretion assurée - Rémunération importante. Ecrire n° 426, Zenith Publicité, 36, avenue Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

Administration recherche, pour PARIS, informaticien diplômé
Grande Ecole, 3 à 5 ans d'expérience, maîtrise de l'informatique, Expérience, pour poste adjoint à Chef de Centre, intéressé à l'information. Emploi stable. Envoyer C.V. détaillé et prétentions à n° 730, « le Monde », Pub., 5, rue des Italiens, 75002 PARIS-P.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE
Grande Banlieue Nord de Paris recherche

UN INGÉNIEUR EN ÉLECTROCHIMIE

Ecole d'ingénieurs ou Université + D.E.A.

travaux de laboratoire dans le domaine des revêtements de surface et de l'anti-corrosion. Débutant ou quelques années d'expérience.

Ecrire avec C.V., photo et prét. n° 72.416 CONSCIENCE PUBL. 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

URGENT RECRUTER PERSONNEL TECHNICO-COMMERCE
Introduits et expérimentés pour prospection et visite clients Industries, Papeteries, Sidérurgie, Plastiques - Situation d'avenir salariale.

Ecr. avec C.V. photo (ret.) à POLINOR 74, rue Auguste-Maître 75008 CHELLES.

BANQUE DE SUZ ET DE L'UNION DES MINES

recherche pour son DEPARTEMENT ÉTRANGER

COLLABORATEURS

- Formés, niv. bac nécessaire. Expérience bancaire exigée.

Les postes à pourvoir peuvent ouvrir une carrière intéressante à des éléments jeunes, actifs et ambitieux.

Envoyer lettre, C.V. manuscrit + photo, sous réf. 4106, au Service du Personnel, 9, rue Louis-Murat, 75004 PARIS CEDEX 04.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche

AT. 3 DE PATE-FORME ET DE S.A.V.

Expérience circuit imprimé. Ecr. av. C.V. 34, av. du Dr-Maria, 92-01-01, ou tél. au 464-28-20.

ÉDITEUR PARIS
cherche pour son service plein temps 3 mois

REDACTEURS REDACTRICES

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pour travail sur textes divers (enseignement, administration, économie, lois, impôts, assurances, etc.).

EXPERIENCE JOURNALISTE ou ÉDITION OBLIGATOIRE.

Adresser C.V. détail ss réf. 17.414, à RICH PUBLI-CITÉ, 84, rue d'Alsace, 75009 PARIS, qui transmettra.

Fitille groupe Industriel
Important recherche pour

CENTRE INFORMATIQUE

Emploi d'un 30/145 à RUEIL-MALMAISON :

PROGRAMMEUR-SYSTEME

CONFIRME

connaissances Cobol et PL 1 2 à 3 ans expér. min. OS/VS

Adresser C.V. et prétentions à n° 73.531 CONSCIENCE PUBL. 20, av. Odeon, Paris-7e, qui tr.

AGENT COMMERCIAL
de langue maternelle espagnole, parlant couramment français, recherche pour s'occuper en Espagne à temps partiel, en qualité d'attaché de Direction, de la promotion des ventes d'un éditeur international de matériel audiovisuel pour l'enseignement des langues. Pourrait assurer et payer en France. Ecr. pour première convocation, à M. FRILLET, 12, rue Lincoln, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE
recrute pour son Centre de recherches (banlieue SUD-EST)

UN CHEF DE LABORATOIRE

Le candidat INGENIEUR-CHIMISTE devra avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine des colles.

Il aura pour mission de mettre en œuvre des moyens de recherche, formulation et aide technique.

Il participera à la définition des axes de développement des produits dans le secteur de l'industrie, du bâtiment et de l'emballage.

Adresser C.V. et prétentions, n° 71.887, CONSCIENCE PUBLIÉE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Nous sommes une entreprise de renommée mondiale et nos produits intéressent le secteur automobile.

Nous recherchons pour notre secteur de la région parisienne

UN AGENT DE VENTE

Nous recherchons une personne :

- âgée de 25 à 35 ans, minimum.
- ayant un bon niveau de culture générale, le sens de la négociation,
- soignée, parlant français, mobile.

Après une période de formation complète sur nos techniques de vente et nos produits, des postes de responsabilité seront confiés aux candidats de valeur.

Envoyer C.V. manuscrit, et photo récente récente en ind. av. n° 7.290 PUBLI-AL, 9, rue Louis-Murat, 75009 PARIS, qui transmettra.

Cherche Vendeur
Bibliothèque Charron GARE PARIS-LYON

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
appartient à groupe International recherche pour

CONTRÔLE DE GESTION

Diplômé Ecole de Gestion min. 25 ans

De préférence ait expérience de 2 à 5 ans dans service financier de Société Anglo-saxonne. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé et prét. sous n° 73.331 à LABORATOIRE CENTRAL DE RECHERCHES INDUSTRIELLES 15-16, rue Grasse-Carne-Rose, 75140 Villetta-Villacoublay.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
Paris Bourse

recherche pour

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

30/35 ans DOS disques et bandes

PROGRAMMEUR COBOL

une à deux années expérience. Disponibilité rapide.

Ecr. avec C.V. détail et prét. à LA FONCIÈRE, 48, rue N.-D.-des-Victoires, PARIS (2e).

CABINET IMMOBILIER en pleine extension
BANLIEUE OUEST

recherche pour son service APPARTEMENTS ANCIENS

1 COLLABORATEUR

TRES EXPERIMENTE capable d'effectuer un fichier appartement et de manager l'agent de terrain.

Libre immédiatement.

Ecrire V. V. à n° 74.994, I.P.F., 12, rue de Riety (8e).

Important organisme public
pour service juridique H. ou F. expérience pour répondre de mandats de renseignements : — base et contrats commerciaux.

Rémunération selon compétence. Adresser C.V. et Préf. sous n° 73.331 à LABORATOIRE CENTRAL DE RECHERCHES INDUSTRIELLES 15-16, rue Grasse-Carne-Rose, 75140 Villetta-Villacoublay.

Jeune HSC. SUR-DECO
Aspirant, dynamique, recherché par Société d'information pour Ser. Administration des Ventes, Achats, Facturation. Adresser C.V. photo à : S.T. des Ordinateurs, 112, rue A.-Brande, 91400 ORSAY.

Labo Pharmaceutique
Paris-Sud recherche

URGENCE

PEROS-VERIFS

sur 5496 Tél. pour renseignements 635-27-10, poste 936.

ATTACHE DIRECTION
COMPTABLE

formation supérieure. Exprim. comptable, analytique. Ecr. av. C.V. et Préf. sous n° 73.331 à LABORATOIRE CENTRAL DE RECHERCHES INDUSTRIELLES 15-16, rue Grasse-Carne-Rose, 75140 Villetta-Villacoublay.

ADMINISTRATION PUBLIQUE
recherche pour neuf mois

DOCUMENTALISTE

à temps partiel, environ 15 h. hebdom. Connaissance économique souhaitée. - T. ORSTOM, - 229-01-02, poste 57.

ETABL. ARNAUD/PROCOME
rech. pour département produits chimiques marchés nationaux

ADJOINT

MEME DEBUTANT

à l'entrepreneuriat et débrouillard, susceptible développer nouveaux secteurs. Analyse indispensable. Salaire suivant expér./capacité.

Adresser C.V. Ecrire réf. 62, PROCOME, 64, avenue Général-Michel-Bizot, 75017 PARIS.

Groupe Rédaction Kreston
Ch. COLLABORATEUR pour diriger service juridique et fiscal.

Env. C.V. et prétentions à Mme Coudet, 8, r. de France, Paris-7e.

LE GROUPE INFORMATIQUE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE VENTE DE BIENS D'EQUIPEMENT (PARIS)
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour ANALYSES DE SYSTEMES EN TEMPS REEL POUR DES INSTALLATIONS EN PROCESS INDUSTRIEL

Au sein d'une équipe, il participe à la réalisation de projets et à leurs essais ; il intervient lors de leur mise en service chez l'utilisateur.

Ses fonctions le mettent en relation continue avec l'équipe chargée des études de projets et avec les constructeurs de matériels électroniques.

- Une expérience de 2 ans minimum dans le domaine des MINI-ORDINATEURS est indispensable.
- Anglais lu.

Adresser curriculum vitae détaillé et prêt. sous réf. 121.304 au 30, rue de Mogador 75009 PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SECOND ŒUVRE DU BÂTIMENT
filiale d'un Groupe international recherche

ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION

CE POSTE D'AVENIR conviendrait à un jeune homme de formation supérieure (HEC, Sup. de Co., ESUP ou autre) ayant excell. connais. de comptab. et gestion, bilingue, maîtrisant l'organisation et l'informatique et connaissant l'allemand.

LE CANDIDAT devra être assez dynamique pour assurer de larges responsabilités après sa mise au courant dans l'entreprise, et avec souplesse de caractère pour s'intégrer dans une équipe déjà soudée.

Lien de travail : Paris - La Défense.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à O.G.I.E.R., B.P. 430-16, 97609 PARIS CEDEX 16.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL SPECIALISE DANS LA VENTE DE BIENS D'EQUIPEMENT
recherche

INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN

pour occuper au Siège Social à PARIS un poste de **CONSEIL EN MARKETING**

Intégré au Service "Vente & Marketing" du Siège, il aura à conseiller et assister les cellules Marketing des différentes unités de production du Groupe.

Il sera responsable des analyses stratégiques précédant les programmes de fabrication.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant déjà une expérience du marketing des biens d'équipement industriels.

Merci d'envoyer C.V. détaillé et prêt. sous réf. 121.302, 30, rue de Mogador 75009 PARIS

POUR LE SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS les PTI recrutent sur titres POUR PARIS ET LA PROVINCE

250 DIPLÔMÉS
de certaines écoles d'ingénieurs ou titulaires d'une maîtrise d'informatique (âge maximum 30 ans)

FONCTIONS

- Exploitation technique et maintenance des installations
- Lancement de travaux neufs
- Contrôle de chantiers

Etudes pour la mise en place de nouveaux systèmes d'exploitation

CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 11 OCTOBRE 1974

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DANS LES DIRECTIONS REGIONALES DES TELECOMMUNICATIONS

Paris : 18, Boulevard de Vaugirard 75531 PARIS CEDEX 15

Banlieue : 103, Rue de Grenelle 75700 PARIS

Province : au chef-lieu de la région de résidence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche

1 JEUNE INGÉNIEUR

DYNAMIQUE, possédant l'expérience de réalisation d'unités de stockage automatique pour gérer comme ingénieur d'affaires les contrats en cours.

Langue anglaise souhaitée.

Env. C.V., photo (réf.) s/réf. 2377, GAUTRON Publ. 39, rue Rodier, 75009 PARIS, qui transmettra.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Provence - Côte d'Azur

VAR : préfecture Toulon ?

Sur la proposition de M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, le gouvernement a décidé, au cours du conseil des ministres du mercredi 25 septembre, d'engager la procédure de transfert du chef-lieu de département du Var de Draguignan à Toulon. Si ce projet aboutit, Toulon serait la seule des trois préfectures maritimes (Brest, Cherbourg et Toulon),

siège chacune de trois arsenaux importants à devenir en même temps préfecture administrative (dans la Manche la préfecture est à Saint-Lô et dans le Finistère à Quimper). La décision du gouvernement peut s'expliquer par des motifs d'ordre économique (la ville de Toulon avec 180 000 habitants est neuf fois plus peuplée que Dra-

guignan et concentre l'essentiel des activités industrielles avec notamment l'arsenal et les chantiers navals) mais aussi des raisons politiques. Enfin une préfecture importante à Toulon permettrait d'équilibrer la région Provence-Côte d'Azur au sein de laquelle la rivalité entre Nice et Marseille — de couleurs politiques opposées — reste très vive.

UNE BOMBE

De notre correspondant régional

Draguignan. — Un colt en gros plan braqué sur des bâtiments officiels vus en perspective : le cliché que publiait *Var-Matin*, dans son édition locale du 3 avril dernier, se voulait saisissant. Légende : « Depuis toujours, la préfecture de Draguignan est visée. » C'est peu de dire que la menace d'un transfert du chef-lieu du département a plongé les Dracenois dans la plus grande surprise. Le terme de « bombe » si souvent employé convient parfaitement ici. Sentiment unanime : la ville est arbitrairement destituée. « C'est... pour Draguignan », confiait prosaïquement un gargon de café. « Ils nous ont donné P.R.M. et ils nous prennent notre préfecture, pardi ! », concluait l'un de ses clients. Réunis statutairement dans l'après-midi à Draguignan, les syndicats d'artisans varois estimaient de leur côté « que le marché commercial et artisanal de tout le secteur du Haut-Var risquait de pâtir de cette décision imprévue ».

Les élus de la région proche de Draguignan ont réagi eux aussi avec véhémence. « Mesure aberrante », « indignation », « scandale », « injustice flagrante ». « C'est la mise à l'écart, la ruine de toute la région et qui plus est la cassure du département en deux parties, l'une regardant vers Nice et l'autre oblique de Toulon », s'est notamment indigné M. Raymond Nicoletti (P.S.), vice-président du conseil général, exprimant en lieu et place du président et maire de Draguignan, M. Edouard Soldani (P.S.), en vacances non loin de la ville, mais qui ne s'est pas encore manifesté. « Je ne sais pas qu'une chose : c'est une vengeance politique », a pour sa part accusé sans détour le rapporteur du budget de l'assemblée départementale, également socialiste, M. Delpey. L'idée selon laquelle la décision gouvernementale a été dictée par des considérations de cet ordre n'est pas sans fondement. Les socialistes, jadis bien implantés dans tout le département, ont dû céder, au cours des derniers scrutins électoraux, nombre des positions qu'ils détenaient sur la côte. En subissant la loi, le nord du Var demeure aujourd'hui dans l'opposition, mais la plupart des importantes communes littorales appartiennent à la nouvelle majorité présidentielle. À l'issue des récentes élections cantonales, les socialistes ou apparentés, avec vingt sièges sur quarante et un, n'ont pu conserver la majorité au conseil général qu'avec l'appoint des quatre élus

communistes. Cependant, cette situation moins favorable aurait plutôt, semble-t-il, incité les élus de la gauche à radicaliser leur traditionnelle indépendance à l'égard des représentants du pouvoir central. A-t-on jugé le moment opportun de leur faire échec en visant plus précisément à atteindre l'autorité morale de l'inamovible président Soldani ? Les amis du sénateur de Draguignan s'en déclarent convaincus.

Ces péripéties politiques ne sauraient pourtant faire oublier les réalités démographiques, économiques et administratives du dossier. Dans aucun autre département, tout d'abord, la disproportion entre le chef-lieu et la sous-préfecture n'est aussi importante. L'agglomération urbaine toulonnaise regroupe plus de trois cent mille habitants, soit la moitié environ de la population du Var, tandis que la population dracenoise dépasse de peu les vingt mille personnes. La ville préfectorale n'est même plus la plus importante de l'arrondissement, qui comprend Fréjus et Saint-Raphaël. Près de 75 % de la main-d'œuvre industrielle du département se trouvent d'autre part localisées dans l'aire toulonnaise, où se trouvent la quasi-totalité des industries de transformation varoises.

La concentration de l'activité économique sur la côte a, par ailleurs, entraîné la fixation à Toulon de certains services extérieurs des ministères. Cette organisation quelque peu dichotomique n'est pas sans inconvénient pour la vie de certaines administrations, d'où ce rappel, généralement fait par les Toulonnais, du précepte napoléonien en vertu duquel « l'on administre bien qui de près ». Les difficultés de communication entre Toulon et Draguignan (85 kilomètres) ont

telles qu'un immense théâtre ultramodern, en cours d'achèvement, et une maison des sports et de la jeunesse, également dignes d'une ville de préfecture. Les élus partisans du statu quo ont aussi mis en évidence les dépenses que provoquerait le transfert, alors que 10 millions de francs viennent, en particulier, d'être investis en sept ans dans la réfection des bâtiments préfectoraux.

Le drame pour Draguignan serait en définitive de voir s'en aller la plus grande partie de la fonction administrative, la principale activité de la ville, qui occupe 25 % de la population. Les militaires (le transfert des écoles d'application de l'artillerie de Nîmes et de Chalon-sur-Saône amènera d'ici à 1980 environ trois mille cinq cents personnes sédentaires) ne compenseraient pas sociologiquement et même sans doute économiquement ce départ de Dracenois à part entière.

Des contreparties

Les réactions à Toulon sont évidemment favorables au projet du gouvernement. M. Henri Fabre, premier adjoint (centriste) au maire, a précisé que « l'implantation des bâtiments préfectoraux ne posait aucun problème, la ville de Toulon disposant de réserves foncières » (mais le conseil général voterait-il les crédits ?). Comme M. Mario Bénard, député et maire d'Hyères (U.D.R.), il

estimait que « Draguignan doit recevoir des compensations ». M. Aymeric Simon-Lorière, député de Toulon et maire (U.D.R.) de Saint-Maxime, a lancé, en ce qui le concerne et pour éviter « le développement de passions trop violentes », les idées d'un référendum et la création « en contrepartie » de trois sous-préfectures à Brignoles ou au Luc, à Draguignan et à Fréjus-Saint-Raphaël.

Le communiqué, publié également à Toulon par les conseillers généraux communistes du Var, laisse enfin croire qu'ils voteront avec le groupe socialiste lors de la consultation prévue par l'ordonnance du 2 novembre 1948 (2). « En déplaçant la préfecture à Toulon », déclarent les représentants du P.C., on peut favoriser les élus réactionnaires et mieux parvenir à modifier le visage de l'assemblée départementale. Le changement, ce n'est pas cela. »

GUY PORTE.

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE A VERSAILLES

La forêt, un monument fragile

« La coupe des massifs forestiers par des voies de communication les blesse à mort, et le citadin ne peut retrouver dans les lambeaux restants l'image de la nature qui lui est indispensable. » Cette affirmation solennelle de l'Association amicale du génie rural des eaux et forêts (A.A.G.R.E.F.) est l'une des conclusions du colloque qui a réuni pendant trois jours à Versailles six cents participants venus de vingt pays.

Les spécialistes apportent ainsi de l'eau au moulin de ceux qui s'inquiètent, par exemple, de l'éventuelle traversée de la forêt de Saint-Germain-en-Laye par l'autoroute Paris-Pontoise (A-14), ou des projets de rocade A-66 qui risquent de malmenier les bois de l'Ouest parisien. M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a déclaré à ce propos, à Versailles, qu'il était décidé « à faire preuve du maximum de fermeté dans le règlement de cette difficile question ». M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, a affirmé, de son côté, la nécessité de défendre l'environnement forestier des grandes agglomérations, « tentation permanente pour ceux qui doivent établir des infrastructures ou réhabiliter des zones d'habitation ». La forêt est fragile, ont déclaré à l'unisson ministres et spécialistes.

Au lieu de considérer les forêts comme des réserves foncières inexploitables, il faut créer

de nouvelles forêts, estimant les spécialistes, « de même que l'on prévoit l'achat des terrains pour la création ultérieure d'un aéroport ». Entre les anges gardiens des forêts et le grand public qu'ils se déclarent prêts à accueillir, il reste toutefois un point de friction. Doit-on exploiter les forêts proches des grandes villes comme celles du Massif Central ? Peut-on transformer, pendant de nombreuses années, en une sorte de savane de vastes pans de forêts déjà trop petites pour la population riveraine ?

Soutenus par le ministre de l'agriculture, les forestiers ont réaffirmé la nécessité de renouveler les peuplements par des coupes permettant l'installation de jeunes arbres. « La forêt n'est pas un monument à l'égrot du temps », disent-ils. La souche timide exprimée par M. Jarrot que « cette récolte se fasse sans bouleversement trop brutal » sera-t-elle entendue ?

RELANCE DU PROJET DE « CHEQUES VACANCES »

Vingt-cinq millions et demi de Français ont pris cet été des vacances. Ils étaient vingt-cinq millions l'été dernier. Ces chiffres ont été commentés le mercredi 25 septembre par M. Gérard Ducray, secrétaire d'État au tourisme.

Celui-ci a indiqué que les cinq à

six millions de Français qui ne prennent pas de vacances parce qu'ils n'ont pas des revenus suffisants devraient pouvoir bénéficier au plus tôt d'une aide financière spéciale qui pourrait leur être attribuée sous forme, par exemple, d'attribution de « chèques vacances » ou d'ouverture de « crédits vacances ».

si vous avez le produit...



Radiateurs électriques



Transbordeurs rail-route



Calculateurs numériques



Construction navale



Implants orthopédiques



Bas et collants

l'Irlande a la main-d'œuvre

Les industriels créant des entreprises en Irlande n'y paient aucun impôt pendant 15 ans sur leurs bénéfices à l'exportation. Accès en franchise intégrale sur le marché britannique, et, à partir de 1977, dans tout le Marché Commun.

Subventions non remboursables pour l'achat du terrain, des bâtiments, des machines, la formation du personnel.

Pour en savoir plus sur les avantages offerts par l'Irlande aux industries étrangères, appelez M. Miall Mooney à Paris, tél. 359.77.67, ou écrivez à IDA-Irlande, 45, rue Pierre Charron, 75008 PARIS.

IDA Irlande

OFFICE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Bureau Central : Lansdowne House, Dublin 4, Irlande. France : 45, rue Pierre Charron, 75008 Paris. Belgique : 72, rue Joseph II, Bruxelles. Danemark : Nymøsegade 47, 1802 Copenhagen V, Angleterre : 28 Bruton Street, London W.1, Allemagne : 5, Noll-Meiningung Str., Bayreuth 13. Et aussi : New-York, Chicago, San Francisco, Tokyo.

TRANSPORTS

SEPT ORGANISATIONS DE GAUCHE DÉNONCENT « LA MISE EN QUARANTAINE » DE L'ÉQUIPAGE DU « FRANCE ».

La tempête qui balaye les côtes de la Manche n'a pas faibli durant la journée de mercredi 25 septembre. Tant que persistent ces conditions atmosphériques qui obligent le paquebot à rester à l'abri près des côtes du Cotentin, le problème de sa destination future, Brest (comme le veut la Transal) ou Le Havre, comme l'exige l'équipage, reste en suspens.

Mais toutes les conditions sont réunies pour qu'un conflit éclate dès que le temps s'apaisera.

Après une réunion commune à Paris, mercredi soir, les organisations C.F.D.T., C.G.T., F.E.N., Mouvement des radicaux de gauche, P.C., P.S. et P.S.U., « exigent que cessent les brimades multiples, la mise en quarantaine, l'ordre de maintenir le navire éloigné de son port d'attache, qui déclarent-elles, constituent autant de violations du droit de grève, du droit de libre circulation, du droit de libre information ».

Enfin, M. Gérard Ducray, secrétaire d'État au tourisme, a confirmé que quatre projets étaient étudiés pour utiliser la France sous pavillon français après son désarmement. « L'un de ces projets a été soumis par M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, que j'ai moi-même reçu, un deuxième émane de Tourisme et Travail, un troisième prévoit d'utiliser le navire pour des exportations et le quatrième est du même ordre. »

● LA DÉLEGATION DE PARLEMENTAIRES COMMUNISTES qui s'est rendue le 22 septembre à bord du paquebot *France* demande à rencontrer maintenant le premier ministre pour l'informer des revendications du personnel.

UNE VIEILLE AFFAIRE

Le département du Var a été créé en 1790 sur Toulon comme chef-lieu et il a pris le nom du fleuve qui forme la frontière de la France avec le comté de Nice appartenant à la Maison de Savoie. En 1793, Toulon livré aux Anglais est reconquis par l'armée du général Dugommier, le capitaine Bonaparte commandant l'artillerie ayant pris sous son feu la flotte anglaise en petite rade. Le chef-lieu fut alors transféré l'espace de quelques mois à Grasse, puis à Brignoles et enfin définitivement en 1797 à Draguignan.

Le pouvoir consulaire ne soulevait pas en effet que le préfet maritime et le préfet civil siègent dans la même ville. On prête également la pensée à Bonaparte d'avoir voulu punir Toulon de s'être livré aux Anglais. Draguignan était au demeurant beaucoup plus central dans un département qui englobait l'arrondissement de Grasse. En 1861, l'arrondissement de Grasse est rattaché au département des Alpes-Maritimes à la suite de l'annexion du comté de Nice. Dès lors, le département porte le nom d'un fleuve qui ne le traverse pas.

La sous-préfecture de Brignoles a été supprimée en 1926. Le retour du chef-lieu à Toulon aurait été envisagé dès 1861. La plus chaude « alerte » s'est produite en 1947 lorsqu'on démantela subrepticement plusieurs services préfectoraux dans la cité maritime. Les industriels, commerçants et artisans dracenois menacèrent de fermer pendant huit jours leurs exploitations et formèrent un comité de vigilance — il n'a pas été dissous — qui fit avorter le projet de transfert.

Peu avant les élections législatives de 1967, M. Chaban-Delmas à Hyères avait lancé le hallon d'essai de l'implantation de la préfecture dans la cité des Palmiers, ce qui provoqua un tollé général.

malheureusement subsistait jusqu'ici en dépit des efforts consentis par le conseil général pour l'amélioration des deux grands axes routiers nord-sud du département. « Mais que penser alors de la situation qui serait créée pour toutes les communes du Haut-Var ? » rétorquent les Dracenois. La ville préfectorale a au moins, en effet, l'avantage de sa meilleure position géographique, sinon de sa cadence de vie animée, notamment dans le domaine des équipements socio-culturels, par d'importantes réalisations

مكتبة الامم المتحدة

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE


CONFLITS REVENDEURS

NOUVELLES MANIFESTATIONS EN PROVINCE CONTRE LES LICENCIEMENTS

manifestations d'insolence ont eu lieu mercredi 26 septembre, en province, sur le thème de la défense de l'emploi. Un rassemblement de quelque deux personnes, avec à sa tête les élus locaux d'Annonay, a vu les principales autorités de la région Rhône-Alpes présentes, et les commerçants ont balisé leurs vitrines de drapeaux à 11 heures pour appuyer les revendications. Les manifestations ont été organisées par le syndicat des commerçants de la région Rhône-Alpes, regroupant au total mille personnes, se sont jointes à la manifestation de l'Union nationale des commerçants de France (U.N.C.F.) et ont occupé pendant deux heures, depuis le mardi 24 septembre, pour s'opposer à un transfert de la délégation municipale.

ERRATUM. — Dans l'information relative à la manifestation de soutien aux salariés de la Coder à Villeneuve-sur-Lot, publiée dans le Monde du 26 septembre 1974, une erreur de transcription a entraîné une confusion. La manifestation, qui a eu lieu le 24 septembre, a été organisée par la Coder, et non par la Coder de Villeneuve-sur-Lot. Les participants ont été environ 100 personnes. Les excuses sont présentées.

Trois incorruptibles décident de se mettre en quatre pour une maison. La vôtre.



Jacques Balency Gérard Balency Thierry Balency

A gauche, Jacques, 46 ans. Il connaît tout de la construction, c'est le patron.


Gérard, 40 ans, est au milieu, c'est l'architecte, l'homme d'harmonie.

Thierry, 27 ans, passionné de marketing, est à droite, un fonceur.

Trois frères Balency.

Ils ont vendu, en quelques années, plus de 10 000 maisons individuelles. C'est-à-dire qu'ils connaissent le métier, en qu'ils ont des idées. C'est pourquoi ils créent Corbal.

Pour changer de la construction de maisons anonymes à des inconnus,



Modèle Habitat 5 (3 pièces + annexe) construit au Village des Fleuries - N 20.

Bon pour une documentation

Nom : _____

Prénom : _____


Profession : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Situation du terrain : _____

Corbal : 35 boulevard Exelmans 75016 Paris
Tél : 288.32.73



Constructions et Rénovations J.P. Balency

Membre du Syndicat national des constructeurs de maisons individuelles

A L'ÉTRANGER

En Italie

La hausse des tarifs publics suscite des refus concertés de payer

De notre correspondant

Robert Solé prend ses nouvelles fonctions de correspondant à Rome, où il remplace Jacques Nobécourt qui occupait ce poste depuis l'été 1963 et regagne le siège du journal.

Rome. — Qui faut-il blâmer ? Les citoyens modestes de Milan et de Turin, qui de manière tout à fait légitime, refusent de s'acquiescer devant les nouveaux tarifs de transports publics et de l'électricité ? Ou les fonctionnaires qui usent et abusent des privilèges du pouvoir ? Les deux faits n'ont pas de rapport direct entre eux, mais, survenant presque simultanément dans un climat de crise économique, ils suscitent depuis quelques jours diverses prises de position en Italie, notamment dans les partis et les trois grandes centrales syndicales — C.G.I.L. (communistes et socialistes), C.I.S.I.L. (d'inspiration démocratique chrétienne) et U.I.L. (républicains et sociaux-démocrates) — qui viennent de conclure un important accord sur la « plate-forme revendicative » d'automne.

Aux États-Unis

LE DÉFICIT COMMERCIAL A ATTEINT 1,13 MILLIARD DE DOLLARS EN AOÛT

La balance commerciale américaine a enregistré en août un déficit de 1,13 milliard de dollars (1), soit le plus fort déficit jamais atteint aux États-Unis. Le renchérissement des importations pétrolières explique pour l'essentiel ce résultat. Les importations de produits pétroliers se sont élevées à 2,5 milliards de dollars, soit 100 millions de plus qu'en juillet 1974 et 1,74 milliard de plus qu'en août 1973. Ces importations totales (9,5 milliards de dollars) ont ainsi progressé de 5,2 % par rapport au mois précédent alors que les exportations (8,37 milliards de dollars) n'ont augmenté que de 0,8 %. C'est le quatrième déficit commercial mensuel consécutif enregistré par les États-Unis. Pour les huit premiers mois de l'année, le solde des échanges commerciaux fait ressortir une perte de 2,1 milliards de dollars.

(1) 1 dollar = 4,80 F.

C'est la C.I.S.I.L. qui a révélé le scandale du téléphone, au moment où il était question d'augmenter les redevances de ce service public : des ministres, des chefs de cabinets, des dirigeants de régies d'État et d'autres « super-bureaux » ne paient ni leurs communications professionnelles ni leurs communications privées. Le cadeau somptueux qui leur est ainsi fait — car les téléphones sont et longuement — coûte à l'État près de 10 milliards de lire par an.

Ces mêmes hauts fonctionnaires et leur famille font un usage tout à fait abusif des voitures de fonction. La note s'élève à 25 milliards de lire chaque année. Ces révélation ne contribueront sans doute pas à donner mauvaise conscience aux quelque 50 % d'automobilistes italiens qui, à une semaine de la date limite, n'ont toujours pas payé la taxe spéciale sur les véhicules motorisés. Des magistrats romains seraient en train d'étudier en tout cas la possibilité de déclencher une enquête sur l'emploi des véhicules de fonction, tandis que des sénateurs de la gauche indépendante réclament officiellement une commission d'enquête parlementaire pour se pencher sur de tels abus.

Ceux-ci, à vrai dire, ont suscité une indignation un peu formelle et sans surprise. Plus préoccupant paraît être, aux yeux des syndicats, le déclenchement d'un mouvement de désobéissance civile qui affecte pour le moment la Lombardie et le Piémont. A Milan, pour mieux protester contre l'augmentation du prix des transports publics, des usagers ont décidé de ne payer leurs tickets d'autobus qu'à l'ancien tarif. Mouvement analogue à Turin, où les nouveaux prix de l'électricité sont boycottés. Ces protestataires ne sont pour le moment qu'une minorité, mais on craint que le mouvement, encouragé par des gauchistes — qui veulent l'étendre aux loyers et aux taxes d'habitation — ne prenne un caractère plus général. C'est la C.G.I.L., qui ne veut pas se faire dépasser sur sa gauche par des éléments incontrôlés — paraissent assez embarrassés — ont désapprouvé le mouvement, qualifié par la C.I.S.I.L. de « petit jeu de la démocratie », tout en essayant de le récupérer. Une grève géné-

rale pourrait être ainsi déclenchée en Lombardie pour protester de manière plus traditionnelle, contre l'augmentation du prix des transports.

Les trois centrales ont cependant, depuis mardi, un grand motif de satisfaction : après avoir refusé d'adhérer à la « plate-forme revendicative » d'automne et sur l'action à mener au cours des prochains mois.

Un million et demi de chômeurs ?

Les syndicats réclament l'ouverture immédiate de deux types de négociations. L'une avec le patronat, pour discuter de la question des salaires, de la réduction des horaires de travail et du regroupement des jours fériés destinés à lutter contre l'absentéisme ; l'autre avec le gouvernement, pour aborder notamment les difficiles problèmes du chômage et du coût de la vie. Les syndicats affirment vouloir éviter des grèves générales, mais manifestent leur opposition formelle à toute tentative de médiation patronale. Ils attendent que le patronat s'engage à négocier.

A propos de l'échelle mobile des salaires, les syndicats les plus radicaux ont été amenés à modifier leur position. Ils ont accepté de participer à une enquête sur le coût de la vie, la seule manière d'empêcher une rupture entre les trois centrales, qui sont engagées depuis des années dans un laborieux processus d'unification. On réclame donc un même « point de convergence » pour toutes les catégories professionnelles (il varie actuellement de 372 à 448 livres), mais sans l'aligner immédiatement au niveau le plus haut dans un premier temps. 710 livres seulement sont réclamées. Mais c'en est encore trop aux yeux de certains grands patrons et hommes politiques, qui estiment qu'une telle augmentation de salaires conduirait les entreprises à la faillite et provoquerait une hausse des prix inacceptable.

Le spectre du chômage ne hante pas seulement les syndicats, puisque les économistes les plus pessimistes annoncent pour cet hiver un million et demi de chômeurs. Cette inquiétude a été confirmée mercredi 26 septembre par le ministre du travail lui-même. Dans une déclaration au Parlement, qui vient de reprendre ses activités, M. Bertoldi a annoncé en effet que le nombre de chômeurs avait augmenté de 14 % au cours du deuxième trimestre de cette année, et la situation serait dès lors en août et en septembre.

Pour ce qui est du coût de la vie, les syndicats n'ont pas besoin de faire de longues démonstrations. Les étiquettes continuent de valser dans les magasins de luxe comme dans les supermarchés. L'inflation pour les Italiens, cette hausse des prix est en train de détruire définitivement, pour les étrangers, le mythe de « l'Italie moins chère ».

ROBERT SOLÉ.

COMMERCE

M. ANSOUEZ AUTORISE QUATRE OUVERTURES DE MAGASINS DE GRANDE SURFACE ET EN REFUSE QUATRE.

M. Vincent Ansouez, ministre du Commerce et de l'Industrie, s'exprimant en dernier recours, vient de prendre une série de décisions sur les vingt projets de magasins de grande surface que la Commission nationale d'urbanisme a étudiés le 17 septembre. Il s'agit de huit magasins, dont quatre pourront être construits et quatre devront être abandonnés.

AUTORISATIONS : à Falaise (Calvados), 1 400 mètres carrés (Société Falaise-Distribution) ; à Amiens (Somme), 4 000 mètres carrés (CO-RENO) ; à Tulle (Corrèze), 1 100 mètres carrés (Econocom de Centre) ; à Grunet (Creuse), 1 515 mètres carrés (société Le Rocher).

REFUS : à Fontivert (Morbihan), 5 304 mètres carrés (Prestidito) ; à Dury-lès-Amiens (Somme), extension de 1 304 mètres carrés (société anonyme Chaillet) ; à Saint-Pol-de-Léon (Finistère), 2 000 mètres carrés (SMA. Pemon et Debord) ; à Tulle (Corrèze), 1 820 mètres carrés (M. Deniau).

Cinq de ces recours avaient été présentés contre les décisions de refus des commissions départementales ; trois contre leurs décisions.

NOTRE Télex

A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons à nos correspondants. Vous nous télétransmettez vos messages. Nous les télétransmettons à nos correspondants.

Service Télex

345.21.82 + 346.00.28
15, rue Hector Malot, 75012 PARIS
Agence à Lille et 30 correspondants.

En Belgique

LES TAXES SUR LES TABACS ET LES ALCOOLS SERONT AUGMENTÉES EN OCTOBRE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les mesures édictées par le gouvernement belge, au début du mois d'août, pour combler une partie du déficit budgétaire prévu pour 1975 devaient entrer en vigueur dans le courant du mois d'octobre.

Il s'agit notamment de l'augmentation des taxes frappant les tabacs, les alcools, les parfums et les huiles minérales. Au total, ces mesures pourraient rapporter quelque 2,6 milliards de francs belges (soit environ 300 millions de francs français) supplémentaires dans les caisses de l'État en 1975.

Ces augmentations de taxes ne seront pas toutes réparties de la même manière au niveau du consommateur. Pour les cigarettes et les alcools, la hausse des prix devrait être substantielle : + 24 francs belges (270 francs français environ) pour la bouteille de whisky, par exemple, et + 3 francs (0,38 franc français) pour le paquet de cigarettes « standard ».

Pour les huiles minérales, en revanche, la majoration sera compensée par une diminution du taux de la T.V.A., ce qui devrait rendre l'opération « blanche » pour la majorité des utilisateurs.

L'augmentation (50 centimes par litre) du prix du mazout, comme d'habitude la légère diminution du prix de l'essence, qui pourraient intervenir dans les prochaines semaines, ne sont absolument pas liées à l'augmentation des taxes. — J. F.

M. NORBERT SEGARD, secrétaire d'État pour le commerce extérieur, est arrivé le 25 septembre à Bucarest. Pendant quatre jours, il participera à la réunion de la commission mixte franco-roumaine sur la coopération économique, scientifique et technique.


MONNAIES ET CHANGES

UNE GRANDE BANQUE AMÉRICAINNE ABAISSÉ SON TAUX DE BASE

La première diminution du taux de base des banques aux États-Unis (« prime rate ») a été annoncée mercredi par la Morgan Guaranty Trust, quatrième banque américaine, initiée aussitôt par la Chase Manhattan, au troisième rang des États-Unis. Ces deux établissements ont ramené leur taux de 12 %, niveau auquel il était fixé depuis juillet, et le plus élevé jamais atteint entre-Atlantique, à 11 3/4 %. Cette baisse était attendue avec impatience par les milieux financiers américains à la suite d'une diminution sensible du taux d'intérêt à court terme depuis quelques semaines, notamment sur les bons du Trésor. Certains experts prévoient que le taux de base pourrait descendre à 10 % d'ici à la fin de l'année, mais M. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale, vient de réaffirmer que la nécessité de lutter contre l'inflation imposera une politique de rigueur pendant un temps indéterminé, incompatible avec un crédit bon marché et abondant.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	10 1/8	11 1/8	8 7/8
1 mois	11	11 1/2	9
2 mois	11 1/2	12	9 1/2
6 mois	11 3/4	12 1/4	9 3/4



journaliste

europe presse service

Groupes BERNARD KRIEF

dans le cadre de son expansion offre à un JOURNALISTE (cinq ans minimum d'expérience), un poste stable et intéressant.

Il fera partie de notre équipe de spécialistes de l'information et des relations avec la Presse. A ce titre, il devra sélectionner et réaliser des programmes d'action (Interviews, dossiers, conférences et voyages de presse), pour nos clients.

Le lieu de travail habituel sera PARIS avec des déplacements fréquents et de courts durées. La connaissance de langues étrangères sera appréciée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sur réf. : 2033/74

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION

1, rue Danton - 75006 Paris (membre de l'ANCIEN)

vez
it...

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Le nouveau régime des prix industriels redonne à l'administration de grandes possibilités de contrôle

Le nouveau régime des prix industriels à la production sera publié dans quelques jours, probablement samedi 28 septembre, au Bulletin officiel des services des prix. Ce nouveau régime sera plus sévère que l'actuel, comme l'a expliqué M. Fourcade aux membres du gouvernement réunis mercredi 25 septembre à l'occasion du conseil des ministres hebdomadaire. En effet, après une poussée exceptionnellement rapide qui a commencé au début de 1973 les prix des matières premières importées baissent depuis mai dernier. A tel point qu'en août le prix moyen global de ces matières premières importées avait baissé de 0,8 % par rapport à août 1973. Or les prix de détail des produits manufacturés ne traduisent pas du tout ce fléchissement et continuent d'augmenter aussi vite, au rythme annuel de 17,4 %.

Le conseil des ministres du 25 septembre a donc approuvé la nouvelle réglementation des prix, basée, dit un communiqué de la Rue de Rivoli, « sur un contrôle des prix industriels plus simple, fondé sur la fixation des forfaits ». Qu'est-ce à dire ? Jusqu'à présent les industriels pouvaient répercuter à peu près librement les variations des cours de matières premières dans leurs prix de vente. Comme la plupart des produits sont fabriqués à partir de plusieurs matières premières et que, de plus, une grande partie d'entre elles ne font pas l'objet de « mercuriales » (cours officiels), il était quasi impossible aux pouvoirs publics de vérifier le bien-fondé des modifications de prix. Aussi, à partir du 1^{er} octobre prochain et jusqu'au 30 septembre 1975, les industriels ne pourront faire varier leurs prix qu'à l'intérieur de pourcentages strictement fixés par les pouvoirs publics — profession par profession — et selon un échéancier précis également imposé par l'administration. La Rue de Rivoli précise que certains « forfaits » pourront être fixés en baisse et que de toute façon ils couvriront tous les chefs de variation de prix de revient des industriels, c'est-à-dire non seulement le mouvement des matières premières mais aussi ceux des salaires, des charges diverses, etc. Ces forfaits seront publiés au Bulletin officiel des services des prix (B.O.S.P.).

ils concerneront donc deux cent dix accords Etat - profession. Comme chaque profession fabrique différents produits, ce sont des milliers de pourcentages de hausses autorisées que publiera le B.O.S.P.

Quels seront ces forfaits ? Le communiqué de la Rue de Rivoli ne le dit pas et l'arrêté général qui publiera le B.O.S.P. ne le précisera pas non plus. Il faudra attendre la conclusion des accords particuliers profession par profession avec les pouvoirs publics. On peut pourtant savoir que l'objectif global de M. Fourcade est de ramener la hausse actuelle des prix de détail des produits manufacturés qui est de 17 % l'an à 8 % en 1975. Cet objectif global implique des normes s'étalant selon les professions de +3 à +9 % (cas où la productivité est forte et la baisse des matières premières importante) à +10 et +11 % (faible productivité, incorporation d'acier, dont les prix sont élevés, pour la fabrication du produit, etc.). Dans des cas particuliers, des baisses pourront même être imposées.

Les firmes qui ne respecteront pas les normes seront remises sous le régime du dépôt préalable de barème, qui est un régime très sévère, et leur nom publié au B.O.S.P. Ainsi, trois d'entre elles (électro-ménager, confiserie, matériel de cuisine) seront « blâmées au pilori » dès samedi 28 septembre. Quant aux petites entreprises de moins de vingt salariés, elles continueront de bénéficier de la liberté totale de leurs prix.

Enfin, pour empêcher les industriels de tourner la nouvelle réglementation en mettant sur le marché des produits soit-disant nouveaux et dont les tarifs sont toujours en hausse, les pouvoirs publics publieront un arrêté obligeant les professionnels à verser l'administration de toutes innovations. Le ministère de l'économie et des finances aura alors un mois pour répondre, c'est-à-dire pour accepter ou refuser le nouveau prix proposé.

Au cours du dernier conseil des ministres, M. Fourcade a annoncé les nouvelles normes d'encadrement du crédit qui prévoient, comme nous l'avons annoncé (le cadre au conseil des ministres la semaine dernière), des crédits distribués de 13 % en octobre et novembre et de 12 % par rapport à décembre. — A. V.

M. PAPON DEMANDE QUE L'ÉPARGNE POPULAIRE SOIT INDEXÉE

« Je suis partisan d'indexer l'épargne, mais avec une certaine discrimination », déclare dans une interview accordée au Parisien M. Maurice Papon, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale. « Je suis partisan d'indexer ce qu'il est convenu d'appeler l'épargne populaire, soit la partie de la caisse d'épargne et l'épargne-logement qui est destinée à faire payer les surplus de dépenses par des gens sans défense. D'autres ont les moyens d'opérer des conversions. (...) Quant à M. Fourcade, dit que l'indexation généralisée est la fin des investissements, il n'a sans doute pas tort. (...) Mais si vous appliquez dans un premier temps l'indexation à l'épargne populaire, ce sera sans effet sur le rythme des investissements. »

M. Maurice Papon ajoute : « Pourquoi, dit M. Fourcade, des mesures spéciales alors que le volume de l'épargne s'accroît ? Il attend actuellement un volume record. Nous sommes en pleine contradiction : vous avez d'un côté un phénomène d'épargne grandissant, et de l'autre un phénomène d'érosion du capital. Si jamais la tendance se renverse, ce peut être la catastrophe. Il ne faut ni l'attendre ni la provoquer. »

GROUPE FINANCIER

recherche

prise de participation totale ou partielle dans société de prestation de service moyenne importance (de préférence travail temporaire)

Adressez offre

Performance Conseil
161, avenue Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

De Dietrich

La situation provisoire du groupe De Dietrich au 30 juin 1974 enregistrant une nouvelle avance de 68 % avec un total de facturations de 32 millions 828 000 F.

Le bénéfice global du groupe a été arrêté à 4 415 000 F — contre 7 millions 588 000 F — à fin juin 1973. Toutefois, ce bénéfice tient compte déjà de la totalité de la contribution exceptionnelle de 18 %, soit 4 millions 018 000 F versée fin juillet dernier au Trésor.

Le résultat pour ce premier semestre se situe de ce fait à un niveau légèrement supérieur à celui réalisé à la même date de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé pour ce premier semestre, à 302 108 000 F contre 244 278 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 23,7 %.

30 juin 74 contre 30 juin 73

	1974	1973	%
Division équipements thermiques	108 183 000	71 920 000	+ 50,4
Division équipements chimiques	62 416 000	55 023 000	+ 13,4
Division matériel ferroviaire et mécanique	29 559 000	24 777 000	+ 19,3
Divers	99 619 000	91 048 000	+ 9,4
	2 331 000	1 512 000	

Il est à noter que ce résultat a été établi après déduction des amortissements à la provision pour impôts sur les sociétés 1974 et à divers comptes de provisions pour pertes et charges d'ensemble de 32 080 000 F contre 18 976 000 F au 30 juin 1973. Les perspectives pour l'ensemble de l'année 1974 demeurent satisfaisantes. Ainsi, les ventes à fin août 1974 de 377 281 000 F sont en augmentation de 25,6 % par rapport à fin août 1973, alors que le montant des exportations de 59 111 000 F accuse de son côté une progression de 69,8 %.

Le carnet de commandes à ce jour se situe à un niveau élevé.

UNION CORPORATION LIMITED

(enregistrée en République d'Afrique du Sud)

Le prospectus suivant a été envoyé à tous les actionnaires détenteurs d'actions Union Corporation Limited.

Cher Monsieur ou Madame, Gold Fields South Africa Limited vous a adressé des documents relatifs à son offre d'acquiescer vos actions en Union Corporation.

Vos administrateurs et conseillers vous confirment leur recommandation de ne pas accepter cette offre. Leurs raisons détaillées seront diffusées dès que possible.

En conséquence, vous êtes priés de ne pas prendre cette offre en considération et de ne pas accepter l'offre de NE PAS COMPLETER NI SIGNER LA FORMULE D'ACCEPTATION.

Votre dévoué

A. Fovet, président.

SOCIÉTÉ SEQUANAISE DE BANQUE

Le conseil de surveillance de la Société Séquanaise de Banque, réuni le 26 septembre 1974 sous la présidence de M. Majasol, a nommé M. René Pichon de Lestard, président de l'Union des assurances de Paris, en remplacement de M. J.-C. Stiebelitz, démissionnaire.

Il a également nommé M. Henri Wallon, président du directeur de la société, le directeur est donc maintenant composé de MM. Henri Wallon, président, François Maréchal, directeur général, Jacques Henri Gengenheim, Régis Lasserre et Didier Pfeiffer.

CREDIT LYONNAIS EUROPARTENAIRES : Banco di Roma Banco Hispano-Americano Commerzbank

SITUATION AU 31 JUILLET 1974
La situation au 31 juillet 1974 se chiffre à 125,962 millions contre 134,629 millions au 2 juillet 1974.

Au passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Entreprises, des avances émise au marché monétaire revient de 46.160 millions à 43.612 millions. Les Comptes d'Entreprises et divers s'établissent à 18.341 millions, et les Comptes de Particuliers à 31.896 millions. Les Bons de caisse atteignent 13.880 millions. A l'actif, les Crédits à la Clientèle s'établissent à 22.335 millions, et les Comptes débiteurs à 20.631 millions. Les Crédits mobiliers, hors bilan, figurent pour 27.114 millions.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Le conseil d'administration de la GÉNÉRALE OCCIDENTALE a approuvé les comptes de l'exercice 1973-1974, qui a connu une durée exceptionnelle de dix-huit mois. Le bénéfice net consolidé de la GÉNÉRALE OCCIDENTALE pour ce dix-huitième mois s'est élevé à 23 millions 453 344 F contre 14 851 000 F au 31 décembre 1973, soit, en ramenant le bénéfice du présent exercice à douze mois, une augmentation de 30 % environ. Ce bénéfice a été obtenu après déduction des provisions pour pertes et charges d'ensemble de 117 000 000 de F, d'une provision pour fluctuations éventuelles de valeur des participations à qui s'élève à 174 720 000 F à la clôture de l'exercice précédent, et sur une base consolidée de 625 734 000 F contre 617 000 000 F.

Les profits consolidés ont été calculés en se basant sur un exercice de douze mois, pour la GÉNÉRALE OCCIDENTALE, les douze derniers mois, et pour ses filiales, un exercice de douze mois correspondant à leur exercice social. Les profits consolidés atteignent 17 807 000 F contre 11 872 000 F pour l'exercice précédent, soit 58,30 % par action contre 39,45 % (après ajustement du fait de la division en quatre de l'action et compte tenu, pour l'exercice 1973-1974, de l'augmentation de capital par conversion des obligations).

Le conseil d'administration de la GÉNÉRALE OCCIDENTALE a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de 4 F par action, assorti d'un acompte de 2 F, contre un dividende pour l'exercice précédent, ajusté comme il vient d'être dit, de 2,50 F assorti d'un acompte de 1,25 F.

FOUGEROLLE

Des informations diffusées par une agence de presse, et reprises par certains journaux, ont fait état de la constitution d'un Groupement d'intérêt économique entre Fougère et J.-C. Stiebelitz S.A.

Après de dissiper toute ambiguïté, le Groupe Fougère précise que ce G.I.E. a été constitué entre la filiale Fougère Construction et J.-C. Stiebelitz S.A. Cette association a une portée limitée et ne concerne que l'immobilier, que l'association éventuelle en commun de quelques marchés nouveaux.

Le Groupe Fougère précise, en outre, qu'il n'est envisagé entre les deux sociétés aucun accord de caractère plus étendu.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires T.T.C. du mois d'août 1974 s'élève à 62 217 873 F, marquant une progression de 37,3 % sur août 1973.

En cumulé, le chiffre d'affaires des huit premiers mois de l'exercice s'élève à 481 702 459 F, l'augmentation est de 32,87 % sur les huit premiers mois de l'exercice 1973.

Les ventes d'août 1974 de la filiale, Société commerciale de Montesson, s'élèvent à 10 061 875 F marquant une progression de 11,9 % sur l'année précédente.

Le cumul des huit premiers mois de l'exercice du Sags Montesson enregistre une progression de 15,4 F par action, contre 698 394 F pour la période correspondante de 1973.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE

La situation provisoire du bilan au 30 juin 1974 fait apparaître une amélioration, avant provisions, amortissements et impôts, de 2 094 234 F pour le premier semestre de l'exercice, contre 698 394 F pour la période correspondante de 1973.

BOURSE DU BRILLANT
communiqué
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond épaulement blanc exceptionnel
1 CARAT
26 SEPTEMBRE - 6,182 F T.T.C. + commission 4,90 F
M. GÉRARD JOAILLIERS
8, avenue Montaigne, PARIS (8^e)
Tél. : 359-83-96

* Adressez-nous simplement votre carte de visite pour recevoir un service gracieux d'un mois (4 numéros).
Journal des Finances, service M 122, rue Réaumur 75002 PARIS - Téléphone : 508.42.75.

JOURNAL DES
FINANCES
POUR GARDER LA TÊTE FROIDE

طريقنا من الامم

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. LES DIFFICULTÉS DE L'EUROPE VERTE**
- Les grandes dates du Marché commun agricole.
 - Les réactions dans les capitales européennes.
- 4-5. LA CRISE MONDIALE DE L'ÉNERGIE ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE**
- Les décisions de conseil des ministres.
- 6-7. EUROPE**
- PORTUGAL : le projet de manifestation de la « majorité silencieuse » suscite l'hostilité de la gauche.
 - L'office des économistes renforce les réserves de Bucarest et de Belgrade à l'égard d'une conférence mondiale des P.C.
- 8. AMÉRIQUES**
- ÉTATS-UNIS : l'ancien président Nixon est dans un état de crise ; l'affaire du massacre de My-Lai.
- 9. ASIE**
- Le Pakistan annonce le minuscule royaume de Hunza.
- 10. PROCHE-ORIENT**
- ÉTATS-UNIS : le gouvernement est remanié.
- 11-12. POLITIQUE**
- Avant l'élection législative partielle de l'Arèche : M. Torre craint que le balotage ne lui soit fatal.
 - Le projet de société de la gauche socialiste.

LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 13 A 19
- LE FEUILLETON de R. Poirat-Delpech : « Fokouli », de Bessy. Une découverte : « Les Châli », d'Emile Ajar.
 - LES ROMANS DE LA RÉNÉISSANCE : V. Alexandre, M. Bataille, C. Oiler, V. Poirat.
 - LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : « Le Linceul », de Jean Bessy. Un « premier roman » américain.
 - ESSAIS : Entretien avec Jean Bessy. Entretien avec Jean Bessy. Entretien avec Jean Bessy.
- 20. SOCIÉTÉ**
- Partisans et adversaires de la liberté de l'avortement reprennent leur campagne.
- 21. RELIGION**
- A Naples, le chapitre général des dominicains a terminé ses travaux.
- 22. ÉDUCATION**
- Les difficultés de la rentrée, le chômage des maîtres auxiliaires : plusieurs milliers d'enseignants ont manifesté à Paris et en province.
- 23. SPECTACLES**
- MUSIQUE : à l'Opéra, Pavarotti et Ricciardi dans la Bohème.
 - CINÉMA : le Chili des 14-Juillet.
- 24. RADIO-TELEVISION**
- Les organisations syndicales pressent la mesure de la combativité du personnel de l'É.R.T.F. ; les nominations dans les nouvelles sociétés.
- 25. JUSTICE**
- L'affaire de Bray-en-Artois : deux arrêts seront rendus le 9 et le 30 octobre.
- 26. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**
- PROVENCE-CÔTE D'AZUR : vives réactions avec le projet de transfert de la préfecture du Var à Toulon.
 - URBANISME : les forêts et les grandes agglomérations.
- 27-28. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
- A L'ÉTRANGER : la hausse des tarifs publics en Italie suscite des refus concertés de payer.
 - CONFLITS ET REVENDICATIONS : nouvelles manifestations en province contre les licenciements.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (45)
Annonces classées (25 à 28)
Cartes (24) ; Informations pratiques (25) ; Météorologie (23) ; Météo croisée (25) ; Finances (25).

Le numéro du « Monde » daté 26 septembre 1974 a été tiré à 548 753 exemplaires.

Pour le week-end, faites-vous plaisir. Louez une voiture chez Europcar. 645.21.25

A B C D F G H

A CAGNES-SUR-MER

Les élus U.D.R. souhaitent redéfinir leurs relations avec le gouvernement et leur parti

(De nos envoyés spéciaux.)
Cagnes-sur-Mer. — En mars dernier, les parlementaires de l'U.D.R. avaient décidé pour des raisons d'économie, de réduire leurs journées d'études à Cagnes-sur-Mer. Ils ont sans doute jugé que les problèmes qu'ils avaient maintenant à régler étaient suffisamment importants pour justifier, malgré les dépenses que cela entraînerait, un déplacement plus loin de Paris. C'est pourquoi ce jeudi matin 26 septembre les élus gaullistes en assez grand nombre se sont retrouvés dans la Maison de la mer de Cagnes-sur-Mer, où une vive campagne de persuasion les avait incités à venir.

À l'ordre du jour des travaux : la discussion, mais c'est des relations entre le mouvement et le groupe parlementaire. Il s'agit en fait pour les députés de s'interroger aujourd'hui sur la portée du ralliement de leur parti à la majorité nouvelle et à M. Jacques Chirac, ralliement qu'ils avaient décidé lors d'une réunion un peu exceptionnelle le 3 juillet à Vélizy-Villacoublay. Bien qu'ils ne remettent pas en cause leur appartenance à la majorité ni leur soutien au premier ministre, les élus de l'U.D.R. vont chercher à définir exactement à quelle distance ils doivent se tenir du nouveau pouvoir, quel doit être leur rôle, comment « pratiquer » leur soutien.

Is veulent demeurer, en ce domaine, entièrement responsables. Ils disent qu'ils ne veulent pas, dans une inconditionnalité totale, ainsi en raison de l'évolution de l'attitude de M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général du mouvement, qui n'est plus parlementaire, était d'ailleurs présent à Cagnes de l'ouverture des travaux, mais le fait qu'il fut seul à représenter la direction du mouvement le faisait apparaître un peu dion comme un accusé du moins comme un prévenu. Plusieurs parlementaires reprochent au secrétaire général des prises de position trop personnelles et surtout d'engager le mouvement parlementaire, sans que le bureau exécutif ait été au préalable consulté. Les exemples qui ont semblé les plus évocateurs sont les déclarations de M. Sanguinetti en faveur d'un service militaire de six mois ou celles dans lesquelles il souhaitait la constitution d'un syndicat unique.

Selon M. Claude Labbé, « le groupe (qu'il préside) ne doit pas accepter d'être un exécutant » et doit au contraire se trouver désormais « devant » en matière d'expression politique : « Nous ne pouvons plus attendre des instructions et nous devons être la pensée du mouvement auquel appartient la réflexion », a-t-il dit. M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues n'hésitent pas en effet à affirmer que, sans le groupe parlementaire, le mouvement gaulliste, aujourd'hui, n'existerait plus. Pour eux, c'est

M. MESSMER : les mesures contre la hausse des prix ne sont pas suffisantes.

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a déclaré au micro de R.T.L. : « Les mesures déjà prises (par le gouvernement) ne me semblent pas suffisantes pour freiner dans des conditions habituelles un mouvement de la hausse des prix qui est encore trop rapide. » M. Messmer a souligné la nécessité et l'utilité de diminuer la T.V.A. tout comme, a-t-il rappelé, il avait fait en janvier 1973, alors qu'il était premier ministre et que M. Giscard d'Estaing était son ministre de l'économie et des finances.

L'ancien premier ministre a indiqué que le rationnement du fuel est « nécessaire », mais qu'il doit être accompagné pour ne pas frapper trop durement les plus petits, d'une indemnité du type de celle qui avait été payée aux personnes âgées l'hiver dernier.

« Une certaine détermination des « presbytériens » de Hankook ont entamé, mercredi en Corée du Sud, une grève de la faim, pour réclamer la remise en liberté de cent soixante-quinze personnes récemment condamnées en vertu de deux décrets sur les activités antigouvernementales. Il s'agit de la première manifestation d'ouverture de l'opposition depuis avril. Parmi les condamnés figurent l'ancien président Po Sun et un évêque catholique, quatre personnes ont été condamnées à la peine capitale. — (A.P.)

QUINZAINE DU TRICOT.
DU 16 AU 30 SEPTEMBRE

Frank et Fils
80 rue de Passy,
Paris 16^e.

Le marché des changes

LE DOLLAR SE MAINTIEN

Le dollar a maintes fois, qu'on ne le prévient pas, l'annonce d'un déficit record de la balance commerciale des États-Unis, en août, et la réduction d'un quart de point du taux de base de plusieurs grandes banques américaines. Les milieux financiers taillent sur les reports de pétrodollars sur le marché de New-York pour compenser le déficit actuel.

À Paris, le dollar s'est établi à 165 1/2 F. DM contre 165 F. et, à Paris, il a valu 4,78 F. après 4,76 F.

Les ministres des finances

se concertent avant l'assemblée du F.M.I.

Avant de se rendre à l'Assemblée générale du Fonds monétaire international qui se tiendra à Washington, à la fin du mois, les ministres des finances des différents pays se concertent pour définir une position commune. À Paris, M. Giscard d'Estaing a reçu jeudi à déjeuner les ministres des finances de la zone franc, dont la réunion s'était ouverte dans la matinée, tandis qu'à Ottawa ceux du Commonwealth, un nombre de quatre-vingt, vont examiner, entre autres points, la création d'une banque d'investissement appelée à aider les pays en voie de développement.

La crise de l'Europe verte

FRANKFURTER ALLGEMEINE le bon élève mal aimé.

Les meilleurs élèves, dans toute classe, sont généralement peu aimés de leurs camarades. Ils sont jaloux et on leur demande leur aide pour tel ou tel travail tout en les considérant comme des arrivistes dépourvus de camaraderie. Or, voici qu'une nouvelle fois, depuis vingt-cinq ans, la République fédérale se retrouve dans cette situation. Nos taux d'inflation, relativement bas par rapport aux autres pays, l'ampleur de nos excédents, nous valent d'être critiqués et tenus pour des perturbateurs du commerce international. On entend même, chez nos partenaires européens, formuler le reproche que nous manquons d'esprit communautaire dans notre souci de mener une politique de stabilisation plus rigoureuse que les autres.

La R.F.A. connaît d'autres conflits de ce genre. Elle doit s'affirmer, céder ne rapportant aucun bénéfice et ne forait qu'aggraver la situation. Les racines présentes en France ou en Italie ne semblent guère économiquement convaincantes.

Nous ne souhaitons pas être des élèves modèles et préférons que nos partenaires appliquent la façon de stabiliser de façon plus intensive et plus approfondie. Mais une communauté fondée sur l'inflation, on l'a vu ces dernières années, ne peut que perdre sa substance et s'étioler.

RENÉ BEN CHEMOUL
LE SPÉCIALISTE DES
TRÈS GRANDES TAILLES
CHEMISES
PANTALONS
PARIS 11^e

Vous trouverez à 'la Règle à Calcul' toute la gamme des mini-calculatrices Hewlett-Packard.

les calculatrices scientifiques : HP-35, HP-45, 1484 FTL, 2340 FTL, démonstration-vente sur stock

les calculatrices financières : HP-80, HP-70, 2844 FTL, 1830 FTL, La Règle à Calcul 65, Bd Saint Germain 75005 Paris - Tél. : 033.02.63/033.34.61

la 1^{re} calculatrice de poche programmable : HP-85, 5840 FTL, 1^{er} distributeur agréé en France des mini-calculatrices électroniques HP

la Règle à Calcul
crédit Cetelem - parking remboursé

HEWLETT PACKARD

DEUX CENTES INSPECTEURS DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA RÉGION PARISIENNE SERAIENT AFFECTÉS A DES COMMISSARIATS DE BANLIEUE

De notre envoyé spécial

Colmar. — Certains délégués parisiens au deuxième congrès du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), réuni depuis deux jours à Colmar (le Monde des 25 et 26 septembre), se sont fait l'écho de mutations prochaines touchant environ deux cents fonctionnaires parisiens des renseignements généraux, soit approximativement le tiers des effectifs en fonction dans la capitale.

Ceux-ci seraient affectés dans les commissariats de sécurité publique des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Une telle mesure répondrait au souci exprimé peu après son arrivée place Beauvau par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, de « dégonfler » les services à caractère politique, pour renforcer la protection des citoyens.

Avant le redécoupage de l'automne 1971, lorsque la préfecture de police exerçait sa juridiction sur Paris et les trois départements suburbains, les renseignements généraux de la région parisienne comptaient alors environ six cents fonctionnaires. Les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne ayant acquis leur « autonomie », deux cents inspecteurs furent affectés dans cette petite couronne. Or, en quelques mois, l'effectif des R.G. de la seule ville de Paris se retrouva au niveau de ce qu'il était peu avant pour l'ensemble de la région, soit six cent cinquante hommes.

Nul n'a songé à nier à Colmar la nécessité de réduire des services inutilement, voire dangereusement, pléthoriques. Mais les intéressés craignent que les mutations se fassent, comme il arrive souvent, sans tenir compte du désir de ceux qu'elles touchent et ils souhaitent pouvoir bénéficier de la même sollicitude que la vingtaine de leurs collègues du « groupe Harsricht » — chargé

AU TOURNOI D'ECHECS DES PRÉTENDANTS

La cinquième partie est ajournée.

La cinquième partie de la finale du Tournoi des prétendants au titre mondial a été ajournée après la quatrième coup dans une position tendue. Karpov possède un pion d'avance mais Kortchnoi dispose, avec les blancs, d'un pion passé qui lui donne des chances de gain.

COURS A.Z.

MÉTHODE AUDIOVISUELLE
196, rue St-Hippolyte, Paris (1^{er})
Tél. 508-94-44 ou 508-93-63
Métro : Palais-Royal

LANGUES en 150 h.
STÉNO en 40 h.
DACTYLO en 15 h.
Entraînement machine électrique
De 8 h à 21 h sans interruption

En 12 ans, en ouvrant un compte bancaire

épargne sobi

= 10 000 F = 27 400 F
net de tous frais

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Documentation H 430 - sur simple demande

مكتبة الامم المتحدة